

LES ARBRES

ET

LES VOIES PUBLIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Mars 1937, à 13 h. 30

PAR

ANDRÉ CASENAVE

Président : M. MESTRE, professeur.

Suffragants { *MM. ROLLAND, professeur.*
LAFERRIÈRE, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ARBRES
ET
LES VOIES PUBLIQUES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES ARBRES

ET

LES VOIES PUBLIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 2 Mars 1937, à 13 h. 30

PAR

ANDRÉ CASENAVE

Président : M. MESTRE, professeur.

Suffragants { MM. ROLLAND, *professeur.*
LAFERRIÈRE, *professeur.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1937



LES ARBRES ET LES VOIES PUBLIQUES

INTRODUCTION

L'étude du régime juridique des arbres plantés en bordure des voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, offre un grand intérêt du fait des problèmes juridiques importants que permet d'aborder une telle étude. Propriété et domanialité, responsabilité civile du fait des choses, responsabilité administrative en matière de travaux publics, responsabilité des distributeurs d'énergie électrique, d'une brûlante actualité, telles sont, en effet, les grandes questions de droit que soulève l'étude du statut juridique des arbres des voies publiques.

Tout d'abord la question de la propriété des arbres crus sur les voies publiques : ces arbres, éléments accessoires de la voie publique, doivent-ils être considérés comme des dépendances du domaine public ou du domaine privé ? Question délicate du fait de l'existence sur ces mêmes voies d'arbres appartenant à des particuliers.

La présence d'arbres dans les propriétés privées le long des routes et chemins pose le problème capital de la responsabilité du fait des choses, problème qui, depuis un demi-siècle, divise la doctrine et dont la jurisprudence semble encore loin d'être fixée. En étudiant ce point particulier : la responsabilité du fait des arbres, nous ne ferons

en réalité que retracer les étapes parcourues par la doctrine et la jurisprudence à la recherche d'un critérium dans l'établissement de la responsabilité du fait des choses.

Les dommages causés par les arbres crus sur le sol des routes et chemins nous feront pénétrer dans la matière des dommages de travaux publics dont l'intérêt pratique est si grand en droit administratif et qui donne lieu à un contentieux d'une extraordinaire importance. De la présence des arbres sur les routes peuvent, en effet, résulter, soit des dommages permanents pour les propriétés voisines, soit des accidents causés par la chute des branches ou des arbres eux-mêmes.

La matière des arbres constitue enfin un domaine à part dans le contentieux des distributions d'énergie électrique ; soit à cause de l'exercice du droit d'élagage, soit à cause d'accidents provoqués par la chute des arbres, il y a une foule de conflits qui peuvent s'élever. Ces litiges sont aussi embrouillés que variés, car si ce sont toujours les arbres qui sont à l'origine du dommage, les responsabilités peuvent être bien différentes et le contentieux aussi.

C'est à l'étude des solutions données actuellement à ces différents problèmes posés par la présence des arbres le long des voies publiques que nous avons voulu nous livrer.

TITRE PREMIER
DE LA PROPRIÉTÉ DES ARBRES
DES VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ DES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES

Avant d'étudier en détail le régime de la propriété des arbres des différentes catégories de voies publiques, il convient de poser certaines règles générales énoncées par le législateur ou dégagées par la jurisprudence.

I. — *Les arbres plantés sur les voies publiques et appartenant aux personnes publiques sont considérés par la jurisprudence de la Cour de cassation comme des dépendances du domaine privé.*

Bien qu'assises sur le domaine public et incorporées à la voie publique, les plantations faites sur le sol des routes et chemins publics ne participent pas à l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité du domaine qui leur sert d'assiette : elles dépendent du domaine privé et peuvent être l'objet d'une possession utile capable de servir de base à la prescription sans qu'il y ait lieu de distinguer sur ce point les plantations des routes nationales et des chemins vicinaux.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Si les arbres des chemins vicinaux n'ont jamais été compris dans les dépendances du domaine public (cf. art. 14 du décret du 8 août 1792), par contre, au lendemain de la Révolution, un arrêté du Directoire du 28 Floréal an IV considérait « les arbres

plantés sur les chemins ci-devant royaux comme faisant partie du domaine public reconnu inaliénable dans les mains des ci-devant rois et dont les aliénations faites même à titre onéreux, postérieurement à l'ordonnance de 1566 qui a consacré cette inaliénabilité, ne devaient être considérées par l'Assemblée Nationale que comme de simples engagements révocables à perpétuité ».

Ce n'était là d'ailleurs qu'une opinion du Directoire qui n'était pas compétent pour trancher une question de propriété. Toutefois, le décret du 16 décembre 1811 maintint cette présomption absolue de propriété en faveur de l'État. Mais la loi du 12 mai 1825 apporta une grave dérogation à ce principe : elle permit aux riverains de faire tomber cette présomption en justifiant « avoir légalement acquis les arbres à titre onéreux ou les avoir plantés à leurs frais en exécution des anciens règlements ».

La Cour de cassation, dans un arrêt du 23 décembre 1861, tira la conséquence logique de cette loi en décidant que « si la propriété des arbres existant sur une route ou un chemin public peut être valablement acquise par titre ou par convention, elle peut résulter également de la prescription qui, dans les hypothèses où elle est admise, supplée au titre et en a toute la puissance. »

Si donc la propriété des arbres plantés sur les grandes routes peut être acquise par titre ou par prescription, ces arbres ne peuvent plus être considérés comme des dépendances du domaine public. C'est d'ailleurs l'opinion de la Cour de cassation qui s'exprime ainsi : « Les arbres considérés isolément sont susceptibles d'une appropriation particulière et indépendante du sol sur lequel ils sont plantés ; il n'y a pas lieu de distinguer, sous ce rapport, les arbres plantés sur les bords d'un chemin public de

ceux qui l'auraient été sur un domaine privé. » (Cass. 23 déc. 1861 ; D. 62-1-129. Cass. 22 oct. 1930 ; S. 1931-1-46). Le tribunal de Saintes, dans un jugement confirmé par l'arrêt précité de la Cour de cassation, se montre d'ailleurs encore plus catégorique : « L'imprescriptibilité du sol n'entraîne pas l'imprescriptibilité de l'arbre, dit le jugement, si les raisons qui ont soustrait le sol au droit commun ne s'appliquent pas à l'arbre considéré comme un immeuble distinct et susceptible d'une appropriation exclusive. Si les routes et les chemins sont imprescriptibles, ce n'est pas parce qu'ils appartiennent à l'État et aux communes, mais parce qu'ils sont hors du commerce et destinés à un usage public. Les arbres crus ou plantés sur ces routes et ces chemins n'ont ni le même caractère, ni la même destination, la loi les a toujours considérés comme susceptibles d'appropriation particulière puisque, dans certains cas, elle en a elle-même attribué la propriété aux riverains. » Les tribunaux judiciaires s'en tiennent, en effet, quant à la consistance du domaine, à la théorie restrictive qui ne range dans les dépendances domaniales que les portions de territoire affectées à l'usage de tous et non susceptibles de propriété privée.

Dans ces conditions, il semble qu'il ne doive pas y avoir de doute sur ce point : les arbres crus sur les routes et chemins publics, appartenant à l'État, aux départements ou aux communes, sont des dépendances du domaine privé¹.

1. Certains arrêts du Conseil d'Etat considèrent cependant les arbres des routes et chemins comme des dépendances du domaine public. (Cons. d'Etat, 28 décembre 1923, Lacassagne. Cons. d'Etat, 16 mai 1930, Lussagnet) ; en fait, dans ces arrêts, le Conseil d'Etat n'a abordé qu'accessoirement la question de propriété et de domanialité, il s'agissait avant tout de régler les conséquences dommageables de la chute des arbres considérés comme ouvrages publics. (Cf. *infra* : responsabilité administrative du fait des arbres). Dans une telle ques-

II. — *Les arbres plantés sur le sol même des voies publiques sont présumés appartenir aux personnes publiques propriétaires du sol. Mais ce n'est là qu'une présomption de juris tantum cédant devant la preuve contraire résultant soit des titres, soit de la prescription.*

Il est, en fait de propriété, un principe général qui domine tout notre droit et qui est renfermé dans l'article 552 du Code civil, c'est que la propriété du dessous emporte la propriété du dessus. Par suite, les arbres existant sur un terrain sont présumés appartenir au propriétaire de ce terrain. Toutefois, cette présomption n'est pas absolue, elle peut être combattue par la preuve contraire résultant soit des titres, soit de la prescription, soit même de la preuve testimoniale (art. 553 du C. c.); aucune impossibilité matérielle ou juridique ne s'oppose, en effet, à ce que l'arbre et le sol appartiennent à des propriétaires différents. (Cass. 18 mai 1858 ; Duclerfay, D. 58-1-218); (Cass. 7 nov. 1870 ; Ville de Douai, D. 60-1-486) ; (Demolombe, t. IX, nos 511 à 532) ; (Aubry et Rau, 5^e édition, § 185, p. 187).

Les mêmes principes s'appliquent de nos jours en matière de plantations sur les routes et les chemins.

Pour les grandes routes, la règle a été posée par l'article 86 du décret du 16 décembre 1811 : « Tous les arbres plantés sur les routes impériales sont reconnus appartenir à l'État. » Toutefois, la preuve contraire a été admise par l'article 1^{er} de la loi du 12 mai 1825 : « Seront reconnus appartenir aux particuliers les arbres actuellement existant sur le sol des routes royales et que ces particuliers

tion c'est d'ailleurs, semble-t-il, l'opinion de la Cour de cassation, juge souverain en matière de propriété et de domanialité, qui doit l'emporter. (Cf. article 1^{er} de la loi du 12 mai 1825.)

justifieraient avoir légalement acquis à titre onéreux, ou avoir plantés à leurs frais en exécution des anciens règlements. » De ce texte, la jurisprudence a conclu à la possibilité, pour les riverains, d'acquérir la propriété des arbres des grandes routes par prescription.

En ce qui concerne les chemins vicinaux, le principe posé à l'origine par l'article 14 du décret du 18 août 1792, était l'exception à la règle de l'article 552 : « Tous les arbres existant sur les chemins publics sont censés appartenir aux propriétaires riverains, à moins que les communes ne justifient en avoir acquis la propriété par titre ou possession. »

Dans la suite, les arrêtés préfectoraux intervenus en exécution de la loi de 1836 sur les chemins vicinaux, ont interdit aux riverains de planter sur le sol des chemins sous peine de contravention. C'était la fin de l'exception et le retour au principe général que la propriété du dessous emporte la propriété du dessus.

Donc, désormais sur toutes les voies publiques, la règle est une présomption de propriété des arbres en faveur des personnes publiques propriétaires du sol de la voie. Toutefois, cette présomption tombe devant la preuve contraire, administrée par les particuliers et résultant, soit des conventions, soit de la prescription, soit de la loi elle-même.

1^o Tout d'abord, les particuliers peuvent revendiquer, du fait des conventions, la propriété des arbres crus sur le sol des voies publiques en prouvant, soit qu'ils ont acquis ces arbres à titre onéreux (art. 1^{er} de la loi du 12 mai 1825), soit, le plus souvent, qu'en vendant un terrain destiné à être utilisé pour l'ouverture d'une voie publique, ils se sont réservé la propriété des arbres plantés dans la partie de ce terrain qui n'est pas comprise dans l'assiette de la

voie publique proprement dite, mais qui constitue, comme le talus par exemple, une simple dépendance de la voie.

2^o Cette propriété des particuliers peut également résulter de la prescription. En effet, ainsi que cela a été exposé plus haut, dès l'instant que les arbres plantés sur les routes sont susceptibles d'appropriation privée à la différence du sol, ils doivent pouvoir être acquis par la prescription trentenaire conformément au droit commun. Ainsi, selon Proudhon (*Domaine public*), la possession constante exercée par les propriétaires riverains d'une route sur les arbres dont elle est plantée, soit en recueillant les fruits, soit en percevant le prix des élagages, peut être considérée comme une preuve que ces arbres leur appartiennent. (Rég. 21 nov. 1877 ; Dalloz 78-1-301 ; Civ. 8 nov. 1880 ; Dalloz, 81-1-28.)

Mais la possession doit réunir les conditions requises par l'article 2.229 du Code civil. En fait, la jurisprudence de la Cour de cassation rejette la possibilité d'une prescription des arbres des grandes routes en qualifiant dans ce cas de « simple tolérance de l'administration » la possession de la part des riverains (Cass. 22 janv. 1845 ; Douzelot, D. P. 45-1-122). Il n'en est pas de même pour les arbres des autres voies publiques et la possession plus qu'annale de ces arbres par les riverains peut servir de base à une action possessoire indépendante de la possession du sol sur lequel ils sont plantés (Cass. 1^{er} déc. 1874 ; Martin, D. 75-1-323 ; Cass. 21 nov. 1877 ; Communes de Baynes D. 78-1-301 ; Cass. 22 oct. 1930 ; Sucy, 1931-1-46).

3^o Les particuliers peuvent encore prouver leur droit de propriété sur les arbres de la voie publique en justifiant les avoir plantés à leurs frais en exécution des anciens règlements pour les grandes routes (art. 1^{er} de la loi du

12 mai 1825), ou de la loi elle-même pour les chemins vicinaux (art. 14 du décret du 28 août 1792 pour les arbres des chemins vicinaux plantés antérieurement à la loi du 21 mai 1836).

En dehors de ces cas prévus par la loi, les riverains ne peuvent se prévaloir de ce que les arbres ont été plantés par eux pour en revendiquer la propriété (art. 555 du Code c.). Le fait de planter constitue même, dans ce cas, une contravention d'usurpation de la voie publique intéressante à étudier (Cons. d'État, 6 fév. 1837 ; 6 août 1915 ; 23 nov. 1921 ; circulaire ministérielle du 10 oct. 1839).

En effet, alors que d'ordinaire en matière d'usurpation du domaine, la prescription de un an de l'action publique ne commence à courir que du jour où l'usurpation a cessé (art. 640 du Code instruction criminelle), les tribunaux considèrent au contraire que lorsqu'il s'agit de plantations d'arbres faites sans autorisation sur le sol des voies publiques, ce qui constitue l'infraction punissable c'est le fait même d'avoir planté sans autorisation : or ce fait est accompli au moment où la plantation est terminée, il ne peut donc constituer une contravention permanente, et c'est du jour de la plantation que court la prescription de l'action publique (Cons. d'État, 9 janv. 1843, 19 mars 1845).

D'autre part, en matière d'usurpation du domaine, l'action en réparation n'est, en principe, jamais atteinte par la prescription. Le domaine étant imprescriptible, tout terrain occupé doit être restitué à l'administration et remis dans son état primitif, à quelque date qu'ait eu lieu l'empiétement. En est-il de même en ce qui concerne une plantation faite sans droit par un particulier sur le sol d'une route ou d'un chemin public ? Il semble que non : En effet, la loi parfois a autorisé les particuliers à planter

sur les routes des arbres dont la propriété leur appartient (loi du 9 ventôse an XIII, rapportée sur ce point par le décret de 1811 pour les grandes routes, décret du 28 août 1792, rapporté par l'article 21 de la loi de 1836 pour les chemins vicinaux), d'autre part, la loi et la jurisprudence reconnaissent aux particuliers la possibilité d'acquérir par titre ou par prescription les arbres actuellement plantés sur les routes. Dans ces conditions semble-t-il les riverains des voies publiques pourront revendiquer la propriété des arbres par eux plantés, s'ils ont eu pendant plus de trente ans la possession de ces arbres dont ils auraient fait exclusivement l'élagage et recueilli tous les fruits (Cass. 8 nov. 1880 ; Vassel, D. 81-1-28). Mais durant ces trente années, la personne publique propriétaire du sol pourra, à tout moment, demander l'abattage des arbres et la remise de la voie dans son état primitif aux frais des riverains.

Il importe de remarquer que les particuliers, propriétaires d'arbres plantés sur le sol des routes et chemins, sont soumis dans l'exercice de leur droit de propriété, à un contrôle très strict de l'administration : c'est ainsi qu'ils ne peuvent élaguer leurs arbres sans autorisation de l'administration (art. 1^{er}, loi du 12 mai 1825 pour les grandes routes, art. 21 de la loi du 21 mai 1836 pour les chemins vicinaux). D'autre part, l'administration peut également, soit en vertu de ses pouvoirs de police au cas de dépérissement d'un arbre présentant un danger pour la sécurité publique, soit dans l'intérêt de la seule viabilité et à charge d'indemnité, sans avoir besoin de recourir à la procédure de l'expropriation (art. 186 et 187 du modèle du règlement général sur les chemins vicinaux), ordonner la suppression des arbres crus sur le sol de la route ou du chemin et appartenant aux particuliers.

III. — *Les arbres plantés sur les propriétés riveraines des voies publiques sont présumés, d'une présomption invincible vis-à-vis de la personne publique propriétaire de la voie, appartenir aux riverains qui peuvent disposer à leur guise de leurs plantations (art. 87 du décret du 16 déc. 1811 pour les grandes routes, décret du 28 août 1792 pour les chemins vicinaux).*

Toutefois, le décret de 1811 a créé, au profit de l'administration, une servitude qui oblige les riverains des grandes routes à faire des plantations d'arbres sur leur propre terrain en bordure de ces routes ; sur ces arbres, le droit de disposition des propriétaires riverains se trouve considérablement diminué par le fait qu'ils ne peuvent élaguer ou abattre leurs arbres sans autorisation de l'administration.

Cette dernière a cessé de nos jours d'user de cette servitude qui ne concernait du reste pas les chemins vicinaux.

CHAPITRE II

PROPRIÉTÉ DES PLANTATIONS ÉTABLIES SUR LE SOL DES GRANDES ROUTES (ROUTES NATIONALES ET DÉPARTEMENTALES) ET SUR LES FONDS RIVERAINS

Ces plantations sont de trois sortes : les unes sont établies sur le sol de la route en vertu des règlements administratifs, les autres sont établies sur les fonds riverains dans un but d'intérêt public et en exécution d'une servitude administrative, les dernières sont faites volontairement par les riverains sur leurs propriétés et pour en tirer parti. Celles-ci sont, au point de vue de la propriété, régies par les textes du droit commun, c'est-à-dire par les articles 553 et suivants du Code civil ; elles sont présumées appartenir au propriétaire du sol qui en a la libre disposition. Elles ne suscitent donc aucune étude particulière au point de vue du régime de la propriété. Il n'en est pas de même pour les plantations établies en vertu des règlements administratifs, soit sur le sol de la route, soit sur les fonds riverains. Ces plantations sont établies en vue de la route, pour procurer de l'ombrage, assurer la limite des chemins, indiquer la voie en temps de neige et en outre multiplier les arbres.

SECTION I

Propriété des plantations établies sur le sol des grandes routes.

Le régime des plantations le long des grandes routes a passé par des phases très diverses qu'il importe de con-

naître si l'on veut comprendre la législation en vigueur et en particulier la position de la question relativement à la propriété des arbres anciennement plantés.

Une ordonnance de François I^{er}, du mois de février 1522, imposa aux riverains de planter sur le sol des grandes routes, non encore plantées par les soins de l'État ou des Seigneurs, des arbres dont la propriété leur serait acquise. Cette prescription fut renouvelée à plusieurs reprises, en janvier 1552, mai 1579 et janvier 1583, conformément à la première ordonnance ; ce qui prouve que l'ordre était mal exécuté. D'après tous ces règlements, la plantation devait être faite sur le sol de la route. Mais un arrêt du Conseil du 26 mai 1705 défendit d'établir des plantations sur le sol des voies publiques. L'arrêt du Conseil du 3 mai 1720, tout en maintenant cette prohibition, imposa de nouveau aux propriétaires riverains l'obligation de planter, au bord des routes, mais sur leur propriété, à une distance déterminée des fossés. Faute par les riverains de se conformer à ces prescriptions, le Seigneur qui avait le droit de voirie, pouvait faire les plantations à ses frais et à son profit, c'est-à-dire en pleine propriété. D'après un arrêt du Conseil du 6 septembre 1772 en cas d'abstention de la part des Seigneurs, l'État se substituait à eux.

Ainsi, en 1789, à la veille de la Révolution, existaient concurremment sur le sol des routes royales ou sur les fonds riverains : des plantations faites par les riverains et leur appartenant, et des plantations faites, à défaut des premiers, par les seigneurs voyers ou par l'État. De là des conflits nombreux. Le décret du 28 août 1792, article 18, vint alors suspendre l'exercice du droit de propriété des riverains sur les arbres incorporés au sol des routes, ne leur accordant que le produit de leur émondage, et encore à

charge de remplacer les morts ; mais il laissa indécise la question de la propriété des arbres. Un arrêté du Directoire du 28 Floréal an IV décida formellement que les arbres plantés sur le sol des routes n'avaient pas cessé de faire partie du domaine public inaliénable ; mais ce n'était là qu'une opinion du Directoire qui n'était pas compétent pour trancher une question de propriété.

La loi du 9 Ventôse an XIII, revenant au système de l'ordonnance de 1522, obligea les propriétaires à planter des arbres sur le sol de la voie publique. Au reste, les arbres ainsi plantés par les riverains sur le sol de la route devaient leur appartenir sous le contrôle de l'administration. Quant aux arbres plantés sur le sol des propriétés riveraines des routes, la loi du 9 Ventôse an XIII reconnaissait aux propriétaires un droit de disposition absolue. Mais en ce qui concerne les plantations faites sur le sol de la route, un examen attentif de la loi démontre qu'elle a uniquement en vue les plantations faites en exécution de ses dispositions ; elle régit l'avenir, non le passé.

La question, en ce qui concerne les plantations anciennes, restait entière. Elle ne fut abordée que par le décret du 16 décembre 1811. Les articles 86-89 du décret statuant sur la propriété des arbres distinguèrent les arbres plantés sur le sol de la route et des fossés d'avec les arbres plantés sur le terrain des propriétaires. La propriété des premiers fut attribuée au domaine et celle des seconds aux riverains. Par ce décret beaucoup de propriétaires furent dépouillés des droits qui avaient été reconnus antérieurement à leur profit. Aussi de nombreuses plaintes s'élevèrent contre l'exécution de ces dispositions. Comme le décret ne faisait aucune distinction, le Conseil d'État en fit une juste application en décidant qu'il était applicable sans distinc-

tion à toutes les plantations antérieures, même à celles faites par les riverains en vertu des anciens règlements. C'est pour faire cesser les effets injustes du décret de 1811 que fut votée la loi du 12 mai 1825. Cette loi ne s'applique qu'aux arbres qui sont sur le sol même de la route et non aux arbres plantés sur le terrain riverain : ceux-ci restent soumis aux dispositions du décret du 16 décembre 1811, qui n'ont pas été abrogées : ils appartiennent de plein droit aux riverains, sans que soit possible pour l'État propriétaire de la route la preuve contraire.

Aux termes de l'article premier de la loi du 12 mai 1825, les arbres existant à cette époque sur le sol des routes nationales et départementales, seront reconnus appartenir aux particuliers si ceux-ci justifient les avoir légalement acquis à titre onéreux, ou les avoir plantés à leurs frais, en exécution des anciens règlements. Cette loi, en mettant la preuve à la charge des particuliers, établit une présomption de propriété en faveur de l'État ou du département, présomption *juris tantum* qui cède devant la preuve contraire. L'article premier de cette loi a une portée générale ; il comprend sous cette expression de particuliers, tous ceux, riverains ou non-riverains, qui, à quelque titre que ce soit, ont planté des arbres dont la propriété leur était attribuée par les anciens règlements et s'applique même aux ayants cause des anciens seigneurs voyers qui avaient planté en leur qualité de seigneurs.

D'autre part, cette loi ainsi qu'il a été dit *supra*, marque l'abandon de l'idée de domanialité publique en ce qui concerne les arbres des grandes routes dont les particuliers peuvent désormais acquérir la propriété par titre ou par prescription. Mais en pratique la jurisprudence de la Cour de cassation rejette dans ce cas spécial la possibilité d'une

prescription en ne considérant la possession par les riverains que comme une simple tolérance de l'administration. (Cass. 22 janv. 45 ; Douzelot, D. P. 45-1-122.)

SECTION II

Plantations effectuées sur le bord des routes en vertu d'une servitude administrative.

D'après la loi du 9 Ventôse an XIII, dont les dispositions ont été reprises sur ce point par le décret du 16 décembre 1811, tous les arbres plantés sur les fonds riverains sont présumés, quelle que soit la personne qui les ait plantés, appartenir de plein droit aux riverains, sans que soit possible pour l'État la preuve contraire. Les riverains ont donc la libre disposition de ces arbres que leur confère le droit de propriété tel qu'il est défini par le Code civil. Toutefois, le décret de 1811 a créé au profit de l'administration une servitude qui vient considérablement diminuer les droits des riverains sur toute une catégorie d'arbres plantés sur leur propre terrain et que ce décret qualifie de « **plantations nouvelles** ».

En effet, d'après les articles 88 et suivants de ce décret, les communes ou les particuliers riverains des routes nationales peuvent être obligés par un simple arrêté préfectoral de planter des arbres sur leur terrain, à une certaine distance de la route et dans les conditions d'espacement et d'essence fixées par l'administration. Si donc, malgré tout, la propriété de ces arbres appartient aux riverains, leur droit de libre disposition se trouve considérablement diminué, puisque par exemple, les riverains ne peuvent plus abattre sans autorisation les arbres ainsi plantés, sous peine de contravention.

La constitutionnalité du décret de 1811 qui porte de si graves atteintes aux droits de propriété des riverains des routes nationales, a été plusieurs fois contestée, mais a été formellement reconnue par le Conseil d'État (Cons. d'État, 28 oct. 1831, Pelletier).

Ce décret a, en outre, abrogé la loi du 9 Ventôse an XIII en tant qu'elle ordonnait aux riverains d'effectuer des plantations sur le sol même de la route, et désormais le fait, pour un particulier riverain ou non, de planter des arbres sur une route constitue une contravention d'usurpation de la voie publique.

Mais si, en droit, les dispositions du décret de 1811 n'ont pas cessé d'être en vigueur, en fait, l'administration n'assujettit plus les riverains à cette servitude de plantation, si impatiemment supportée, toutes les fois que l'état des lieux lui permet de procéder elle-même, par ses propres agents, à la plantation sur le sol même de la route (Circulaire du ministre des Travaux publics du 9 août 1850). A l'heure actuelle, l'administration ne fait plus, que très exceptionnellement usage de cette servitude, spéciale d'ailleurs aux grandes routes et que l'on ne retrouve pas pour les chemins vicinaux ou ruraux et les voies urbaines.

En résumé, le régime établi en 1825 et qui est toujours en vigueur, a maintenu la distinction entre les arbres plantés sur le sol de la voie et ceux qui sont plantés sur les propriétés riveraines ; il a même conservé la présomption qui attribuait les premiers aux personnes publiques et les seconds aux riverains, mais au lieu d'une présomption invincible contre les riverains pour les arbres de la voie, elle a créé une présomption *juris tantum* qui cède devant la preuve contraire, la présomption n'étant *juris et de jure* qu'en faveur des riverains pour les arbres plantés

sur leur propre terrain — décret du 16 décembre 1811. —
D'autre part, la loi de 1825 a laissé subsister la servitude
de plantation créée par le décret de 1811, mais, en fait,
l'administration néglige de nos jours d'exercer cette ser-
vitude.

CHAPITRE III

PROPRIÉTÉ DES PLANTATIONS DES CHEMINS VICINAUX

Ici encore, si l'on veut comprendre la législation actuellement en vigueur, il importe de connaître les diverses phases par où a passé le régime des plantations des chemins vicinaux.

Les textes de l'Ancien Droit, qui obligeaient les riverains à planter dans leurs propres fonds sur les bords des grandes routes (arrêt du Conseil du 3 mai 1720) ne s'appliquaient point aux chemins, c'était aux seigneurs voyers seuls qu'il appartenait de faire planter des arbres le long des chemins communaux, simple faculté dérivant de leurs droits de police et de voirie qui ne pouvait s'exercer que dans l'intérieur du chemin. D'ailleurs, la propriété des arbres ainsi crus sur les chemins ou dans les fossés, était au seigneur, lors même que ces arbres avaient été plantés par les riverains avec autorisation du seigneur (arrêt du Parlement de Paris, 11 juillet 1759). Mais les riverains pouvaient planter sur leur propre fond, en pleine propriété, sans être gênés par aucune servitude.

Sous la Révolution intervint le décret du 28 août 1792 dont les dispositions avaient pour but de purger la propriété de toutes les servitudes qui pouvaient avoir une origine féodale. Ce décret dépouille les seigneurs des arbres qu'ils avaient plantés dans l'intérieur des chemins. Les riverains en sont « réputés propriétaires par une présomp-

tion de droit, qui n'admet de la part des seigneurs aucune preuve contraire », ni aucune réclamation en indemnité ou en remboursement des frais de plantation ou autres (art. 14-16). Les communes sont cependant admises à justifier leur propriété soit par titre, soit par possession sur les arbres qui se trouvent sur le chemin (art. 15). Quant aux arbres plantés sur les fonds riverains, ils appartiennent aux propriétaires de ces fonds.

Ces textes firent naître de graves difficultés : car s'ils réglaient le régime des plantations actuelles, ils étaient muets sur les plantations à venir. Devait-on conclure du décret de 1792 que, dorénavant, c'était aux particuliers qu'appartiendrait le droit de renouveler sur les chemins les plantations dont ce décret leur attribuait la propriété, ou de faire des plantations nouvelles sur les chemins qui en étaient dépourvus ? La Cour de cassation répondit par l'affirmative en ce qui concerne les plantations postérieures au décret de 1792, mais antérieures à la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux (De Rombault, Cass., 3 fév. 1868. Dalloz, 1868-1-121). En effet, le décret de 1792, en donnant aux riverains la propriété des arbres crus sur les chemins leur confère virtuellement le droit de renouveler les plantations existantes ou même d'en faire de nouvelles. Le même principe a été reproduit par la loi du 9 Ventôse, an XIII dont l'article 7 reconnaît aux propriétaires bordiers le droit de planter sur ces chemins par cela même qu'il leur indique les limites dans lesquelles ils devront faire les plantations. En conséquence, il a été admis par la Cour de cassation que les arbres ainsi plantés antérieurement à la loi de 1836, sont présumés appartenir aux riverains en vertu du décret de 1792.

Depuis la loi de 1836 sur les chemins vicinaux, et d'après

les arrêtés intervenus en exécution de l'article 21 de cette loi qui donne aux préfets le droit de statuer sur tout ce qui est relatif aux plantations, les riverains n'ont plus le droit de planter sur le sol des chemins. Cette disposition a été à l'origine vivement contestée. On invoquait les lois de 1792 et de l'an XIII et l'on soutenait que ces lois autorisant les particuliers à planter sur les chemins vicinaux ne pouvaient être abrogés par un simple arrêté préfectoral. Mais le Conseil d'État, dans un avis délibéré du 9 mai 1838 a reconnu que l'article 21 de la loi du 21 mai 1836 donnait aux préfets le droit de défendre aux propriétaires riverains de planter sur le sol des chemins vicinaux. Il eût, sans doute, été préférable que le législateur, au lieu de se décharger sur une autorité secondaire du soin de régler une question qui touche de si près aux droits de la propriété, eût posé lui-même les principes dont l'administration n'eût plus eu à faire que l'application. Un tel sujet est certainement dans la matière des règles qui eussent été mieux placées dans une loi que dans un simple arrêté préfectoral.

La défense pour les particuliers de planter sur le chemin a été énoncée explicitement dans l'ancien règlement général sur le service des chemins vicinaux, art. 303. Elle est mentionnée implicitement dans l'article 186 du règlement actuellement en vigueur.

En conséquence, la plantation faite par les particuliers sur le sol des chemins vicinaux, constitue une usurpation du sol des chemins. (Circulaire ministérielle du 10 oct. 1839. Cons. d'État, 6 fév. 1837. d'Assouvillez).

En résumé, le régime de la propriété des arbres des chemins vicinaux s'établit ainsi :

1° Les arbres plantés sur les fonds riverains des chemins sont présumés, d'une présomption invincible vis-à-vis de

la puissance publique, appartenir aux riverains, c'est-à-dire sans que la puissance publique puisse, à aucun moment, en revendiquer la propriété, et sans qu'une servitude analogue à celle du décret de 1811 pour les plantations des grandes routes, vienne diminuer les droits des riverains sur toute une catégorie d'arbres plantés par eux sur leur propre terrain (décret du 28 août 1792).

2° Pour les arbres plantés sur le sol des chemins vicinaux il importe de distinguer entre les plantations antérieures à la loi du 21 mai 1836, et les plantations postérieures à cette loi :

Les premières sont présumées appartenir aux riverains, sauf preuve contraire des communes (art. 15, décret du 28 août 1792) ; il y a, à cet égard, dérogation au principe que la propriété du sol emporte la propriété du dessus, mais encore faut-il que le fait de la plantation antérieurement à 1836 soit constant. Lorsque cette preuve n'est pas rapportée, la présomption de l'article 552 du Code civil reprend tout son empire (Douai, 28 nov. 1865. Rombault, Sirey, 66-2-188).

Quant aux arbres plantés depuis la loi de 1836, ils sont présumés, jusqu'à preuve contraire résultant des conventions ou de la prescription, être la propriété des communes auxquelles les chemins appartiennent, conformément au droit commun tel qu'il résulte de l'article 552 (Circ., 1^{er} déc. 1874, D. 75-1-223. Circ. 8 nov. 1880, D. 81-1-28).

CHAPITRE IV

PROPRIÉTÉ DES PLANTATIONS DES VOIES RURALES

Jusqu'à la loi de 1836, chemins ruraux et chemins vicinaux ont été confondus sous la dénomination de chemins communaux et les mêmes textes se sont appliqués aux plantations des deux catégories de voies : en conséquence, les arbres plantés sur ces chemins avant la loi du 31 mai 1836 sont présumés appartenir aux riverains et les communes ne peuvent les revendiquer qu'en justifiant de leur propriété. Toutefois, c'est aux riverains à apporter la preuve de la plantation antérieurement à 1836.

Mais depuis la promulgation de la loi de 1836, les communes seules peuvent procéder à des plantations sur le sol des chemins ruraux et le fait de planter constitue désormais pour les riverains une contravention d'usurpation de la voie publique, qu'il s'agisse de chemins ruraux reconnus ou non reconnus, l'article 479, n° 11 du Code pénal embrassant tous les chemins affectés à l'usage du public, sans distinguer entre voies reconnues dépendant du domaine public et voies non reconnues dépendant du domaine privé de la commune ; cette dernière distinction ne date d'ailleurs que de la loi du 20 août 1881.

CHAPITRE V

PROPRIÉTÉS DES PLANTATIONS DES VOIES URBAINES

Par voies urbaines, il ne faut pas entendre ici les voies formant le prolongement des routes nationales ou départementales ou des chemins vicinaux à travers les villes, et qu'on désigne habituellement sous le nom de rues traverses. Les plantations des rues traverses restent en effet soumises au régime déjà étudié en ce qui concerne la propriété des arbres des grandes routes et des chemins vicinaux. Quant au régime de la propriété des arbres des voies urbaines proprement dites, c'est-à-dire des voies communales non classées dans une autre catégorie de voies publiques, il est lui-même identique à celui des arbres des chemins ruraux exposé *supra*, les voies urbaines constituant des dépendances du domaine public communal par le simple fait de leur affectation à l'usage du public. Il faut cependant signaler une légère différence : les arbres des places, quais et promenades sont toujours présumés appartenir aux communes, même s'ils ont été plantés antérieurement à la loi de 1836 (art. 15 de la loi du 28 août 1792).

CHAPITRE VI

DE LA COMPÉTENCE

C'est aux tribunaux judiciaires qu'il appartient de régler les contestations qui peuvent s'élever entre l'administration et les particuliers sur la propriété des arbres plantés sur le sol ou le long des routes. Cette solution est expressément consacrée par l'article premier de la loi du 12 mai 1825. Ce n'est là qu'une application du principe général de droit français d'après lequel toutes les contestations auxquelles peuvent donner lieu les droits réels, même avec les personnes morales de droit public, sont de la compétence judiciaire, qu'il s'agisse d'un droit réel prétendu par un particulier ou d'un droit réel prétendu par une personne publique. En un mot, le pouvoir judiciaire est le gardien de la propriété privée.

En conséquence, lorsque les propriétaires riverains d'une voie publique prétendent que les arbres dont elle est plantée leur appartiennent, tandis que l'administration soutient qu'ils sont sa propriété, la question doit être décidée par la juridiction civile comme étant une question de propriété (Cons. d'État, 21 juin 1826 ; 16 janvier 1828 ; 15 sept. 1831 ; 3 février 1835. Cass. civ., 24 février 1846. Dalloz, 1846, 1-98. Besançon, 12 février 1903. Dalloz, 1904, 2-454). Toutefois, si la question de propriété dépend de l'interprétation d'un acte administratif, les tribunaux, conformément aux principes qui régissent la

séparation des pouvoirs, doivent surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été résolue par l'autorité administrative (Cons. d'État, 26 avril 1860), à moins que le sens de l'acte administratif ne soit pas douteux, auquel cas les tribunaux judiciaires peuvent passer outre à l'exception préjudicielle invoquée (Chambre criminelle 9 juil. 1838. Douai, 24 mars 1840).

TITRE II
RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE
DES PLANTATIONS

CHAPITRE PREMIER

RÉGLEMENTATION ADMINISTRATIVE DES PLANTATIONS DES GRANDES ROUTES (ROUTES NATIONALES ET DÉPARTEMENTALES)

SECTION I

Plantations effectuées sur le sol des routes aux frais de l'État ou du département.

Depuis la circulaire du ministre des Travaux publics du 9 août 1850, qui a aboli en fait la servitude qui pesait si lourdement sur les riverains des voies publiques, c'est l'administration qui, normalement, procède aux plantations d'arbres sur le sol des routes.

A. — *Plantation.*

C'est le préfet, approuvé par le ministre des Travaux publics (art. 91 du décret du 16 déc. 1811), qui décide la plantation. Son arrêté, sur le rapport des ingénieurs des Ponts et Chaussées, fixe l'alignement, l'espacement des arbres entre eux dans chaque rangée, leur essence, les conditions auxquelles ils doivent satisfaire, et toutes les précautions à prendre pour assurer leur bonne venue. En fait, ces plantations sont soumises, quant à leur établissement et leur entretien, aux prescriptions de la circulaire du ministre des Travaux publics du 21 avril 1897 dont s'inspirent les arrêtés des préfets. Cette circulaire les

recommande dans les terrains secs. Il est, au contraire, conseillé de s'abstenir de plantations dans la traverse des taillis ou futaies, ou lorsque le sol, très compact, est en même temps humide. Il convient, en tout cas, de choisir alors les essences donnant peu d'ombre et d'espacer les sujets.

Les accotements ne sont plantés, hormis dans les contrées montagneuses où il importe qu'en temps de neige la direction demeure ostensiblement tracée et dans la région méridionale où la sécheresse désagrège les chaussées, que si la route a au moins 10 mètres de largeur. Les plantations sont parallèles à l'axe de la route et au minimum à 4 m. 50 de cet axe, de façon à laisser toujours au moins 9 mètres pour la circulation. Quant à l'espacement des arbres, il varie, dans chaque rangée, avec le développement probable du sujet, le degré de siccité de la route et la nature des cultures des champs traversés. Sur les routes sèches ou traversant des terrains incultes, il est, pour les arbres à moyen ou petit développement, de 8 à 10 mètres. Sur les routes humides ou traversant des cultures intensives, il peut atteindre, pour les arbres à grands développements, 12 à 18 mètres. Toutefois, une circulaire du 17 juin 1851 recommande d'adopter un espacement moyen de 10 mètres. Lorsque cet espacement moyen est adopté, on s'arrange, si possible, pour le faire accorder avec le bornage kilométrique qu'il complète. Les arbres qui marquent les limites de chaque hectomètre et de chaque kilomètre sont alors d'une essence autre que le reste de la plantation, sans que toutefois cette règle ait rien d'absolu.

L'uniformité n'est pas non plus strictement exigée dans l'espacement des arbres. On admet, quand la mesure est justifiée, par exemple pour ne pas gêner l'accès des mai -

sons riveraines, quelque irrégularité ou même quelque lacune (circ. ministre Travaux publics, 21 avril 1897).

L'instruction générale du 29 mars 1933 recommande, pour signaler les tournants, de peindre une large bande blanche à 75 centimètres du sol sur les troncs d'arbres situés du côté du grand rayon de la courbe, elle recommande de faire de même pour signaler les croisements.

On s'est demandé si l'État était tenu, en ce qui concerne ces plantations faites sur le sol des routes, d'observer à l'égard des riverains les prescriptions des articles 671 et 672 du Code civil. L'administration a rejeté les réclamations des riverains qui, en s'appuyant sur ces articles, avaient réclamé au sujet des plantations placées à moins de 2 mètres du bord de la route ; elle se fondait sur ce que les prescriptions du Code civil ne réglaient pas les rapports de l'État et des particuliers riverains des routes.

La Cour de cassation a consacré cette doctrine. Elle a décidé que les articles 671 et 672 du Code civil ne s'appliquent, d'après le texte comme d'après l'esprit de la loi, qu'aux arbres plantés sur la limite de deux héritages privés et non aux arbres plantés sur une rue ou une voie publique (Cass., 16 déc. 1881. Roquette-Buisson, D. 82-1-185. S. 84-1-94).

L'État peut donc planter sur les routes à une distance quelconque des propriétés riveraines. Toutefois, la circulaire du 21 avril 1897 prescrit aux ingénieurs des Ponts et Chaussées de n'user du droit reconnu par la Cour de cassation qu'avec modération et d'établir les plantations à 2 mètres de la ligne séparative du domaine public et des fonds riverains aussi souvent que les circonstances le permettent.

Le riverain pourrait-il du moins se prévaloir, à l'égard

de l'État, de l'article 673 du Code civil qui permet à celui sur la propriété duquel avancent les racines des arbres du voisin de les couper ? D'après un avis du Conseil général des Ponts et Chaussées, l'État lui-même ne serait pas soustrait à cette obligation. Par conséquent, le riverain d'une grande route pourrait, comme tout autre propriétaire, couper les racines des arbres plantés sur la route et qui pénètrent sur son fonds (Avis du Conseil général des Ponts et Chaussées sous Conseil d'État, 18 mars 1881. Lion).

Mais alors le riverain pourrait également se prévaloir, semble-t-il, en ce qui concerne les branches des arbres de la route qui avancent sur son fonds de ce même article 373 du Code civil qui permet de contraindre le propriétaire des arbres à couper les branches qui avancent sur le fonds voisin.

De telles solutions, conséquences logiques de l'avis du Conseil général des Ponts et Chaussées, semblent à bien des points de vue critiquables : d'une part, les articles 671 et suivants du Code civil ne sont pas applicables, en principe, aux arbres des routes qui sont régis par la loi du 9 Ventôse an XIII, et le décret du 15 décembre 1811 : or, aux termes de ce dernier texte, on peut forcer un propriétaire à planter sur son terrain : il doit à plus forte raison souffrir, jusqu'à une certaine limite, les inconvénients provenant d'arbres plantés sur la route. D'ailleurs, en ce qui concerne les branches des arbres, ce point ne paraît pas contesté, bien peu nombreux, en effet, sont les arbres des grandes routes dont les hautes branches n'avancent pas sur les terrains riverains. D'autre part, c'est un postulat du droit public français qu'il n'existe pas d'exécution forcée contre l'administration, or le fait, pour le proprié-

taire, de couper les racines des arbres de la route qui pénètrent sur son fonds semble bien constituer une voie d'exécution forcée contre l'administration.

Le Conseil d'État est d'ailleurs revenu sur cette interprétation par un arrêt Lacassagne du 28 décembre 1923 qui ne reconnaît plus au propriétaire riverain le droit de couper les racines, mais seulement de signaler à l'administration l'action dommageable de ses plantations et de poursuivre cette dernière devant le Conseil de Préfecture au cas où « l'inconvénient subi excède les sujétions découlant normalement du voisinage de la voie, compensées par les avantages que procure ce voisinage ». La même solution doit être appliquée aux branches des arbres de la route qui avancent sur les fonds riverains.

En ce qui concerne les essences, la circulaire du 17 juin 1851 ne recommandait que les essences forestières. La circulaire du 21 avril 1897 prévoit des plantations d'arbres fruitiers. Pour les essences forestières, cette circulaire proscriit les arbres à racines traçantes, tels que l'acacia, qui causent aux cultures riveraines d'assez graves préjudices ; elle réserve exclusivement les marronniers, les tilleuls pour planter les routes aux abords des villes, ainsi que les boulevards et avenues. Pour les arbres fruitiers, on s'en tient aux essences vigoureuses et à port élanqué, pommiers, noyers et chataigniers en particulier. On évite de les placer aux bords des maisons et on vend la récolte sur pied.

Ces plantations sont exécutées, en principe, à l'entreprise suivant les conditions d'un cahier des charges annexé à la circulaire du 21 avril 1897. L'exécution en régie n'a lieu que lorsque les plants sont tirés des pépinières de l'État, lorsque les pépiniéristes exigent des prix

trop élevés, lorsque des essais et des expériences sont jugés utiles ou enfin lorsque la plantation présente des difficultés particulières.

B. — *Elagage et abattage.*

Les arbres dont il est question ici appartiennent, suivant les cas, à l'État ou aux départements. En conséquence, les charges de l'élagage ou de l'abattage incombent à ceux-ci, de même que leur reviennent les produits de ces opérations : arbres abattus, bois provenant des élagages.

En ce qui concerne l'élagage, c'est le préfet, sur rapport de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, qui ordonne l'opération, aussi bien pour les arbres des routes nationales que pour ceux des routes départementales. L'arrêté du préfet contient des instructions détaillées sur la manière dont on doit procéder. Les travaux sont exécutés par adjudication publique, l'article 103 du décret de 1811 le dit expressément, aux rabais, sous la direction et sous la surveillance des ingénieurs et des conducteurs des Ponts et Chaussées.

La vente des branches élaguées est faite par voie d'adjudication publique, à la diligence de l'administration des Domaines à qui l'administration des Ponts et Chaussées fait préalablement remise des branches coupées. Le prix est versé intégralement, suivant les cas, au Trésor ou au département. Le ministre des Finances a, en effet, décidé, contrairement à la demande qui lui en avait été faite par le ministre des Travaux publics, qu'il n'y avait pas lieu de prélever sur le produit de la vente les frais de l'élagage des arbres.

Pour l'élagage, certaines précautions s'imposent à

l'administration ; en effet, les plantations des routes visent surtout leur ornement et la consolidation du sol, bien que l'administration fasse entrer en ligne de compte, pour une large part, le produit financier à en tirer. De tous les textes relatifs aux plantations des routes, il ressort qu'à aucun point de vue on ne saurait assimiler ces plantations à des exploitations forestières où l'arbre est élevé pour sa valeur marchande et abattu au moment précis où il doit être du meilleur rapport. C'est ainsi que la circulaire du 4 mai 1906, qui a trait à la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique, a rappelé que dans tous les cas de plantation ou d'abattage d'arbres, les ingénieurs et agents placés sous leurs ordres doivent avoir présente à l'esprit l'obligation qui s'impose à tous de respecter les beautés naturelles. De même, d'après la circulaire du 24 septembre 1911, une plantation ne peut être sacrifiée sur la seule réclamation des riverains qui se plaignent des dommages causés aux champs voisins de la route. Si ces intérêts sont respectables, ils ne doivent pas faire échec à l'intérêt général.

D'après la même circulaire, les ingénieurs des Ponts et Chaussées doivent uniquement viser, dans leurs propositions d'abattage, les arbres qui, commençant à dépérir, pourraient devenir une cause de danger sérieux pour la circulation. Ces propositions ne doivent pas, en principe concerner toute une file d'arbres de même essence et de même âge, mais être limitées à ceux qui se trouvent dans les conditions indiquées ci-dessus. Quand des ingénieurs estiment qu'à titre exceptionnel des plantations encore vigoureuses devraient être abattues, ils doivent, au préalable, en référer à l'administration supérieure en appuyant leurs propositions de telle justification qu'ils croient con-

venable, afin que l'administration puisse décider en toute connaissance de cause.

Pour les arbres plantés sur les routes nationales, il est statué par le ministre des Travaux publics, après avis du préfet et pour les routes départementales par le préfet (art. 99 du décret du 16. déc. 1811, et art. 4 de l'ordonnance du 8-21 août 1821). En principe, les arbres abattus sont immédiatement remplacés.

La décision d'abattage prise, les ingénieurs, après avoir marqué à l'avance tous les arbres sacrifiés, en font remise sur pied au domaine, en indiquant les conditions à imposer à l'acquéreur dans l'intérêt de la circulation et de la sécurité publique. La vente sur pied des arbres ainsi marqués est faite par voie d'adjudication publique à la diligence de l'Administration des Domaines. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées doivent surveiller des adjudicataires chargés de l'abattage, la stricte exécution des conditions à eux imposées. Le prix est versé au Trésor ou au département suivant les cas.

C. — *Contraventions : Plantation d'arbres par les particuliers sur le sol des routes.*

Le fait, pour un particulier, de planter des arbres sur le sol d'une route, constitue une contravention d'usurpation de la voie publique de la compétence des tribunaux judiciaires depuis le décret du 28 décembre 1926. Cette contravention est punie par l'ordonnance royale du 4 août 1731 et par la loi du 29 Floréal an X : le contrevenant est passible d'une amende de 500 francs, sauf la modération au vingtième autorisée par l'article premier de la loi du 23 mars 1892 et doit restituer à l'administration le terrain occupé remis dans son état primitif (Conseil

d'État, 23 novembre 1921. Bourgeat). Toutefois, l'action publique est éteinte par la prescription de un an du jour de la plantation (Cons. d'État, 9 janvier 1843, 19 mars 1845) et l'action en réparation par la prescription trentenaire, car les arbres des voies publiques sont prescriptibles, alors qu'en principe cette action n'est jamais éteinte puisque le domaine public est imprescriptible.

Dommages causés aux plantations.

Les dommages causés aux plantations des grandes routes constituent, ainsi que l'usurpation du sol de la voie, des contraventions de grande voirie qui ressortissaient, jusqu'au décret du 28 décembre 1926, à la compétence du Conseil de Préfecture. Cette compétence résultait de la loi du 29 Floréal an X (art. 1 et 4) ; elle constituait ce qu'on appelait la compétence repressive du Conseil de Préfecture et était une exception aux principes généraux, parce que d'ordinaire les juridictions administratives ne sont pas repressives. Elle était d'ailleurs limitée aux amendes ; lorsque les contraventions de grande voirie entraînaient la peine de l'emprisonnement, c'est le cas pour l'abattage des arbres des voies publiques, la peine n'était pas appliquée par le tribunal administratif, mais l'affaire était renvoyée devant le tribunal judiciaire. On estime, en effet, que les tribunaux ordinaires sont seuls gardiens de la liberté individuelle.

Dans un but d'unification et de simplification, le décret du 28 décembre 1926 a aboli, mais seulement en ce qui concerne les routes, toutes distinction entre contraventions de grande et de petite voirie. Désormais toutes ces contraventions sont de la compétence des tribunaux judi-

ciaires, compétents pour appliquer à la fois des peines d'emprisonnement et d'amende.

L'*abattage* des arbres plantés sur le sol des voies publiques et appartenant à l'administration constitue un délit correctionnel. Ce sont les articles 445 et 448 combinés du Code pénal qui portent la peine : 20 jours à 6 mois de prison pour chaque arbre abattu, sans que la totalité de la peine puisse excéder 5 ans, sauf circonstances atténuantes qui, en vertu de l'article 463 du Code pénal, permettent de substituer l'amende à l'emprisonnement.

Mais il est à remarquer que l'un des éléments essentiels du délit prévu par les articles précités, c'est la mauvaise foi. Il faut non seulement que les arbres abattus soient la propriété d'autrui, mais aussi que celui qui a opéré l'abattage ait su que ces arbres ne lui appartenaient pas. Ces articles ne sauraient donc recevoir d'application au cas où le contrevenant a agi par erreur, lorsque par exemple, il a abattu des arbres appartenant à l'État, croyant que ces arbres étaient sa propriété. La peine à infliger, dans ce cas, serait celle de l'article 43 de la loi du 28 septembre 1791, dont la disposition générale embrasse toutes les hypothèses (Cons. d'État, 27 mai 1857. Dutuit. Cons. d'État, 9 juillet 1880. Hamel-Donat, D. 81-3-70). Cet article dispose que quiconque aura coupé ou détérioré des arbres plantés sur les routes sera condamné à une amende du triple de la valeur des arbres et à une détention qui ne pourra excéder 6 mois.

L'article 446 du Code pénal, complétant l'article 445 qui ne vise que l'abattage proprement dit, punit des mêmes peines *toute destruction d'arbres* des voies publiques, quel que soit le moyen employé pour les faire périr.

Des difficultés se présentent lorsqu'un individu a écorcé,

ébranché ou *mutilé des arbres* plantés sur une route, mais sans les faire périr. Il est certain qu'on ne peut appliquer ici les articles 446 et 448 du Code pénal puisque les arbres ne sont pas détruits. Les tribunaux ont alors recours une fois de plus à l'article 43 précité de la loi du 28 septembre 1791 (Cons. d'État, Mahiste 14 septembre 1814. Rouvayrol, 10 avril 1908. Sirey, 1910-3-45, toutefois contra Conseil d'État 22 juin 1825, Baudier : cet arrêt décide que dans le cas de simple mutilation il n'y a ni délit, ni contravention, mais simple dommage envers l'État). Il est d'ailleurs nécessaire à l'administration, pour qu'il y ait une condamnation, de justifier d'un dommage appréciable. C'est ainsi qu'il a été décidé que le fait d'enlever les feuilles des mûriers bordant une route et de couper une branche et quelques rejetons d'un peuplier, ne constitue pas une contravention de grande voirie, parce qu'il ne constitue pas une dégradation appréciable (Cons. d'État, 1^{er} fév. 1855. Rougier, R. P. 111).

SECTION II

Plantations sur le sol des routes appartenant aux particuliers (loi du 12 mai 1825).

De telles plantations sont, à l'heure actuelle, peu nombreuses, d'autre part, la propriété des arbres crus sur le sol de la route ne confère pas aux riverains le droit d'en disposer librement.

C'est ainsi qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 12 mai 1825, les arbres ne peuvent être *abattus* que sur une permission de l'administration. Cette autorisation, qui n'est donnée que lorsqu'ils présentent des signes de dépé-

rissement constatés par les ingénieurs des Ponts et Chaussées, émane du ministre des Travaux publics pour les routes nationales (art. 99 du décret du 16 déc. 1811) et du préfet pour les routes départementales (art. 4 de l'ordonnance du 8-21 août 1821).

Le fait d'abattre sans autorisation constitue certainement une contravention de grande voirie. Mais quel est, dans ce cas, la peine applicable ? Il semble que ce soit celle prévue par l'article 101 du décret de 1811, c'est-à-dire une amende égale au triple de la valeur des arbres. Cette solution soulève quelques difficultés : l'article 101 prévoit uniquement l'abattage d'arbres plantés sur le terrain du contrevenant, or, dans l'espèce, les arbres sont situés sur la route même. Il semble cependant que c'est cet article qui doit être appliqué ici. En effet, si l'article ne parle que des arbres plantés, en vertu d'une servitude administrative, sur le terrain de celui qui abat, c'est que ces arbres, dans le système du décret, sont les seuls qui puissent être la propriété des particuliers, le décret posant en principe que les arbres plantés sur le sol des routes appartiennent à l'État ou au département (art. 86). Or, cette règle ayant été changée par la loi du 12 mai 1825, il est sensible que les propriétaires reconnus des arbres plantés sur les routes doivent être placés sur la même ligne que les propriétaires d'arbres plantés sur leur propre terrain, en vertu d'une servitude administrative. L'un aussi bien que l'autre use de son droit de propriété en abattant ses arbres et n'est coupable que d'avoir agi sans autorisation : il serait déraisonnable que deux faits identiques fussent punis de peines différentes. Il ne faut pas trop s'attacher à ces expressions du décret : « arbres plantés sur son terrain », lesquels ne paraissent pas avoir

la portée restrictive qu'on serait, au premier abord, tenté de leur attribuer. C'est la qualité de propriétaire qui, dans l'article, est l'idée dominante et non la situation des arbres. Le Conseil d'État paraît favorable à ce système (Cons. d'État, 27 mai 1857, Dutuit).

Si le riverain ne peut abattre les arbres lui appartenant sur le sol de la route sans autorisation de l'administration, cette dernière, d'autre part, si elle juge la disparition de ces plantations utile à la viabilité de la route, peut, en vertu de ses pouvoirs de police, en ordonner la suppression au riverain sous peine de contravention, sauf indemnité de la compétence du Conseil de Préfecture (Cf. art. 186 et 187 du règlement général pour les chemins vicinaux) ; cette indemnité ne représente d'ailleurs que le revenu des arbres, car les bois provenant de l'abattage restent la propriété du riverain ; elle n'est pas due lorsque l'abattage est prescrit en vue de parer aux dangers présentés par un arbre menaçant de s'abattre. Dans cette hypothèse, le préfet peut même, sans excès de pouvoir, au cas de péril imminent, faire procéder d'office à l'opération, après mise en demeure du propriétaire de l'arbre restée sans effet. (Cons. d'État, 5 juil. 1851, Viet) ¹.

En ce qui concerne *l'élagage*, il y a deux ordres d'idées à considérer : 1^o obligation pour les propriétaires d'élaguer conformément aux prescriptions de l'administration : aux termes du décret de 1811, l'élagage, en effet, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un arrêté du préfet qui doit contenir les instructions sur la manière dont il y sera procédé ; 2^o défense d'élaguer sans autorisation (art. 1^{er} de la loi de 1825).

1. Voir *infra* : les arbres plantés en bordure des voies publiques et la police des édifices menaçant ruine.

Le fait d'élaguer sans autorisation, ou de ne pas obéir aux prescriptions de l'administration concernant l'élagage, constitue pour les propriétaires des arbres une contravention de grande voirie prévue par l'article 105 du décret de 1811 qui déclare les contrevenants passibles des peines prononcées pour dommages causés aux plantations des routes, c'est-à-dire des peines portées par l'article 43 de la loi du 28 septembre 1791 : amende du triple de la valeur des arbres et détention de six mois au maximum (Cons. d'État, De Saint-Philibert, 24 juin 1858. Galletyer, 29 fév. 1860. Rouvayrol, 10 avril 1908). Ce système est, il faut le reconnaître, assez incohérent : il frappe, en effet, le propriétaire coupable d'avoir élagué ses arbres sans autorisation de l'administration, d'une peine plus forte (amende du triple de la valeur des arbres et détention, d'après l'article 105 du décret de 1811), que le propriétaire coupable de les avoir abattus sans cette autorisation (simple amende du triple de la valeur des arbres, d'après l'article 101 du même décret).

En ce qui concerne les *dommages causés par des tiers* (c'est-à-dire par les non-propriétaires), ces arbres sont assimilés aux arbres appartenant à l'administration crus sur le sol de la route : le régime de répression étudié *supra* leur est de plein droit applicable (Cf. Cons. d'État, 10 avril 1908, Rouvayrol).

SECTION III

**Plantations sur les terrains riverains en vertu
d'une obligation administrative
(Décret du 16 décembre 1811).**

§ 1. — PLANTATIONS SUR LE BORD
DES ROUTES NATIONALES

Aux termes du décret du 16 décembre 1811, les communes et les particuliers riverains des routes nationales peuvent être obligés, par simple arrêté préfectoral, de planter des arbres sur leur propre fonds, en bordure de la route : ces arbres sont d'ailleurs la propriété de ceux qui les ont plantés.

Ce décret est toujours en vigueur, l'administration peut donc user, si bon lui semble, des prérogatives qu'il lui confère. Mais depuis 1850 l'administration a renoncé à réclamer l'application de cette servitude qui avait donné lieu à de nombreuses réclamations : en effet, les propriétaires riverains ont opposé à l'administration une résistance souvent difficile à vaincre. D'autre part, il a été reconnu que l'ombre et l'humidité, loin d'être pour les routes des éléments de détérioration, facilitent au contraire le travail de la main-d'œuvre et contribuent à conserver les chaussées en bon état de viabilité. Aussi il a été décidé, par une circulaire du ministre des Travaux publics du 9 août 1850, que sur toutes les routes nationales, ayant au moins 10 mètres de largeur, des plantations seraient établies à l'avenir, sur le sol même du domaine public, aux frais de l'État, sans distinguer entre les routes que les riverains auraient déjà ou non bordées d'arbres et, dans la pratique, l'administration ne fait plus que très exception-

nellement usage, et seulement dans les cas de nécessité absolue, du droit qu'elle tient du décret de 1811.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire d'étudier le régime administratif des plantations créées par le décret de 1811 car de nombreux arbres plantés avant 1850 sont encore régis par ce décret, de même que quelques rares plantations postérieures à la circulaire de 1850.

Plantation.

L'obligation de planter n'existe, bien entendu, que pour les *propriétés non closes* ; dans les propriétés closes, le propriétaire ne peut être contraint à aucune plantation (avis du Conseil général des Ponts et Chaussées du 8 mars 1849). Quant aux formes assignées à l'exercice de cette servitude, elles sont indiquées dans le décret qui la consacre : la plantation est ordonnée par un arrêté préfectoral revêtu de l'approbation du ministre des Travaux publics, qui détermine l'alignement à suivre, la qualité, l'âge, l'essence des arbres, l'intervalle à laisser d'un arbre à l'autre et le délai dans lequel l'opération doit être effectuée.

La plupart des points réglés par l'arrêté ne comportant qu'une appréciation de l'office de l'administration, il échappe par conséquent au contrôle du Conseil d'État. Toutefois, en ce qui concerne l'alignement, le préfet est tenu de se conformer à la règle de l'article 91 du décret de 1811 : il ne peut prescrire les plantations à moins de 1 mètre du bord extérieur des fossés. Il n'est, au contraire, tenu à respecter aucun maximum de distance entre les arbres et la route (Cons. d'État, 12 mars 1846, Dulong).

Les opérations de plantation s'effectuent sous la sur-

veillance des ingénieurs des Ponts et Chaussées qui s'assurent qu'elles ont lieu dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral. Si les riverains n'obtempèrent pas à la réquisition qui leur a été faite de planter le long de leur propriété, la plantation est exécutée d'office par adjudication, aux frais des contrevenants, qui sont, en outre, condamnés à une amende de 1 franc par pied d'arbre non planté.

Elagage et abattage.

La réglementation administrative, concernant l'abattage et l'élagage, par leurs propriétaires, des arbres plantés sur les fonds riverains de la route, en vertu de la servitude du décret de 1811, est la même que celle concernant les arbres plantés sur le sol de la voie, appartenant aux particuliers. Il est inutile de l'exposer à nouveau.

Domages causés aux arbres par des tiers.

Les dommages causés par des tiers à ces arbres ne constituent pas, semble-t-il, des contraventions de grande voirie ; en effet, vis-à-vis de ces tiers non propriétaires, ces plantations établies en vertu d'une servitude administrative sur le sol des riverains ne se distinguent en rien des plantations établies volontairement en dehors de toute servitude. Dans ces conditions, comment justifier deux régimes différents de pénalité pour dommages aux arbres suivant que la plantation sur le fonds privé a été volontaire ou non ? Les mêmes peines s'imposent : dans les deux cas on appliquera les pénalités prévues pour les dommages causés aux arbres des particuliers. C'est d'ailleurs, semble-t-il, l'opinion des rédacteurs du Code pénal qui, dans l'article 448, ont puni uniquement l'abattage des arbres plantés sur le sol des routes.

§ 2. — PLANTATIONS SUR LE BORD
DES ROUTES DÉPARTEMENTALES

Les routes départementales sont, en principe, soumises au même régime que les routes nationales; toutefois, le décret de 1811 ne leur est pas applicable de plein droit : pour ce, un règlement d'administration publique est nécessaire.

Ce règlement existe d'ailleurs : c'est le décret du 7 janvier 1813, rendu après avis des conseils généraux, qui contient, pour chaque département, une série de dispositions portant classement des routes et indication des ressources affectées. Mais, au sujet des plantations à faire sur ces routes, le décret ne mentionne pas tous les départements.

En ce qui concerne les départements pour les routes desquels sont prévues des plantations, aucune difficulté : le régime établi par le décret de 1811 et la loi du 12 mai 1825 s'applique de plein droit (Cons. d'État, 31 mars 1874, Deligny).

En ce qui concerne les départements, l'Oise notamment, pour les plantations desquels le décret garde un silence complet, la jurisprudence a fait une distinction : pour les arbres plantés sur le sol même de la route, le décret de 1811 et la loi de 1825 reçoivent encore application. Au contraire, la servitude exceptionnelle créée par le décret de 1811 dans l'intérêt de la voirie, ne saurait être étendue aux arbres plantés sur les terrains privés en bordure de ces départements. Il faut donc considérer comme entaché d'excès de pouvoir l'arrêté d'un préfet prescrivant aux riverains la plantation d'arbres sur leur propre terrain, le

long d'une route départementale à laquelle le régime du décret de 1811, en ce qui concerne les plantations, n'a pas été étendu par un règlement d'administration publique. Le Conseil d'État a admis implicitement cette solution (Cons. d'État, 14 janvier 1869, Marjoribanks).

SECTION II

Plantations établies volontairement par les riverains sur leur propre fonds en bordure des grandes routes.

Au sujet des plantations établies par les riverains spontanément, dans l'intérêt de l'exploitation de leurs terres, il faut distinguer, les plantations isolées et les forêts.

§ 1. — PLANTATIONS ISOLÉES

Dans les propriétés closes, le riverain peut établir librement ses plantations à une distance quelconque du bord extérieur de la route (avis du Conseil général des Ponts et Chaussées du 8 mars 1849). On s'est demandé, cependant, s'il était tenu aux prescriptions des articles 671 et suivants du Code civil, autrement dit s'il pouvait planter, à moins de 2 mètres du bord de la route, des arbres dépassant en hauteur 2 mètres. L'arrêt de la Cour de cassation Roquette-Buisson du 16 décembre 1881, résout implicitement la question par l'affirmative (il s'agissait d'arbres de haute tige plantés sur une propriété particulière séparée de la voie publique par un mur de clôture). Dans ses attendus, la Cour a dit que les articles 671 et 672 du Code civil ne s'appliquent, d'après le texte comme d'après l'esprit de la loi, qu'aux arbres plantés sur la limite de deux héri-

tages privés et non aux arbres plantés sur des propriétés privées bordées par une rue ou une voie publique.

Dans les propriétés non closes, le riverain ne peut établir librement ses plantations que s'il les place à 6 mètres au moins du bord de la route. S'il veut planter à une distance inférieure, il est tenu de demander et d'obtenir du préfet l'alignement à suivre (loi du 9 Ventôse, an XIII, art. 5). Souvent d'ailleurs un arrêté du préfet intervient pour fixer cet alignement et l'espacement des arbres entre eux ; dans ce cas, les particuliers n'ont qu'à suivre les prescriptions de l'arrêté (Cons. d'État, 7 mars 1890, Philipon). Il est à remarquer du reste que le préfet, en vertu de l'article 90 du décret de 1811, ne peut autoriser les plantations à moins de 1 mètre du bord de la route (Cons. d'État, 4 janvier 1866, Adam. 25 juin 1868, Laroulle).

Le fait, pour un particulier, de planter sans autorisation à une distance de la route inférieure à 5 mètres, constitue une contravention de grande voirie. Le tribunal saisi doit ordonner la suppression des plantations ainsi irrégulièrement faites et, en outre, en vertu de l'ordonnance du roi du 4 août 1731 qui régit encore cette contravention, condamner le propriétaire riverain à une amende de 500 francs, sauf les modérations apportées aux anciennes pénalités par la loi du 23 mars 1842, qui permet aux tribunaux d'abaisser les amendes fixes des anciens règlements jusqu'au vingtième, sans pouvoir toutefois les faire descendre au-dessous de 16 francs (Cons. d'État, 22 fév. 1838, Ganneson).

La plantation une fois autorisée, les riverains ont la libre disposition de leurs arbres qu'ils peuvent élaguer ou abattre à leur guise. Toutefois, le préfet a le droit d'ordonner d'élaguer pour ceux des arbres qui font saillie sur

les routes, même s'ils sont plantés à plus de 6 mètres de ces dernières. Ce droit est rappelé par l'article 33 du modèle de règlement de 1858.

Mais si le riverain n'obéit pas à l'arrêté du préfet, quelle est la pénalité applicable ? Il ne faut pas confondre ce cas avec le cas d'élagage des plantations faites en vertu du décret de 1811 qui sont de véritables annexes des routes. Ici, la pénalité est simplement l'amende de 1 à 5 francs de l'article 475, 15 du Code pénal, établie contre ceux qui contreviennent aux règlements légalement faits par l'autorité administrative ; dans cette hypothèse, en effet, le préfet intervient en vertu de la loi du 16-24 août 1790 : il n'y a donc pas contravention de voirie. Cette distinction avait une certaine importance antérieurement au décret du 28 décembre 1926 puisque les contraventions de grande voirie étaient alors portées devant le Conseil de Préfecture (Cons. d'État, 22 avril 1857, Guignard. 6 août 1861, Morel).

En vertu de ses pouvoirs généraux de police, le préfet peut même prescrire aux riverains l'abattage de leurs arbres présentant un danger pour la sécurité publique, sous peine de contravention de l'article 475-15 du Code pénal au cas d'inexécution ¹.

§ 2. — LES FORÊTS ET LA SERVITUDE D'ESSARTEMENT

Les forêts sont soumises à une obligation plus onéreuse que les plantations isolées : la servitude d'essartement.

Il est certain que là où une route traverse une forêt, il

1. Cf. *infra* : les arbres et la police des édifices menaçant ruine.

importe qu'une certaine étendue du terrain soit ménagée entre la route et la lisière de la forêt.

Le voisinage trop immédiat d'arbres très rapprochés et touffus risquerait, en effet, d'entretenir sur la chaussée une humidité excessive : les branches même, en s'étendant sur la voie publique, pourraient entraver la circulation ; enfin une forêt immédiatement contiguë à une route, en offrant aux malfaiteurs le moyen de se dissimuler au milieu des arbres et des broussailles, serait pour les voyageurs une cause d'insécurité.

A cette nécessité d'isoler dans une certaine mesure la route d'une forêt voisine, répond la servitude d'essartement qui consiste dans l'obligation pour les propriétaires de forêts contiguës à une voie publique, de défricher, à leurs frais, sur une étendue de 60 pieds, c'est-à-dire de 19 m. 50.

La servitude d'essartement est d'origine ancienne ; elle a été instituée, en effet, par l'ordonnance sur les Eaux et Forêts dont l'article 3 du Titre 28 est ainsi conçu : « Tous bois, épines et broussailles qui se trouveront dans l'espace de 60 pieds ès grands chemins servant au passage des coches et carosses publics, tant de nos forêts que de celles des ecclésiastiques, communautés, seigneurs et particuliers, seront essartés et coupés, en sorte que le chemin soit libre et plus sûr, le tout à nos frais ès forêts de notre domaine et aux frais des ecclésiastiques, communautés et particuliers dans les bois de leur dépendance. » Ces prescriptions ont été reproduites par les arrêtés du Conseil du 3 mai 1720 et du 6 février 1776 ; elles n'ont pas été abrogées par l'article 218 du Code forestier et sont encore actuellement en vigueur.

Aux termes de l'ordonnance de 1669, l'essartement doit

être pratiqué jusqu'à 60 pieds des chemins, c'est-à-dire 20 mètres environ : cette disposition a donné lieu à des difficultés d'application, elle n'indique pas, en effet, à partir de quel point, milieu de la route, accotements ou bords extérieurs des fossés, ces 60 pieds doivent être comptés.

Le Conseil d'État a été, à deux reprises, appelé à se prononcer sur la question et deux doctrines ont successivement prévalu devant la Haute Assemblée.

Dans la séance du 18 novembre 1824, les comités réunis de l'Intérieur et des Finances du Conseil d'État ont émis l'avis que l'essartement doit être pratiqué sur 20 mètres de largeur de chaque côté de la route.

Cette interprétation semblait à l'abri de toute critique, il est certain, à s'en tenir aux termes mêmes de l'ordonnance, que l'essartement devrait être appliqué sur 20 mètres de part et d'autre de la chaussée.

L'avis du Conseil d'État trouva cependant des adversaires en doctrine qui firent observer qu'il imposait aux propriétaires de forêts une charge bien lourde et qui, au surplus, avec le développement de la police et des services de voirie, ne semblait plus très utile. Et l'on demandait que, conformément d'ailleurs à une décision prise par les ministres de l'Intérieur et des Finances en 1821 sur avis de l'Administration des Eaux et Forêts, le sol de la route fut compris dans l'espace de 60 pieds fixés par l'ordonnance de 1669.

En 1849, le Conseil d'État fut à nouveau consulté et abandonnant sa première interprétation, la Haute Assemblée crut devoir adhérer aux décisions prises par les ministres de l'Intérieur et des Finances en 1821.

Ainsi donc aujourd'hui, en vertu de cet avis du Conseil

d'État auquel l'administration se conforme toujours, la zone d'essartement ne peut excéder 20 mètres, y compris le sol de la route ; d'où il suit que la servitude d'essartement sera plus ou moins lourde pour les riverains selon que la route sera plus ou moins large. Le long des routes nationales, par exemple, dont la largeur est normalement de 10 mètres, chaque propriétaire sera tenu de pratiquer l'essartement sur 5 mètres.

C'est aux préfets, chargés de la police des dépendances de la grande voirie, qu'il appartient de déterminer en quels points du parcours des routes de leur département l'obligation d'essarter s'imposera aux propriétaires riverains. Ces derniers seront alors mis en demeure de se conformer aux prescriptions de l'arrêté dans le délai de six mois accordé par l'ordonnance de 1669, à peine de se voir poursuivre pour contravention de grande voirie et condamner à l'amende. Toutefois, l'amende prévue par l'ordonnance de 1669 étant une amende arbitraire, il convient de faire application de l'article 1^{er} de la loi du 23 mars 1842, ainsi conçu : « Les amendes dont le taux, d'après les anciens règlements, était laissé à l'arbitraire des juges, pourront varier entre un minimum de 6 et un maximum de 300 francs. » Outre cette peine pécuniaire, l'essartement sera mis en adjudication publique à la folle enchère du contrevenant.

L'ordonnance de 1669 ne parlant que des « grands chemins », ses prescriptions ne semblent pouvoir être imposées qu'aux riverains des routes nationales et des routes départementales, mais non aux riverains des chemins vicinaux ou ruraux.

Mais en ce qui concerne les chemins, l'obligation d'élagage imposée en termes généraux aux riverains par les

arrêtés préfectoraux, pour ceux de leurs arbres dont les branches avancent sur la voie publique, s'applique également aux propriétaires de bois et forêts (Tribunal de police de Saint-Nicolas, D. P. 59-5-405).

CHAPITRE II

RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE DES PLANTATIONS DES CHEMINS VICINAUX

Aux termes de l'article 21 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, les préfets doivent, chacun dans leur département respectif, prendre un arrêté général sur ces chemins, arrêté qui doit en particulier statuer sur tout ce qui est relatif aux plantations. En pratique, les préfets n'ont fait que reproduire pour ce règlement général le modèle qui leur a été adressé par le ministre de l'Intérieur, aussi, en fait, la réglementation est-elle identique dans tous les départements (modèle de règlement général du 6 déc. 1870. D. P. 78-4-12 à 21).

SECTION I

Plantations effectuées sur le sol des chemins aux frais des communes.

A. — Plantation.

Le règlement général intervenu en application de la loi de 1836 interdit aux riverains de planter sur le sol des chemins, c'est désormais aux seules communes qu'il appartient de faire des plantations ¹.

Mais les communes elles-mêmes aux termes de l'article 188 du règlement général ne peuvent y procéder sans

1. Cf. *supra*. Propriété des plantations des chemins vicinaux.

une autorisation du préfet qui détermine les conditions auxquelles les plantations ont lieu, l'espacement des arbres entre eux et la distance à observer entre les arbres et les propriétés riveraines. Sur ce dernier point, bien que les règles du Code civil ne soient pas applicables aux plantations des voies publiques, le ministre de l'Intérieur a invité à diverses reprises les préfets à insérer dans les arrêtés d'autorisation une disposition assujettissant les plantations à effectuer sur le sol des chemins aux règles posées par l'article 671 du Code civil : ces instructions paraissent bien rigoureuses pour des chemins qui n'ont souvent que 6 mètres de largeur et même moins.

B. — *Elagage et abattage.*

C'est le préfet, sur rapport du service vicinal, qui prescrit l'élagage des arbres des chemins vicinaux. Pour les chemins ordinaires les frais de l'opération sont à la charge des communes qui encaissent également le prix du produit de la vente des branches coupées. Mais des difficultés surviennent pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun lorsque les arrêtés préfectoraux réglant l'élagage ne contiennent aucune clause au sujet des frais et des produits de l'opération. Dans ce cas, le Conseil d'État décide (Cons. d'État, 15 déc. 1885. Commune de Fillières) que les frais d'élagage constituent des dépenses d'entretien auxquelles il doit être pourvu à l'aide des contingents communaux. Quant au produit de la vente des branches, il doit être versé dans les caisses communales sans affectation spéciale et le département ne peut se prévaloir de la part prise par lui dans les plantations pour en appliquer le bénéfice aux dépenses du service vicinal (avis du Conseil d'État du 6 août 1873).

Ce sont les mêmes règles qui s'appliquent en matière d'abattage : seul le préfet peut ordonner cette mesure (Cass. crim., 8 fév. 1844).

C. — *Contraventions.*

Plantation d'arbres par les riverains sur le sol des chemins.

Depuis la loi de 1836 et les règlements vicinaux pris en application de cette loi par les préfets, le fait pour les particuliers de planter sur le sol de la voie constitue une contravention d'usurpation de la voie publique¹ de la compétence des tribunaux judiciaires depuis le décret du 28 décembre 1926. Jusqu'à cette date, en effet, l'anticipation sur le sol des chemins, quoique contravention de petite voirie, était exceptionnellement poursuivie devant le Conseil de Préfecture en vertu des articles 6, 7 et 8 de la loi du 9 Ventôse an XIII (Cons. d'État, 8 janv. 1886, Picardon. Cass., 1^{er} fév. 1867, Caillon).

Domages causés aux arbres.

En ce qui concerne la mutilation ou l'abattage des arbres des chemins vicinaux, l'article 448 du Code pénal ne faisant aucune distinction entre les diverses catégories de voies publiques, ce sont les mêmes peines qu'en matière de plantations des grandes routes qui sont appliquées.

SECTION II

**Réglementation administrative des plantations
appartenant aux particuliers sur le sol
des chemins vicinaux.**

Aucun texte analogue au décret de 1811 ou à la loi de 1825 pour les plantations des grandes routes n'étant

1. Cf. *supra*. Propriété des plantations des chemins vicinaux.

intervenir pour réduire leurs droits, les riverains ont en principe la libre disposition de ces arbres, sauf sur les points que sont venus réglementer les arrêtés préfectoraux pris en application de l'article 21 de la loi de 1836.

C'est ainsi que les riverains sont tenus de se conformer, sous peine de contravention, aux prescriptions du règlement général sur les chemins vicinaux en ce qui concerne le mode d'opération de l'élagage.

D'autre part, le préfet, sur les chemins de grande communication ou d'intérêt commun et le maire, sur les chemins ordinaires, peuvent, en vertu des pouvoirs à eux conférés par la loi de 1836, ordonner la suppression des plantations appartenant aux riverains sur le sol des chemins si elles sont nuisibles à la viabilité, sauf indemnité de la compétence du Conseil de Préfecture représentant le revenu des arbres, car les bois provenant de l'abattage restent la propriété des riverains (art. 186 et 187 du modèle du règlement général de 1870. Cass., 1^{er} déc. 1874, Martin contre Commune de Revigny). Il est d'ailleurs à remarquer que le règlement sur les chemins vicinaux n'autorise la destruction de ces arbres que si les besoins de la circulation l'exigent.

Pour les dommages causés par les tiers, ces plantations doivent être assimilées à celles appartenant à l'administration, l'article 448 du Code pénal visant tous les arbres plantés sur les voies publiques.

SECTION III

Réglementation administrative des plantations des fonds riverains des chemins vicinaux.

Sous la loi de 1836 comme sous les lois anciennes, les riverains ne sont pas obligés de planter le long des chemins

vicinaux : c'est pour eux une simple faculté dont ils sont libres d'user ou de ne pas user. Les préfets n'ont pas le droit de transformer cette faculté en obligation. Le droit de réglementation qui leur a été attribué par la loi de 1836 n'a pour objet que l'intérêt de la viabilité : ils dépasseraient ce but et leurs pouvoirs en ordonnant aux propriétaires riverains de faire des plantations (instruction ministérielle du 24 juin 1836).

Cependant, les riverains qui veulent planter des arbres sur leur propre fonds, le long des chemins vicinaux, sont soumis à certaines conditions contenues dans le modèle du règlement général du ministre de l'Intérieur reproduit par les arrêtés préfectoraux.

Jusqu'en 1836, les riverains des chemins vicinaux se considéraient comme en droit de planter sur l'extrême limite de leurs propriétés, par suite de cette circonstance que l'article 671 du Code civil, concernant la distance des plantations à la limite des héritages, est inapplicable à l'égard des voies publiques (Cons. d'État., 16 fév. 1826, Quesnay).

Cet état de choses était très préjudiciable aux chemins. La loi de 1836 y a remédié en donnant aux préfets le droit de régler la distance du bord des chemins vicinaux à laquelle les riverains peuvent planter sur leurs propriétés, ainsi que l'espacement des arbres entre eux. Cette distance a été déterminée dans chaque département par un arrêté préfectoral. Mais cet arrêté ne pouvant avoir d'effet rétroactif, il s'en suit que les plantations effectuées antérieurement à sa publication doivent, bien qu'elles soient à une distance moindre que celle prescrite, être conservées jusqu'au dépérissement, sauf au cas de renouvellement, observation des règles nouvelles.

Les arbres une fois plantés sur leurs fonds, les riverains en ont la libre disposition. Cependant, le préfet a le droit d'en prescrire l'élagage selon les exigences de la viabilité, nonobstant tout usage contraire (Cass. crim., 29 mai 1846, Pouvillon, D. P. 46-4-532.) C'est ainsi que les articles 192 et 193 du règlement général disposent que « les arbres, les branches, les baies et les racines qui avanceraient sur le sol des chemins vicinaux seront coupés à l'aplomb des limites de ces chemins, à la diligence des propriétaires ou des fermiers. Si le propriétaire ou le fermier négligeait ou refusait de se conformer aux prescriptions qui précèdent, il en serait dressé procès-verbal pour être statué par l'autorité compétente », c'est-à-dire par le tribunal de simple police, qui, outre l'amende de 1 à 5 francs prévue pour ceux qui auront refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie, ordonnera l'exécution d'office de l'élagage aux frais du contrevenant.

CHAPITRE III

RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE DES PLANTATIONS DES CHEMINS RURAUX

§ 1. — CHEMINS RURAUX RECONNUS

La loi du 20 août 1881 a chargé les préfets de prendre dans chaque département un règlement général sur les chemins reconnus. En ce qui concerne les plantations de ces chemins, le règlement général type du 3 janvier 1883 du ministre de l'Intérieur, reproduit par tous les arrêtés préfectoraux, n'a fait que reprendre, dans ses dispositions sur ce point, le texte du règlement général sur les chemins vicinaux : il est inutile d'exposer à nouveau cette réglementation.

§ 2. — CHEMINS RURAUX NON RECONNUS

C'est l'autorité municipale qui est chargée de la police de la circulation et de la conservation de ces chemins et, par conséquent, de la police de leurs plantations.

En fait, pour les arbres crus sur le sol de la voie, on applique les mêmes règles que pour les chemins reconnus.

En ce qui concerne les fonds riverains, à défaut d'arrêté municipal, d'anciens usages ou de règlements particuliers, les propriétaires peuvent planter à la limite des chemins : la Cour de cassation a, en effet, jugé que les prescriptions de l'article 671 du Code civil ne s'appliquent même pas

aux chemins non reconnus bien qu'ils constituent des dépendances du domaine privé (Cass., 27 mars 1885. D. 86-1-42). Mais la question s'est posée de savoir si le maire ne pourrait pas, en vertu des pouvoirs à lui conférés par l'article 9 de la loi du 20 août 1881, fixer par arrêté municipal une distance à observer entre le chemin et les arbres.

La Cour de cassation a répondu par l'affirmative (même arrêt). Toutefois, le maire ne pourrait, sans porter atteinte au droit de propriété des particuliers, obliger les riverains à observer une distance supérieure à celle fixée par le Code civil, le droit du maire de veiller à la conservation des chemins ne pouvant aller jusqu'à lui permettre d'exiger des riverains des sacrifices de propriété. Pour les mêmes motifs, il faut admettre que le maire peut, sans excès de pouvoir, prescrire l'élagage des branches qui avanceraient sur le sol des chemins. Mais, si aucun arrêté n'a été pris par le maire en ce sens, la Cour de cassation décide que les riverains ne peuvent être obligés de procéder à l'élagage que dans les conditions où un particulier pourrait être contraint par un propriétaire voisin de supprimer les branches empiétant sur son fonds (Cass. crim., 2 janv. 1857, Benoît, D. 57-5-346).

CHAPITRE IV

RÈGLEMENTATION ADMINISTRATIVE DES PLANTATIONS DES VOIES URBAINES

§ 1. — RUES TRAVERSES

Les rues traverses, qui sont la continuation à l'intérieur des villes des routes nationales ou départementales ou des chemins vicinaux, restent soumises, pour la police de la conservation, aux règles qui régissent ces routes et ces chemins. En conséquence, la réglementation déjà étudiée pour les plantations des grandes routes et des chemins vicinaux, s'applique de plein droit aux plantations des rues traverses.

Il faut toutefois signaler que si les arbres de ces rues ont été plantés, non pas dans l'intérêt exclusif de la conservation, mais dans un but d'embellissement local, les communes doivent contribuer à la dépense dans la proportion d'au moins la moitié.

§ 2. — VOIES URBAINES PROPREMENT DITES

Plantations sur le sol de la voie.

Les voies urbaines proprement dites dépendent de la police municipale, aussi bien en ce qui concerne la police de la conservation que celle de la circulation : dès lors, il appartient aux conseils municipaux de se prononcer sur les questions relatives à l'établissement de ces plantations,

ou à leur renouvellement, puisqu'il s'agit d'autoriser une dépense et c'est aux maires chargés de la police municipale qu'il appartient de prescrire l'élagage ou l'abattage des arbres ainsi plantés.

Il est à remarquer, au sujet des dommages aux arbres des rues traverses, aussi bien d'ailleurs que des voies urbaines proprement dites, se traduisant par une simple mutilation, que le juge saisi ne pourra condamner l'auteur du méfait qu'à des dommages-intérêts envers l'administration (État, département ou commune, suivant la voie), et ne pourra infliger aucune sanction pénale. L'article 43 du décret du 28 septembre 1791 sur la police rurale ne vise en effet que les arbres plantés dans la campagne, en dehors des villes et des bourgs (Cass., 3 janv. 1879. S. 79-1-485).

Plantations sur les fonds riverains.

En ce qui concerne les plantations des fonds riverains des voies urbaines proprement dites, c'est au maire qu'il appartient de déterminer à quelle distance de la rue les arbres devront être situés dans les propriétés non closes ; c'est également à lui de prescrire aux riverains de couper les racines ou d'élaguer les branches qui feraient saillie sur la rue, à l'aplomb des limites de cette rue (Circulaire du ministre de l'Intérieur du 31 janv. 1892. Cons. d'État., 17 juin 1904, Louis).

TITRE III
RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ARBRES

Il importe de distinguer en cette matière les arbres plantés sur les terrains en bordure de la voie appartenant aux riverains, et les arbres plantés sur le sol même de cette voie appartenant aux personnes publiques. Les questions de responsabilité qui s'élèvent du fait des premiers sont de la compétence des tribunaux judiciaires et donnent lieu à l'application de la théorie civiliste de la responsabilité, telle qu'elle a été dégagée des textes du Code civil par une jurisprudence récente. Les litiges soulevés par les seconds, c'est-à-dire les arbres plantés sur le sol des routes et chemins, relèvent au contraire des tribunaux administratifs et donnent lieu à l'application de la théorie de la responsabilité pour dommages de travaux publics, telle qu'elle résulte de la jurisprudence du Conseil d'État.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITÉ DES PROPRIÉTAIRES D'ARBRES LE LONG DES ROUTES A RAISON DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LEURS ARBRES

Ce n'est là qu'un aspect de la question primordiale de la responsabilité du fait des choses, question qui, depuis un demi-siècle, divise la doctrine et dont la jurisprudence est encore loin d'être fixée. En étudiant ce point particulier : la responsabilité des propriétaires d'arbres, nous ne ferons, en réalité, que tracer les étapes parcourues depuis une cinquantaine d'années par la doctrine et la jurisprudence à la recherche d'un critérium dans l'établissement de la responsabilité du fait des choses.

SECTION I

La responsabilité du fait des arbres et l'article 1386 du Code civil.

Dans l'esprit des rédacteurs du Code civil la faute apparaît comme un élément fondamental en matière de responsabilité. Les articles 1382 et 1383 qui obligent la personne lésée, pour obtenir réparation, à faire la preuve d'une faute commise par l'auteur du dommage, sont en effet à la base de tout notre système de responsabilité, tel qu'il a été conçu par les contemporains de Napoléon. Toutefois, dans certains cas déterminés, le Code établit des présomptions

de responsabilité en faveur de la victime. Ces présomptions se rencontrent en matière de responsabilité du fait d'autrui (art. 1384), du fait des animaux (art. 1385), du fait des bâtiments (art. 1386).

Avec ces deux derniers articles, 1385 et 1386, qui traitent de la responsabilité du fait des choses, on s'achemine vers une conception nouvelle de la responsabilité qui s'écarte de la notion traditionnelle de faute. On se trouve cependant ici en présence de textes absolument insuffisants aujourd'hui, écrits pour une époque qui ignorait, sinon le machinisme, du moins le machinisme perfectionné. A l'époque où le Code civil a été promulgué, les deux textes des articles 1385 et 1386 suffisaient. Mais les temps ont changé et par le fait du développement scientifique et industriel, il s'est révélé des choses qui sont aussi dangereuses, et même plus dangereuses, que les animaux et les bâtiments. Ce sont : les machines à vapeur, en particulier les batteuses agricoles, les moteurs électriques et « tous ces appareils mus par une force mécanique et aveugle qui tue et qui estropie tous ceux qui sont dans son champ d'action ». Dès lors s'est posée la question suivante : comment traiter les dommages causés par les choses autres que les animaux et les bâtiments ? A cette question, la doctrine classique répondait : Les articles 1385 et 1386 posent une présomption de faute, ils dérogent, par conséquent, au principe d'après lequel celui qui réclame la réparation du dommage doit prouver et le dommage et la faute de celui qu'il actionne en responsabilité. En conséquence, les articles 1385 et 1386, textes exceptionnels, ne peuvent être appliqués en dehors des cas qu'ils prévoient. Mais cette réponse était loin de satisfaire tout le monde, et c'est de là qu'est né ce grand mouvement relatif à la res-

ponsabilité du fait des choses. C'est dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et avant la « découverte » fameuse de l'article 1384 qui a peu à peu bouleversé les idées traditionnelles en matière de responsabilité, que se fit jour une nouvelle théorie juridique qui a été longtemps favorablement accueillie par la jurisprudence et une grande partie de la doctrine. « Cette théorie étend la disposition de « l'article 1386 au delà des termes exprès qu'il édicte en se « fondant sur cette idée qu'en nommant les bâtiments, le « législateur s'est borné à donner un exemple. Il aurait « posé dans l'article 1386 une règle générale relative à la « responsabilité pour le fait des choses inanimées, comme « il a été édicté dans l'article 1385 celle qui concerne les « dommages résultant du fait des animaux. » Une telle solution présente de grands avantages, l'article 1386 permet en effet à la victime d'être indemnisée à la seule condition de prouver un vice même caché de la chose. Aussi nombre de tribunaux ont-ils appliqué l'article 1386 à bien d'autres choses que des bâtiments : aux machines incorporées au sol qui constituent des immeubles par destination (Cass. 19 avril 1887. S. 1887-1-217), à un ascenseur (Cass. 29 mars 1897. S. 1898-1-65), même aux navires qui sont des meubles d'un genre particulier, assez voisins, à certains égards, des immeubles (Paris, 19 mai 1893. S. 1897-2-17). La Cour de Paris a été jusqu'à l'appliquer à la chute d'un meuble meublant : une armoire à glace (Paris, 11 mars 1904. D. 1904-2-257). Il n'y a rien d'étonnant de voir cet article invoqué par un arrêt de la Cour de Paris du 20 août 1877 (S. 1877-2-48) dans le cas d'un arbre d'une place publique qui, en s'abattant, avait blessé un passant. Il eut été désastreux pour la victime, dans cette espèce, d'appliquer purement et simplement l'article 1382.

« En effet, obliger la victime à faire la preuve de la faute
« du propriétaire de l'arbre aboutirait la plupart du temps
« à le priver de tout recours en indemnité. Les arbres
« s'abattent d'ordinaire, soit par l'effet du vent, soit à
« raison de la vétusté dont les ravages passent souvent
« inaperçus, et il est certain qu'on ne saurait considérer
« un propriétaire comme en faute par le seul fait qu'il
« n'aurait pas vérifié régulièrement la solidité de tous ses
« arbres et de toutes les branches de ses arbres. Il sera
« donc très fréquent qu'aucune faute ne puisse être relevée
« à sa charge et, par suite, qu'aucune responsabilité ne
« puisse le grever si l'on s'en tient aux articles 1382 et 1383
« du Code civil ¹. »

Au contraire, d'après le système établi par l'arrêt de 1877 de la Cour de Paris, la victime du dommage provoqué par la chute d'un arbre bordant la voie publique, obtiendra facilement réparation ; il lui suffira de prouver, conformément à l'article 1386, le vice de l'arbre, sans qu'il importe du reste que ce vice soit apparent ou caché, son existence seule suffisant à engager la responsabilité du propriétaire. Ce dernier sera alors responsable de plein droit sans qu'il puisse alléguer, pour s'exonérer, l'impossibilité où il s'est trouvé de connaître le vice de la chose. Il ne pourra se libérer qu'en démontrant que l'accident est dû à la faute de la victime ou au cas de force majeure. On est donc ici en présence d'une présomption irréfragable de responsabilité, l'article 1386 étant fondé, non pas sur l'idée de présomption de faute, mais sur l'idée de risque : le propriétaire est responsable, non parce qu'il

1. Mestre : *Revue Critique*, 1925. Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux de distribution d'électricité (p. 392).

est présumé en faute, mais parce qu'il est propriétaire.

Les considérants de l'arrêt de la Cour de Paris précité, qui ont abondamment développé ce point de vue, méritent d'être rapportés : « Si le propriétaire, dit l'arrêt est responsable du dommage causé par la ruine de son bâtiment lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction, il doit, par application du même principe, être responsable du dommage causé à un tiers par la chute d'un arbre qui lui appartient, lorsqu'elle est le résultat de la vétusté et du vice propre du tronc. Il importe peu d'ailleurs que le vide de l'arbre, comme le vice de la construction, soit occulte ou apparent, son existence constatée suffit pour fonder la responsabilité du propriétaire, qui ne saurait être exonéré qu'au cas d'accident purement fortuit ou de force majeure dont personne ne répond. »

A l'heure actuelle, cette interprétation extensive de l'article 1386, devenue inutile depuis l'interprétation nouvelle de l'article 1384, a été abandonnée avec juste raison par la jurisprudence et par la doctrine. En effet, ce système juridique, bien que conduisant à des résultats pratiques très intéressants, ne paraît pas, à la réflexion, devoir être adopté pour la raison suivante :

« L'article 1386 vise uniquement les « bâtiments ». Si le législateur avait entendu régler par ce texte la responsabilité du fait des choses inanimées en général, il n'eût pas manqué de le dire expressément. Les termes même dont il se sert : « ruine », « vice de construction », « entretien », indiquent qu'il n'a pu entendre viser autre chose. Tout au plus sera-t-il permis de l'étendre par analogie aux choses incorporées dans des bâtiments, telles qu'une machine fixée au sol dans une usine, mais on ne doit

« pas, semble-t-il, aller au delà. Comme le déclarent
« MM. Aubry et Rau (*Traité de droit civil*, édition Bartin,
« t. VI, p. 433, note 14), l'article 1386 implique « un assem-
« blage réfléchi de matériaux » et il n'y a pas lieu d'en
« faire des applications excentriques « en des matières qui
« ne présentent aucune analogie avec des constructions ¹. »

SECTION II

La responsabilité du fait des arbres et l'article 1384 du Code civil.

Vers la fin du XIX^e siècle, on s'est avisé de l'existence d'un autre article du Code civil, l'article 1384, qui pendant très longtemps était demeuré presque inaperçu : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde. »

Durant la plus grande partie du XIX^e siècle, on avait regardé cette disposition comme une sorte de programme sans valeur propre, qui se contentait de poser le double principe d'une responsabilité du fait de certaines personnes et de certaines choses, principe que l'article 1384, alinéa 2, développait en ce qui concerne les personnes, que les articles 1385 et 1386 interprétaient en ce qui concerne les animaux et les choses. En un mot, on avait admis que les « choses » de l'article 1384 étaient uniquement les « animaux » et les « bâtiments » des deux articles suivants ; dans ce système, il n'y avait en somme, pas plus dans l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 que dans les articles 1385 et 1386 réunis.

C'est seulement à la fin du XIX^e siècle, en vue d'assurer

1. Cf. Mestre, *op. cit.*, p. 396.

une réparation aux ouvriers victimes d'accidents de plus en plus fréquents par suite du développement du machinisme, que des jurisconsultes, tels que MM. Salleiles et Josserand, ont considéré la disposition de l'article 1384 alinéa 1^{er}, comme présentant une valeur propre se suffisant à elle-même sans le concours d'aucun autre texte.

« D'après ces auteurs, — et les solutions de jurisprudence n'ont pas tardé à confirmer d'une façon de plus
« en plus étendue les doctrines qu'ils avaient soutenues,
« — l'article 1384, 1 pose en ce qui concerne le « fait des
« choses », le principe d'une responsabilité générale pesant
« sur la personne qui est chargée d'en assurer la « garde ».
« Lorsqu'un dommage aura été causé par une de ces choses,
« la victime, pour être indemnisée, n'aura d'autres preuves
« à fournir que celles du dommage lui-même, d'un rapport
« de causalité entre la chose et le dommage et d'une mis-
« sion de garde qui incombait au défendeur : elle est abso-
« lument dispensée de fournir la preuve d'une faute quel-
« conque commise par lui.

« La responsabilité pour le fait des choses est dans ce
« système visée par un texte des plus compréhensifs :
« l'article 1384, qui établit une présomption générale de
« faute à la charge de tout gardien d'une chose quelconque
« qui causerait dommage à autrui.

« A ce texte général, les articles 1385 et 1386 apportent
« chacun une dérogation pour le cas spécial des animaux
« ou des bâtiments, à raison de la nature particulière de
« ces deux catégories de biens. C'est ainsi que, au cas de
« ruine du bâtiment, la victime ne pourrait obtenir d'in-
« demnité que moyennant la preuve, non pas précisément
« de la faute du propriétaire, mais d'un vice de construc-
« tion ou d'un défaut d'entretien.

« Dans ce système l'article 1384 est donc applicable
« à toutes choses inanimées autres que les bâtiments. »

On voit tout de suite quelle est la conséquence de l'interprétation extensive donnée à la formule de l'article 1384 : les machines étant des choses que l'industriel a sous sa garde, lorsqu'un ouvrier est tué ou blessé par une de ces machines il y a lieu d'appliquer l'article 1384, sauf possibilité pour l'industriel de s'exonérer de sa responsabilité en démontrant que l'accident était dû, soit à la force majeure, soit à la faute de la victime. On renverse la charge de la preuve : l'article 1384 permet d'atteindre le but qu'on se proposait.

Ce système était si séduisant qu'il fut accueilli par la Chambre civile de la Cour de cassation dans un arrêt du 16 juin 1896 pour un cas d'accident du travail (D. 1897-1-433, note de M. Saleilles).

Sur ces entrefaites fut votée la loi du 9 avril 1898 qui a consacré le principe du risque professionnel et mis les accidents du travail à la charge du patron. Elle supprime la difficulté en matière d'accidents industriels : désormais il est certain que ces accidents sont à la charge du patron, même ceux dus à la faute de la victime, donc, l'article 1384 n'a plus d'utilité en matière d'accidents industriels.

On pouvait se demander dès lors si la jurisprudence qui s'était manifestée dans l'arrêt du 16 juin 1896 devait n'être qu'éphémère, ou si, au contraire, la fortune de l'article 1384 allait s'affirmer. La doctrine, ici encore, est intervenue, représentée du moins par certains auteurs (Josserand), pour proposer l'application de l'article 1384 en dehors des accidents industriels. C'est qu'en effet les machines peuvent causer des dommages à d'autres qu'aux ouvriers qui les approchent ; au surplus, le développement

de la circulation automobile sur les routes a entraîné un nombre considérable d'accidents, or, il est, dans la plupart des cas, impossible à la victime de faire la preuve d'une faute du conducteur de l'automobile.

La jurisprudence, après bien des hésitations, a suivi la doctrine. Dès la fin du ^{xix}^e siècle et le début du ^{xx}^e, les tribunaux judiciaires ont fait quelques timides applications de l'article 1384. Aujourd'hui, une jurisprudence des plus extensives applique l'article 1384 aux hypothèses les plus variées.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, de voir cet article appliqué aux dommages causés par la chute des arbres. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Grenoble déclare la commune de la Tour-du-Pin responsable, en vertu de l'article 1384, du dommage causé à un passant par la chute d'un marronnier situé sur une place publique (Grenoble, 10 février 1892. S. 1893-2-206).

Cet arrêt est remarquable à un autre point de vue, il condamne en des termes forts nets le cumul des articles 1384 et 1386 : « la disposition de l'article 1386, dit-il, ne doit pas être appliquée en dehors du cas particulier qu'elle prévoit et la responsabilité des dommages causés par des choses inanimées autres qu'un bâtiment demeure régie par l'article 1384. » Malgré les termes très nets de cet arrêt, des décisions postérieures de tribunaux ont abouti à employer cumulativement les articles 1384 et 1386. C'est ainsi que dans un arrêt de la Cour de Paris du 10 décembre 1921 (*Gazette du Palais*, 1922-1-70), relatif à la chute d'un arbre du Bois de Boulogne sur une des voiture de la Compagnie du chemin de fer du bois de Boulogne, l'article 1384 a bien été appliqué, mais, par surcroît de précaution, l'article 1386 a été invoqué également comme

pour apporter un argument supplémentaire au cas où le premier n'eût pas suffi. (Dans le même sens : décision du tribunal de Grenoble du 28 mars 1918 rapporté dans le *Bulletin de la Chambre Syndicale des Forces hydrauliques* de septembre, 1922, n° 417.)

« En réalité ce cumul est théoriquement peu défendable
« étant donné les différences graves qui séparent les deux
« articles 1384 et 1386 ; le premier posant un principe
« d'ensemble dans les termes les plus généraux : (« on »,
« chose ») ; le second édictant, au contraire, une règle des
« plus précises (« propriétaire », « bâtiment ») ; le premier
« n'exigeant de la victime du dommage, qui veut en obtenir
« réparation, aucune autre preuve que celle du dommage
« même et de la relation de cause à effet entre le fait de la
« chose et le dommage ; le second exigeant d'elle la preuve
« d'un vice propre¹. »

SECTION III

Domaines respectifs d'application des articles 1382 et 1384 pour les dommages causés par les arbres.

L'article 1384 établit comme nous l'avons déjà vu une présomption générale de responsabilité contre tout gardien d'une chose, d'un arbre dans le cas qui nous intéresse, qui causerait un dommage à autrui. Toutefois, l'extension donnée par la jurisprudence moderne à cet article n'empêche pas les articles 1382 et 1383 de subsister et de rester encore, jusqu'à nouvel ordre, une des bases de notre système de responsabilité. Mais ces articles qui obligent la personne qui a subi un dommage à prouver

1. Mestre, art. cité, p. 420.

une faute ou tout au moins une négligence de l'auteur du dommage, sont appelés à jouer, en matière d'arbres, dans des cas somme toute assez rares. Le plus souvent, en effet, la chute de l'arbre sera spontanée, causée par le vent ou par la vétusté dont les ravages passent, la plupart du temps, inaperçus et n'impliquera aucune faute à la charge du propriétaire. Cependant, dans des cas extrêmes, la victime pourra parvenir à établir une négligence du propriétaire de l'arbre, telle que les articles 1382 et 1383 pourront être invoqués contre lui; c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Douai du 4 mai 1925 (S. 1925-2-113, note Mestre) fait peser sur un particulier la responsabilité des articles 1382 et 1383 à raison de la chute d'un de ses arbres sur un passant. Les circonstances de l'affaire étaient les suivantes : l'arbre mutilé par un bombardement pendant la guerre était mort et un vent violent l'avait abattu sur la route qu'il bordait. La Cour, constatant que le propriétaire, durant les quatre années qui s'étaient écoulées depuis la paix, n'avait pas pris les mesures de vérification nécessaires, a établi que celui-ci avait commis une faute engageant sa responsabilité.

Ainsi, par cet arrêt se trouve consacré un système nuancé et hiérarchisé de responsabilités : en premier lieu la responsabilité pour faute du propriétaire de l'arbre, en second lieu la responsabilité présumée du fait de l'arbre. Autrement dit la victime est tout d'abord en droit d'obtenir du propriétaire de l'arbre une indemnité équivalente au dommage subi, à charge pour elle d'établir une faute ou une négligence de ce propriétaire (art. 1382 et 1383), mais, d'autre part, même en l'absence de preuve d'une négligence, le gardien des plantations sera encore responsable envers la victime du dommage en vertu de l'article 1384

qui fait peser sur lui une présomption de responsabilité.

Il faut cependant signaler que bien des décisions de jurisprudence n'ont pas respecté cette hiérarchie de responsabilités et n'ont pas hésité à utiliser à la fois, à propos d'un même fait, des textes aussi dissemblables que les articles 1382 et 1384 : c'est là une manifestation de cette tendance de la jurisprudence déjà constatée à propos de l'article 1386 à fonder juridiquement la responsabilité des propriétaires d'arbres en juxtaposant dans une même décision les dispositions des divers articles relatifs à la responsabilité délictuelle. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Toulouse du 12 janvier 1921 fait appel à la fois aux articles 1382 et 1384. Il s'agissait d'une branche qui s'était détachée d'un arbre et qui était tombée sur la voie publique qu'elle obstruait. Le propriétaire de l'arbre avait négligé de l'enlever et un accident était survenu de ce fait. La Cour a déclaré qu'en s'abstenant d'enlever cet obstacle, il avait commis une faute et qu'il était tenu de réparer le préjudice causé par sa négligence. Elle ajoute d'ailleurs que l'article 1383 ne doit pas être considéré en ce cas comme la source unique de la responsabilité, mais qu'il y a lieu également d'invoquer, contre le propriétaire, l'article 1384 qui le déclare responsable des choses qu'il a sous sa garde.

« Une telle jurisprudence est critiquable. En effet : ou la
« faute est prouvée ou elle ne l'est pas ; si elle l'est, la référé-
« rence à l'article 1382 est suffisante et le recours à l'ar-
« ticle 1384 est au moins inutile ; ou la faute n'est pas
« prouvée et l'on doit se contenter de la présomption de
« responsabilité de l'article 1384 ¹. »

1. Mestre, art. cité, p. 395.

SECTION IV

**Conditions d'application de l'article 1384
aux dommages causés par les arbres plantés
sur les fonds riverains des voies publiques.**

Après avoir expliqué la coexistence des articles 1382 et 1384 sur des plans différents de responsabilité, il faut étudier les conditions d'application de l'article 1384 aux dommages causés par les arbres plantés sur les fonds riverains des voies publiques : quatre questions se posent à cet égard, que l'on exposera en quatre paragraphes différents :

1^o Quelle est la personne responsable du dommage causé par les arbres ?

2^o Les arbres entrent-ils dans les choses visées par l'article 1384 ?

3^o Que faut-il entendre par fait des arbres ?

4^o A quelles conditions la personne responsable des dommages causés par les arbres peut-elle s'exonérer de sa responsabilité ?

§ 1. — PERSONNES RESPONSABLES DES DOMMAGES
CAUSÉS PAR LA CHUTE DES ARBRES

La personne responsable du dommage causé par une chose est celle qui a la garde de cette chose, dit l'article 1384 qui est formel sur ce point.

Mais il convient de préciser ce qu'on entend par garde et par gardien. La garde ne se confond pas nécessairement avec la propriété. Sans doute, le propriétaire sera souvent le gardien, mais il sera alors responsable, non pas comme propriétaire, mais comme gardien. « La garde implique

« un pouvoir de direction et de surveillance s'exerçant à
« titre indépendant, et conférant au gardien la faculté de
« donner des instructions ou des ordres relativement à
« l'usage de la chose. » (Cour de Paris, 18 juillet 1930.
Gazette Palais, 1930-2-647.) En conséquence, le gardien
sera le propriétaire si c'est lui qui use de la chose, mais ce
pourra être un usufruitier, un locataire, un emprunteur :
si par exemple le propriétaire a loué sa chose, c'est le
locataire qui deviendra le gardien et sera responsable du
dommage causé par cette chose. :

La garde qui ne se confond pas avec la propriété se distingue aussi de la détention matérielle. Celui qui est responsable est celui qui a la garde juridique, le détenteur de la chose qui n'a que la garde matérielle n'est pas responsable, c'est ainsi que le préposé n'est pas responsable et le commettant qui a confié sa chose au préposé est responsable non seulement des accidents que cette chose cause à un tiers, mais même des accidents que la chose causerait au préposé lui-même (Cass., 27 fév. 1929. S. 1929-1-297).

Ces principes s'appliquent pour les arbres ¹. Il est évident que le *propriétaire* qui exploite lui-même sa propriété doit être considéré comme le gardien des arbres qui la bordent et doit être responsable des dommages causés par la chute de ces arbres. Mais si la propriété sur laquelle se trouvent les plantations est louée ou affermée, c'est le *locataire* ou le *fermier* qui a la garde juridique des arbres et c'est à lui que la victime est fondée à réclamer des dommages-intérêts (Tribunal civil du Havre, 24 mai 1930. *Gazette Palais*, 1930-2-158).

Cependant, le locataire responsable comme gardien des

1. Demogue. Responsabilité pour la chute d'un arbre. *Revue trimestrielle de Droit civil*, avril-juin 1936, pp. 352-353.

arbres peut se retourner contre son bailleur si le dommage résulte d'un vice caché, c'est-à-dire si la chute de l'arbre est due au mauvais état de cet arbre et si aucun signe extérieur n'en révélait le danger ¹. En effet, aux termes de l'article 1721 du Code civil, le bailleur répond vis-à-vis du preneur des vices cachés de la chose quand bien même il ne les aurait pas connus lors du bail et il répond même de ceux dont la cause est postérieure à la location, parce que son obligation de procurer la jouissance est successive et se prolonge pendant toute la durée du bail. Si le défaut de la chose n'est pas de nature à justifier la résiliation du bail ou une réduction de loyer, le bailleur est néanmoins tenu à des dommages-intérêts envers le preneur du préjudice causé. Ces principes ont été appliqués par un arrêt de la Cour de Dijon du 15 mars 1933 dans un cas de chute d'arbre sur une route (*Gazette Palais*, 1933-1-1022). Cet arrêt décide qu'un bailleur est tenu de garantir son locataire qui a été déclaré responsable de l'accident causé à une voiture par la chute d'un arbre sur la route, si par suite du caractère non apparent du dépérissement et de l'origine accidentelle et invisible de celui-ci, on ne peut reprocher au preneur de n'avoir pas exercé un contrôle qui lui appartenait, comme ayant seul accès dans la propriété dont il était locataire.

En ce qui concerne le *métayer*, des principes différents doivent être appliqués. Il est, en effet, de l'essence du métayage que l'idée d'association entre propriétaire et colon partiaire domine le contrat et prime l'idée de bail à loyer : le propriétaire continue à participer à la direction des biens donnés en métayage, il ne se dessaisit pas de son

1. Demogue, art. cité, p. 358-359.

droit de surveillance et de contrôle : par suite, il y a association dans la garde des biens donnés en colonat partiaire entre le propriétaire et le métayer. En conséquence, le métayer, au cas d'accident causé par la chute sur une route d'un arbre compris dans les dits biens ne saurait se prévaloir de l'article 1721 du Code civil, cet article ne s'étendant pas au contrat de métayage qui suit des règles propres, toutes différentes de celles régissant les baux à loyer. Il en résulte que le propriétaire et le colon partiaire, tous deux gardiens des arbres de la propriété donnée en métayage doivent être solidairement déclarés responsables des dommages causés à un particulier par la chute d'un de ces arbres. C'est ce qu'a décidé un jugement du tribunal civil de Mâcon du 4 juillet 1933 (*Gazette Palais*, 1933-2-839).

Il reste à signaler une dernière difficulté : c'est au cours des travaux effectués sur les arbres, élagage, abattage, que se produisent le plus souvent des accidents. Si le propriétaire fait appel à des tiers pour ces travaux, qui doit être déclaré responsable des dommages causés ? en d'autres termes qui doit, en ces circonstances, être considéré comme le gardien des arbres ¹ ? Il faut faire sur ce point une distinction entre les travaux effectués par contrat de travail et ceux effectués par contrat d'entreprise. Si le propriétaire des plantations engage des ouvriers auxquels il se lie par un contrat de travail, autrement dit s'il existe un lien de subordination entre les salariés qui fournissent le travail, abattage ou élagage en l'espèce, et le propriétaire employeur qui les paie, traits qui caractérisent le contrat de travail, les ouvriers sont les préposés

1. Demogue, art. cité, p. 352 et 361.

du propriétaire des plantations qui les dirige et ce dernier est seul responsable, non seulement des accidents que les arbres ou les branches provenant de l'élagage peuvent causer aux tiers, mais même des accidents que ces arbres causeraient aux préposés eux-mêmes, et ce en vertu de la loi sur les accidents du travail qui fait peser sur l'employeur une responsabilité fondée essentiellement sur le risque².

Mais il se peut qu'au lieu de recourir au contrat de travail, au lieu de prendre des ouvriers qu'il dirigera lui-même, le propriétaire des plantations préfère passer un contrat, dit d'entreprise, avec un entrepreneur qui, moyennant une rémunération déterminée, exécutera le travail à ses risques et périls. Dans ces conditions ce ne sera plus le propriétaire des arbres qui sera considéré comme leur gardien, mais bien l'entrepreneur, qui sera alors responsable tant des accidents survenus aux tiers durant les opérations d'élagage ou d'abattage que de ceux survenus à ses propres ouvriers et pour ces derniers dans les conditions fixées par la loi de 1898 sur les accidents du travail.

§ 2. — LES ARBRES ENTRENT-ILS DANS « LES CHOSES » VISÉES PAR L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL

L'article 1384 vise les « choses » et l'usage de ce mot, le plus vaste et le plus vague à la fois qui puisse être employé semble indiquer qu'il s'agit ici d'une règle applicable aux espèces les plus nombreuses possibles.

A. — *Meubles et immeubles.*

Pourtant la question s'est posée de savoir si l'article 1384 s'appliquait aux immeubles. Cette question est capitale en

2. Trib. Soissons, 18 octobre 1933. *Gaz. Pal.*, 1933, 2, 881.

notre matière, car l'arbre, du moins tant qu'il est sur pied, est un immeuble. La jurisprudence a tout d'abord restreint l'application de l'article 1384 aux seules choses mobilières, les immeubles étant régis exclusivement par l'article 1386 (Cass., 26 juin 1924. S. 1925-1-65). D'après ce système, l'article 1384 ne serait donc pas applicable aux arbres qui sont des immeubles.

Une telle conséquence est excessive : L'article 1384 édicte une responsabilité générale du fait des choses. Il est tout à fait certain que dans la langue juridique le mot chose, le plus vaste et le plus vague qui puisse être employé, désigne à la fois meubles et immeubles (voir notamment art. 714; 1582; 1713 du Code civ.). D'autre part, l'article 1386, d'après les termes même dont il se sert (ruine, vice de construction) vise uniquement les dommages provenant de la ruine des bâtiments et non les dommages causés par les immeubles en général.

Il faut ajouter que la distinction des meubles et des immeubles, purement juridique, n'a rien à faire en matière de responsabilité. Quand un dommage est causé par le fait d'une chose, on ne voit pas en quoi la nature mobilière de cette chose pourrait avoir une influence sur la question de responsabilité à résoudre. « En particulier
« dans le cas qui nous occupe, la non-application absolue
« de l'article 1384 aux immeubles aurait les conséquences
« les plus singulières, les plus inattendues : une branche
« entièrement détachée de l'arbre est devenue chose mobilière ; une branche cassée, mais tenant encore au tronc
« par quelques-unes de ses fibres sera demeurée immeuble.
« De la sorte l'article 1384 s'appliquerait ou non, suivant
« que le dommage a été causé après ou avant la rupture
« de la branche. » Une telle solution serait absurde.

La loi du 7 novembre 1922 qui a modifié l'article 1384 nous apporte un argument supplémentaire. Cette disposition nouvelle a pour but de dégager les propriétaires de maisons de la responsabilité qui fait peser sur eux, en cas d'incendie, la présomption de faute de l'article 1384. Si la disposition exceptionnelle vise les immeubles, il est évident que la règle générale doit les concerner également.

A l'heure actuelle, la Cour de cassation a abandonné cette distinction entre meubles et immeubles et admet dans tous les cas la responsabilité de l'article 1384 (Requêtes, 6 mars 1928. S. 1928-1-225, note de M. Hugueney). Dans ses arrêts les plus récents, la Cour de cassation a même supprimé l'expression chose mobilière pour y substituer le mot chose tout court, indiquant bien par là qu'elle ne fait plus de différence entre les meubles et les immeubles.

B. — *Choses dangereuses et non dangereuses.*

Une autre difficulté s'est présentée : l'article 1384 fait appel à l'idée d'une « garde » de la chose. N'est-il pas nécessaire, dans ces conditions, pour donner lieu à la responsabilité de l'article 1384, qu'il s'agisse d'une chose qui par sa nature même appelle la surveillance de ceux qui s'en servent ou qui en bénéficient ? La jurisprudence n'a pas fait tout d'abord cette distinction : c'est ainsi qu'en matière de dommages du fait des arbres, un arrêt de la Cour de Grenoble du 10 février 1892 précité, déclare une commune responsable de l'accident causé par la chute d'un arbre situé sur une place publique en vertu de l'article 1384 sans considérer si les arbres sont des « choses » qui donnent normalement lieu à une « garde ». La Cour de Limoges, dans un arrêt du 20 juin 1921 (D. 1922-2-50, note de

M. Lalou), invoque le même article à propos des dégâts occasionnés aux immeubles voisins par les feuilles qui obstruent les tuyaux de descente.

Puis, à la suite de MM. Planiol et Ripert ¹, la Chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 21 février 1927 (D. 1927-1-97) a admis une distinction entre les choses qui comportent une garde à raison des dangers qu'elles peuvent faire courir à autrui et celles qui n'en impliquent pas : dans ce système, la victime du dommage ne peut invoquer l'article 1384 qu'à la condition que la chose en question soit de celles qui, normalement, doivent être « gardées ».

En ce qui concerne les chutes d'arbres et les responsabilités qui en découlent, la question de savoir si l'article 1384 est applicable peut donc être ramenée, d'après cette jurisprudence, à cette autre : doit-on considérer les arbres comme des choses qui, du point de vue de leur chute, donnent normalement lieu à une garde ?

M. Demogue qui, dans son *Traité des obligations* (t. V, pp. 318 et 371) a étudié la question de la responsabilité du fait des arbres, a fait la distinction suivante : ou il s'agit d'un arbre abandonné, à lui-même, d'un arbre d'une forêt, et son propriétaire n'a à répondre des dommages causés par sa chute qu'aux termes de l'article 1382, c'est-à-dire que la victime doit prouver la faute du propriétaire, ou bien on est en présence d'un arbre de parc, de jardin, qui est planté, dirigé, émondé de la main de l'homme, d'un arbre soumis en quelque sorte à la surveillance de l'homme, le travail humain s'ajoutant à l'œuvre de la

1. Note de M. Planiol au Dalloz, 1914, 2, 274. Note de M. Ripert au Dalloz, 1925, 1, 5.

nature, et dans ce cas l'article 1384 trouve tout naturellement son application ¹.

Pour M. Mestre ² tous les arbres plantés sur les fonds riverains des voies publiques doivent-ils être considérés comme donnant lieu à une garde : « Il appartient, dans ce cas, au propriétaire de veiller à ce que ses arbres ne causent aucun dommage à la voie publique ni aux divers usagers qui s'en servent. Il y a là, à sa charge, une contrepartie toute naturelle des avantages qu'il retire du voisinage immédiat de la voie... » En somme, le voisinage de la voie publique peut être considéré comme faisant peser sur le propriétaire du terrain boisé une mission générale de surveillance et de garde en vertu de laquelle il sera présumé responsable lorsque des dégâts seront résultés du fait des arbres.

La jurisprudence n'a pas semblé tout d'abord suivre ces savants auteurs, elle s'est refusée à considérer les arbres comme susceptibles d'une garde, d'une surveillance, dans certaines hypothèses. Un arrêt du tribunal de la Seine du 26 juin 1928 (*Gazette Palais*, 1928-2-550), déclare que les arbres, inoffensifs par eux-mêmes, ne rentrent en aucun cas dans la catégorie des choses dangereuses et qu'en conséquence l'État, propriétaire d'un terrain planté d'arbres, ne saurait être déclaré responsable, en vertu de l'article 1384, du dommage causé à une compagnie de chemins de fer par la chute d'un arbre sur la voie ferrée. Or, la voie ferrée peut, en somme, être assimilée à une voie publique.

Depuis lors, un nouveau renversement de jurisprudence s'est produit : dans un arrêt célèbre des Chambres Réunies du 13 février 1930 (*Jeandheur*, S. 1930-1-121) qui marque le retour à la jurisprudence primitive, la Cour de cassation

1. Demogue, art. cité, p. 349-350.

2. Mestre, art. cité, p. 411.

a repoussé toute distinction entre les choses soumises à la nécessité d'une garde à raison des dangers qu'elles peuvent faire encourir et les autres. Des critiques avaient, en effet, été adressées à cette distinction. Comment, en effet, reconnaître une chose dangereuse d'une chose inoffensive ? Une chose normalement inoffensive peut, dans certains cas, devenir dangereuse. Par exemple, un objet qui est placé sur le bord d'une fenêtre, un simple pot de fleurs qui n'est pas en soi-même une chose dangereuse, peut le devenir s'il est mal placé ou si, sous l'influence d'un coup de vent, il tombe sur la tête d'un passant.

On ne distingue pas, pour la responsabilité du fait des animaux suivant qu'il s'agit d'un animal normalement inoffensif ou d'un animal dangereux. Il n'y a donc pas de raison de faire la distinction pour les choses.

En présence de ces critiques, la Cour de cassation a abandonné dans le célèbre arrêt Jeandheur le critérium fondé sur le caractère dangereux de la chose, elle a levé en quelque sorte la dernière barrière qui s'opposait à la responsabilité du fait des choses. Dans les arrêts postérieurs, on ne retrouve plus la formule ancienne aux termes de laquelle la chose doit être soumise à la nécessité d'une garde. Désormais, la jurisprudence applique l'article 1384 aux choses les plus diverses, « dangereuses ou non », comme dit un arrêt de la Cour de Paris, du 8 janvier 1932 (D. 1933-2-69). Il n'y a donc rien d'étonnant de voir dans des jugements postérieurs à l'arrêt Jeandheur l'article 1384 appliqué aux dommages causés par la chute des arbres (Hazebrouck, 14 janv. 1931. *Gazette Palais*, 1931-1-243. Paris, 19 février 1931. *Gazette Tribunaux*, 1931, p. 305. Colmar, 21 juin 1932, Sirey 1932-2-197. Dijon, 15 mars 1933. *Gazette Palais*, 1933-1-1022).

§ 3. — QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR FAIT DES ARBRES

Une dernière question se pose relativement à l'application de l'article 1384 aux arbres. Que faut-il entendre par fait des arbres ou, en général, par fait des choses ?

A. — *Fait de la chose et fait de l'homme.*

Dans une première interprétation restrictive, les tribunaux avaient fait une distinction entre les accidents, suivant que la chose était ou non dirigée par l'homme. Il y avait dans cette opinion fait de la chose et dès lors application de l'article 1384 lorsque le dommage était causé par la chose, indépendamment de toute intervention humaine. Il y avait, au contraire, fait de l'homme et responsabilité au titre de l'article 1382 lorsque, au moment de l'accident, la chose était sous l'action de l'homme. En conséquence, dans le cas qui nous intéresse, il y avait application de l'article 1384 et dès lors présomption de responsabilité lorsque la chute des arbres ou des branches était due à la vétusté ou à la violence du vent ; si au contraire l'accident se produisait au cours d'opérations d'abattage ou d'élagage, il y avait fait de l'homme, car, dans ces hypothèses, les arbres étaient en quelque sorte sous la direction de l'homme et la responsabilité du gardien des arbres ne pouvait être mise en jeu qu'en vertu des articles 1382 et 1383 ; la victime devait donc, dans ce cas, prouver une faute ou une négligence à la charge du gardien.

Mais cette interprétation, trop restrictive, de l'article 1384, aboutissait à écarter la plupart du temps la présomption de responsabilité dans les cas où elle se justifie le mieux : les accidents d'automobiles devenus si

fréquents aujourd'hui ; en effet, l'automobile étant dirigée par l'homme, il y avait tendance à ne pas appliquer l'article 1384 et à obliger la victime à faire la preuve d'une faute commise par le conducteur. Un tel résultat était désastreux, aussi la jurisprudence n'a-t-elle pas tardé à abandonner cette interprétation. Dans un arrêt du 29 juillet 1924 (D. 1925,1-5, note de M. Ripert), la Cour de cassation a appliqué l'article 1384 au cas de l'automobile en marche. Cet arrêt n'a d'ailleurs pas réussi à fixer la jurisprudence et la Cour de cassation a dû, dans l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930 (Jeandheur), affirmer de nouveau de la façon la plus nette, que « la loi, pour la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ».

En ce qui concerne les arbres, il n'y a donc plus à faire de distinction suivant que la chute de l'arbre ou de la branche qui a causé l'accident est dû à des causes naturelles (vétusté-vent) ou à de fausses manœuvres durant les opérations d'abattage ou d'élagage.

B. — *Fait actif et fait passif de la chose.*

Le dommage doit être causé par une chose, dit l'article 1384 ; est-ce à dire que le seul fait que la chose, l'arbre dans le cas qui nous intéresse, ait joué un rôle dans la réalisation du dommage suffise à entraîner l'application de l'article 1384 ? N'est-il pas nécessaire que ce rôle ne soit pas purement « passif », ne faut-il pas qu'il y ait intervention active de la chose ? Autrement dit, celui qui se heurte à une chose à l'état d'inertie peut-il invoquer la présomption de responsabilité de l'article 1384 ? Il semble que la Cour de cassation entend que soit seul présumé res-

ponsable le gardien dont la chose a joué un rôle actif dans le dommage et non celui dont la chose n'a joué qu'un rôle passif. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Chambre des Requêtes du 1^{er} mai 1930 (*Revue des Assurances*, 1930, p. 906) qui, dans le cas de collision de deux voitures dont l'une était à l'arrêt, a condamné formellement l'application de la présomption de responsabilité de l'article 1384 à la voiture arrêtée. Cette décision a été confirmée par un deuxième arrêt en date du 20 mars 1933 (S. 1933-1-257, note Mazeaud). Il faut enfin signaler un arrêt de la Cour de Paris du 17 novembre 1933 (*Gazette Palais*, 1933, 1, p. 80), particulièrement explicite sur la question : « Lorsque le rôle de la chose, est-il dit dans cette décision, est purement passif, elle ne saurait engager de plein droit la responsabilité de son gardien ; il est évidemment nécessaire que le contact dommageable de la victime avec la chose soit le résultat d'un mouvement, d'un déplacement, de l'action destructive ou nocive de la chose, et non du fait volontaire ou inconscient de la victime. »

En ce qui concerne les arbres, quelles seront les conséquences de l'application de tels principes ¹ ? Si le dommage est causé par le fait même de la chute de l'arbre, pas de difficultés, nous sommes bien en face d'un fait actif de la chose, le gardien de l'arbre sera présumé responsable en vertu de l'article 1384, sauf à prouver la faute de la victime pour dégager sa responsabilité. Si, au contraire, l'accident provient du fait de la présence d'un arbre abattu au travers de la route, il semble que, dans ce cas, il n'y a pas lieu à application de la présomption de responsabilité de l'article 1384 contre le gardien de l'arbre, car nous nous

1. Demogue, art. cité, p. 354-355.

trouvons en présence d'un fait passif de la chose nettement caractérisé¹. D'ailleurs, la plupart du temps, la victime (automobiliste ou motocycliste) pourra, dans ce cas, prouver une faute du gardien de l'arbre abattu au travers de la route (défaut d'éclairage de l'obstacle — retard apporté à enlever l'arbre jeté à bas par la foudre), et pourra ainsi se placer sur le terrain d'application des articles 1382 et 1383. Il y aura alors responsabilité partagée, car d'après l'interprétation jurisprudentielle de l'article 31 du Code de la route, tout automobiliste ne doit circuler qu'à une vitesse telle qu'il lui soit toujours possible de s'arrêter dans le rayon de sa visibilité (Douai, 9 fév. 1932. S. 1932-2-120. Riom, 18 déc. 1930, S. 1931-2-141. Tribunal de Lille, 30 janv. 1933. *Gazette Palais*, 1933, p. 672).

Il faut cependant signaler que cette distinction du fait passif et du fait actif n'est pas acceptée d'une façon unanime par la jurisprudence, c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris du 19 février 1931², antérieur il est vrai à l'arrêt précité de la même Cour, a appliqué la présomption de responsabilité de l'article 1384 contre le propriétaire d'un arbre abattu durant la nuit au travers de la route et contre lequel s'était écrasé un motocycliste, il s'agissait pourtant bien en l'espèce d'une chose à l'état d'inertie (dans le même sens, Cass. Requêtes, 28 avril 1931. D. H. 31, p. 317).

§ 4. — CONDITIONS AUXQUELLES LE GARDIEN DES ARBRES PEUT S'EXONÉRER DE SA RESPONSABILITÉ

Cette question est étroitement liée à celle du fondement de la responsabilité du fait des choses. Il y a deux con-

1. Bordeaux, 17 décembre 1931. *Rev. de droit civil.*, 1932, p. 422.

2. Paris, 19 février 1931, *Gaz. Trib.*, 1931, 1^e semestre, 2, 305.

ceptions entre lesquelles hésite la doctrine quant au fondement de cette responsabilité : celle d'après laquelle cette responsabilité repose sur une présomption de faute à la charge du gardien et celle d'après laquelle la responsabilité du fait des choses a pour fondement le risque créé.

Si l'on fait reposer la responsabilité de l'article 1384 sur une présomption de faute à la charge du gardien, il est logique que ce dernier s'affranchisse de sa responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute ou que le dommage est dû à une cause inconnue qu'il n'a pu ni prévoir ni empêcher. Si, au contraire, on fait reposer cette responsabilité du fait des choses sur le risque créé, le gardien sera responsable dans tous les cas, à moins qu'il ne démontre que l'accident provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, en un mot que l'accident est dû, soit à la faute de la victime, soit à un cas de force majeure.

La jurisprudence a commencé par admettre la première théorie dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 avril 1913 (D. 1913-1-427) ; cet arrêt décide que le gardien de la chose peut détruire la présomption de faute qui pèse sur lui en prouvant non seulement la force majeure ou la faute de la victime, mais encore en démontrant que l'on est dans l'impossibilité d'établir quelle est la véritable cause de l'accident ou qu'il n'a commis aucune faute.

Mais cette jurisprudence ne devait pas durer : la Chambre civile, dans un arrêt du 16 novembre 1920 (D. 1920-1-169) a nettement pris parti pour la seconde théorie. Elle décide que « la présomption de faute de l'article 1384 ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure, ou d'une cause étrangère qui ne soit pas imputable au gardien. » « Il ne suffit, dit-elle, de prouver que le gardien n'a commis aucune faute, ni que la cause du

dommage demeure inconnue, il faut démontrer que l'accident est dû à une cause absolument étrangère au gardien lui-même. »

Cette formule de l'arrêt de 1920 a été reprise dans l'arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930 précité (Jeandheur). Pour bien marquer la position qu'elle prenait désormais, la Cour de cassation a apporté dans cet arrêt une modification à la formule traditionnelle, modification qui a son importance, surtout en ce qu'elle manifeste une volonté très nette de prendre parti. Les arrêts antérieurs parlaient de présomption de faute établie par l'article 1384, l'arrêt de 1930 y a substitué la formule « présomption de responsabilité » entendant bien signifier par là qu'il s'agit d'autre chose qu'une présomption de faute qui peut être plus facilement combattue.

En notre matière des arbres, il ne suffira donc pas au propriétaire de prouver, pour échapper à sa responsabilité, qu'il n'a commis aucune faute, que la vétusté des branches ou des troncs pouvait échapper à l'attention de l'observateur le plus attentif, du propriétaire le plus diligent.

Dans ces conditions, quels sont les faits qui peuvent exonérer le gardien ?

D'après la jurisprudence de la Cour de cassation, la présomption de responsabilité qui pèse sur le gardien ne peut tomber que si celui-ci prouve que le dommage provient soit d'une faute de la victime, soit d'un cas fortuit ou de la force majeure.

L'hypothèse de la *faute de la victime* offre peu de difficultés : toutefois cette faute n'est une cause d'exonération complète que si elle est exclusive, c'est-à-dire que si, en l'absence de cette faute, l'accident ne se serait pas produit, cette condition sera réalisée dans le cas de l'arbre qui, en

s'abattant, a tué les occupants d'une automobile, mais dont la chute n'a été causée que par le choc que lui a porté l'automobile des victimes qui s'est jetée contre lui. Si, au contraire, la faute de la victime laisse subsister une certaine responsabilité du gardien, il y aura responsabilité partagée : le tribunal diminuera dans une proportion fixée par lui l'indemnité due à la victime sans exonérer complètement le gardien.

Le cas fortuit ou force majeure est plus délicat à déterminer : la jurisprudence entend par là un fait inévitable, irrésistible, de provenance externe à la chose et qui serait la véritable cause de l'accident.

Certains auteurs, M. Jossierand en particulier, ont distingué le cas fortuit de la force majeure : la force majeure résultant d'un fait extérieur à la chose, le cas fortuit étant au contraire l'événement qui se produit à l'intérieur de la chose, le vice propre de la chose. La force majeure exonère, mais non le cas fortuit ainsi entendu.

Il convient de signaler tout de suite que cette distinction n'a pas de fondement dans les textes. Le Code civil emploie souvent les deux expressions, cas fortuit et force majeure comme synonymes, notamment dans les articles 1148, 1348, et 1733. La jurisprudence ne fait pas de distinction non plus au point de vue de la terminologie.

Seulement, si on peut confondre, au point de vue terminologie, les mots cas fortuit et force majeure, les solutions proposées par les auteurs qui font la distinction sont exactes : seul dégagera de toute responsabilité le fait inévitable et irrésistible, extérieur à la chose, que le gardien a été dans l'impossibilité absolue de prévoir ou d'empêcher. Il en sera ainsi, en ce qui concerne les arbres, au cas où une tempête, la foudre, un cyclone, une inondation,

une avalanche, un glissement de terrains auraient entraîné la chute de l'arbre ou une rupture de branche. Au contraire le vice propre de la chose, quoique non apparent, quoique imprévisible, ne dégage pas le gardien de sa responsabilité; c'est ainsi que le propriétaire de l'arbre qui s'est abattu sur le bord de la route démontrera vainement que par son aspect extérieur l'arbre atteint de pourriture paraissait sain et solide, il n'en sera pas moins déclaré responsable (Grenoble, 10 fév. 1892, S. 93-2-205. Paris, 10 déc. 1921, *Gazette Palais*, 1922-1-70. Hazebrouck, 14 janvier 1931, *Gazette Palais*, 31-1-243. Colmar, 21 juin 1932, S. 1932-2-197).

C'est au gardien de l'arbre qu'il appartiendra de faire la preuve du cas de force majeure sur lequel il prétend se fonder pour dégager sa responsabilité. Par exemple en cas de bourrasque, il devra établir que la violence du vent présentait une intensité insolite dans la région considérée. Cette preuve pourra être souvent difficile et prêter à des controverses. Mais si le propriétaire n'arrive pas à la fournir, sa responsabilité demeurera engagée aux termes de l'article 1384 (Colmar, 21 juin 1932, *précité*).

SECTION V

Le fondement de la responsabilité des propriétaires du fait de leurs arbres.

Il s'agit ici, en réalité, d'étudier le fondement de la responsabilité du fait des choses dont la responsabilité du fait des arbres n'est qu'un cas particulier.

Dans l'état actuel de la jurisprudence, cette responsabilité n'est plus, semble-t-il, fondée sur l'idée de présomption de faute, puisque le gardien de la chose ne peut pas

dégager sa responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du dommage est inconnue : à la notion de faute paraît donc se substituer celle de risque. Une nouvelle théorie se fait jour, la théorie de la responsabilité objective : le gardien d'une chose doit réparer le dommage causé par cette chose, sans qu'on ait à se préoccuper de savoir s'il a ou non commis une faute, uniquement parce qu'il profite de cette chose : les risques sont la contre-partie du profit. Toutefois, la jurisprudence ayant ainsi interprété l'article 1384 a d'abord voulu en restreindre l'application : c'est la période de la fameuse distinction suggérée par MM. Planiol et Ripert du fait des choses dangereuses régies par l'article 1384 désormais à base de risque et des choses non dangereuses qui restent soumises aux articles 1382 et 1383 à base classique de faute. Puis dans son arrêt célèbre des Chambres Réunies du 13 février 1930 la Cour de cassation a abandonné toute distinction : désormais la présomption de responsabilité (c'est le terme propre de l'arrêt qui ne parle plus de présomption de faute et manifeste ainsi la volonté très nette de la Cour de prendre parti) s'applique à toutes choses. C'est la notion de risque définitivement substituée dans tous les domaines de la responsabilité du fait des choses à la vieille notion classique de faute. La Cour n'a pas cependant osé prononcer le mot de risque ; « qu'importe, dit M. Josserand, ce n'est là qu'un artifice de juriste destiné à masquer la réalité juridique qui est la notion du risque ».

Ce dernier arrêt a donc été accueilli avec faveur par les tenants de la responsabilité objective : « il assure, dit « toujours M. Josserand, la sécurité juridique de l'homme « aux prises avec des choses toujours plus nombreuses et « plus redoutables : la dernière étape est achevée, la res-

« responsabilité objective est substituée à la responsabilité
« subjective en ce qui concerne le fait des choses... il était
« d'ailleurs grand temps d'asseoir cette responsabilité sur
« une base plus large et plus solide qui donne aux victimes
« des dommages inhérents à une activité toujours accrue et
« toujours plus scientifique une complète sécurité juridique... »

Il est toutefois permis de regretter une telle extension de l'article 1384, l'abandon de la distinction des choses dangereuses et non dangereuses a eu pour résultat de déplacer le centre de la responsabilité délictuelle : elle le transporte de l'article 1382 à l'article 1384. « Elle vide le premier au profit du second. » En effet, quand y aura-t-il désormais responsabilité du fait personnel de l'article 1382 à base de faute ? « Il n'est pour ainsi dire pas d'accident matériel où le dommage ne soit causé par le fait d'une chose. » « Même si je frappe avec la main, dit M. Ripert en poussant la théorie à ses extrêmes limites, la bague que je porte au doigt peut augmenter la rudesse du coup et entraîner l'application de l'article 1384. Il faudrait supposer une collision entre deux individus pratiquant le nudisme intégral pour qu'il y ait lieu à application de l'article 1382. » Il faut cependant remarquer que la distinction du fait passif et du fait actif de la chose qui semble devoir être adoptée par la jurisprudence tend à redonner de l'importance à l'article 1382 en ce qui concerne le fait passif de la chose.

Pour M. Capitant également, une telle extension de l'article 1384 ne constitue pas un progrès. « L'équilibre sagement établi par le Code civil est rompu, dit le savant auteur, son système est vraiment bouleversé. En décidant que l'individu est responsable de plein droit de tout dommage qui paraît causé par le fait d'une chose inanimée

quelle qu'elle soit, la Cour de cassation fait peser sur l'homme un risque trop lourd contre lequel il ne peut se prémunir que par l'assurance. » Un tel système paralyse l'esprit d'initiative : personne n'osera plus rien faire, puisque la plus grande diligence ne mettra pas à l'abri de la responsabilité, un tel système aboutit forcément au fatalisme : fatalisme de la part de la victime éventuelle qui ne prendra plus de précautions, puisque tout dommage sera automatiquement réparé, fatalisme de la part du gardien de la chose qui ne pouvant, malgré la preuve de sa diligence, dégager sa responsabilité prendra son parti et considérera qu'il n'a plus qu'à payer une prime d'assurance : c'est la disparition du sens de la responsabilité individuelle et la marche vers la socialisation de la responsabilité : les risques de la chose doivent être la contre-partie du profit que procure cette chose... « Nous ne serions pas étonné, dit M. Capitant, qu'un jour prochain le législateur dût intervenir. »

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES ARBRES DES PERSONNES PUBLIQUES CRUS SUR LE SOL DES ROUTES ET CHEMINS

SECTION I

Du caractère d'ouvrage public des arbres des routes et chemins.

Les dommages causés par les arbres des personnes publiques crus sur le sol des routes et chemins sont-ils des dommages de travaux publics de la compétence du Conseil de Préfecture, autrement dit ces arbres sont-ils des **ouvrages publics** ?

Pour le Conseil d'État l'affirmative **ne** fait aucun doute : la haute juridiction administrative considère en effet ces arbres comme des dépendances du domaine public du fait de leur incorporation à la voie publique. C'est précisément à l'occasion de dommages causés par les arbres que le Conseil d'État s'est prononcé sur la question de domanialité et sur le caractère d'ouvrage public de ces plantations (Cons. d'État, 28 déc. 1928, Lacassagne), (16 mai 1930, Lussagnet). La Cour de cassation, au contraire, repousse le caractère de domanialité publique de ces arbres, du fait de la présence sur ces mêmes routes et chemins d'arbres appartenant à des particuliers (Cf. *supra* : Le régime de la propriété des arbres). Mais même considérées comme dépendances du domaine privé, les plantations des routes et

chemins semblent devoir être qualifiées d'ouvrages publics et les tribunaux judiciaires doivent se déclarer incompétents pour en apprécier les dommages. En effet, dans l'état actuel de la jurisprudence, doit être considéré comme ouvrage public « tout immeuble aménagé pour le compte d'une administration publique en vue d'un but d'utilité générale ». D'une telle définition, il résulte que la notion d'ouvrage public est singulièrement plus étendue que celle de domaine public et si toute dépendance immobilière du domaine public possède virtuellement le caractère d'ouvrage public (Conflits, 16 janv. 1911, Rozan) la réciproque n'est pas vraie. C'est ainsi que les auteurs qui n'admettent pas que les bâtiments des services publics font partie du domaine public considèrent au contraire ces bâtiments comme des ouvrages publics du fait de leur affectation à l'utilité générale et, d'autre part, la jurisprudence, partant des mêmes principes, reconnaît aux chemins ruraux non reconnus le caractère d'ouvrages publics (Cons. d'État, 13 nov. 1908, 25 oct. 1917).

Dans ces conditions, il semble que même estimés dépendances du domaine privé, les arbres des routes et chemins doivent être qualifiés d'ouvrages publics¹. En effet, ils répondent indiscutablement à la définition de l'ouvrage public dégagée par la jurisprudence : ce sont des immeubles aménagés pour le compte d'une administra-

1. Il faut cependant signaler que, dans le passé, on trouve un certain nombre de décisions émanées de juridictions de l'ordre judiciaire devant lesquelles l'action en responsabilité avait été portée (Paris, 20 août 1877, Sirey, 1877-2-48 : cas d'un maçon blessé par la chute d'un des arbres bordant un boulevard de Châlons. Grenoble, 10 février 1892. Sirey, 1893-2-306 : cas d'un particulier blessé par la chute d'un marronnier par temps calme sur une place de la Tour-du-Pin). C'est qu'en effet l'idée d'ouvrage public avec compétence exclusive du Conseil de Préfecture est une idée relativement récente.

tion publique, État, département, commune, suivant la voie, en vue d'un but d'utilité générale : l'existence d'arbres sur les routes et chemins est, en effet, utile tant au point de vue de l'embellissement et de la commodité des voies, qu'au point de vue même de leur conservation et de leur viabilité, donnant de l'ombre l'été, indiquant l'hiver la voie par temps de neige.

Dès lors, les dommages qui se produiront à l'occasion des arbres seront des dommages de travaux publics de la compétence du Conseil de Préfecture en premier ressort, du Conseil d'État en appel, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 Pluviôse, an VIII.

Mais le terme de dommages de travaux publics, employé pour légitimer la compétence du Conseil de Préfecture, sert en réalité à désigner deux catégories de préjudices d'une nature bien différente : d'une part, le *dommage permanent* se présentant comme un inconvénient anormal tenant au voisinage d'un ouvrage public, souvent inséparable de son existence et entraînant une dépréciation durable d'un immeuble, d'autre part, *l'accident* qui se manifeste par l'atteinte brusque à l'intégrité physique d'une personne ou d'une chose, meuble ou immeuble, entraînant une blessure ou une détérioration. Le dommage permanent implique la responsabilité de plein droit de l'administration, il est de la catégorie des dommages causés sans faute pour lesquels l'indemnité se fonde sur le principe de l'égalité de tous devant les charges publiques. L'accident, au contraire, n'est nullement la conséquence nécessaire de l'ouvrage public, il est dû à une faute de l'administration, sauf à savoir si cette faute est assez importante pour qu'il soit juste d'allouer une indemnité.

Il convient d'appliquer aux dommages causés par les

arbres des voies publiques cette distinction entre les accidents et les dommages permanents.

SECTION II

Les accidents de travaux publics causés par les arbres crûs sur le sol des routes et chemins.

Ces accidents peuvent se produire au cours des opérations d'élagage ou d'abattage des arbres, ils peuvent aussi résulter d'un défaut d'entretien des plantations.

§ 1. — ACCIDENTS CAUSÉS PAR LA CHUTE DES BRANCHES OU DES ARBRES EUX-MÊMES, EN DEHORS DE TOUTE INTERVENTION DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION.

Les chutes d'arbres des voies publiques peuvent occasionner des dommages soit aux passants, soit aux véhicules circulant sur les routes et chemins, soit même aux propriétés riveraines de ces voies. Il semble qu'il n'y ait point, en ce qui concerne la responsabilité de l'administration propriétaire des arbres, à faire de distinction entre ces divers dommages, puisque dans tous les cas il s'agit d'accidents, c'est-à-dire de dommages pour lesquels la responsabilité de l'administration repose sur l'idée de faute. Certains auteurs ¹ ont cependant soutenu qu'en ce qui concerne le préjudice causé aux immeubles, il n'y avait pas lieu de distinguer le dommage permanent et l'accident : il suffisait dans ce cas, à la victime, pour être indemnisée, d'établir un rapport de causalité entre le dom-

1. Rouast. *Du fondement de la responsabilité des dommages causés aux personnes par les travaux publics.*

Mestre. Note sous Cass. circ., 27 novembre 1918, *Cie des Tram. de Nice*, Sirey, 1921-1-353.

mage et l'ouvrage public sans avoir à prouver à la charge de l'administration, une négligence, un défaut de précaution assez important pour engager sa responsabilité. C'est là, semble-t-il, une anomalie choquante : la théorie des accidents de travaux publics fondée sur la faute de service doit s'appliquer aux immeubles aussi bien qu'aux personnes et aux choses mobilières. En effet, quand l'administration, dépassant son droit, a causé un accident, pourquoi dispenser d'une preuve qu'il est possible de faire le propriétaire foncier et non l'individu blessé ou le propriétaire de choses mobilières. Il y aurait quelque chose de choquant à protéger la propriété immobilière mieux que la personne humaine contre les risques d'accidents auxquels l'une et l'autre sont exposées par leur nature, et l'inégalité apparaîtrait comme scandaleuse si des immeubles ou des personnes avaient à souffrir d'un même accident. D'ailleurs, un arrêt récent du Conseil d'État, bien caractéristique à ce point de vue, applique formellement la notion de faute au dommage causé à un immeuble par un accident de travaux publics, il s'agit précisément en l'espèce d'un arbre bordant une voie publique qui est tombé sur la maison d'un particulier et l'a détériorée (Cons. d'État, 5 mai 1933, Lévy-Sirey, 1934-3-38). Le Conseil d'État, loin de se contenter, pour allouer une indemnité, de constater l'existence du dommage résultant de la chute de l'arbre, recherche à quoi cette chute est due, exactement dans les mêmes termes que pour les accidents de personne : « Considérant, dit l'arrêt, que les personnes publiques sont responsables des dommages causés, notamment par le défaut d'entretien..... que l'arbre qui est tombé sur la maison du sieur Lévy à Papeete, présentait à la suite du sectionnement de ses racines, effectué plusieurs années

auparavant, au cours d'un travail de voirie, un défaut de résistance de nature à faire présager sa chute : que le fait que l'administration n'a pas pris les mesures nécessaires pour prévenir les conséquences possibles de cette chute, constitue un défaut d'entretien de nature à engager sa responsabilité... » Il est difficile, en présence de termes aussi formels, de soutenir que le Conseil d'État se borne, en matière d'accidents de travaux publics atteignant un immeuble, pour le droit à réparation, à rechercher un lien causal entre le préjudice et l'ouvrage public, en dehors de toute faute de l'administration ¹.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que toute faute de l'administration dans l'entretien de l'ouvrage public n'est pas en soi un fait de nature à engager automatiquement sa responsabilité, il faut qu'il s'agisse, pour que soit engagée cette responsabilité, d'un défaut d'entretien présentant un caractère anormal, c'est-à-dire d'une certaine gravité par rapport à l'entretien normal tel qu'il doit être envisagé pour assurer au public un usage normal de l'ouvrage conforme à sa destination. Si, par exemple, la chute d'un arbre d'une voie publique a été provoquée par une simple déchirure interne que rien ne décelait au regard, et qui devait nécessairement échapper aux investigations des agents de l'administration, on ne peut reprocher à cette dernière de n'avoir pas obvié à cette menace de chute et elle ne sera pas responsable des dommages survenus dans de telles conditions (Cons. d'État, 20 mars 1926, Grimaud, *Revue de Droit Public*, 1926, p. 261. 29 mars 1933, Dalang. R. p. 376).

1. Adde, Conseil d'Etat, 2 mars 1928. Baussard, S., 1929-3-20. Conseil d'Etat, 29 mars 1933. Sieur Dalany. R. p. 376. *contra*. Conseil d'Etat, 15 décembre 1932. Préfet de la Haute-Garonne, S. 1934-3-38.

Si c'est, au contraire, à un fonctionnement anormalement défectueux du service chargé de la garde de l'ouvrage public qu'est dû l'accident, la responsabilité de l'administration jouera. Il en sera ainsi si l'accident est dû à une insuffisance d'entretien « anormale, nettement caractérisée. » C'est précisément cette situation qui se présente dans l'arrêt Lussagnet (Cons. d'État, 16 mai 1930— dans le même sens Cons. d'État, 2 mars 1928, Baussard). Dans cette affaire l'arbre tombé sur la voiture du sieur Lussagnet présentait une inclinaison très marquée de nature à faire présager sa chute. L'administration aurait dû faire abattre cet arbre : c'est sa négligence qui constitue le défaut d'entretien, générateur de responsabilité, car il est anormal que l'administration n'exerce pas une surveillance plus attentive sur les arbres vermoulus ou exagérément inclinés plus susceptibles de causer des accidents.

Pour dégager sa responsabilité des dommages causés par la chute des arbres des voies publiques, l'administration pourra invoquer la force majeure, c'est-à-dire la tempête qui abat les arbres. Mais, pour constituer un cas de force majeure, la tempête doit présenter un caractère de violence exceptionnelle. C'est ainsi que le Conseil d'État, au cas de chute d'un arbre produite par grand vent, a refusé de voir dans cette circonstance météorologique un cas de force majeure, car, en l'espèce, seul cet arbre avait été abattu par la tempête qui ne présentait donc pas le caractère irrésistible nécessaire à fonder la force majeure (Cons. d'État, 16 mai 1930, *précité*).

Au cas de dommages causés par la chute des branches, et non plus des arbres eux-mêmes, le Conseil d'État se montre plus réservé pour accorder une indemnité. En effet, « la chute d'une branche d'un arbre sain et solide,

survenant au cours d'une bourrasque, est un de ces risques normaux auxquels l'usager d'une route doit savoir qu'il s'expose lorsqu'il s'engage sur la voie » (Conclusions du Commissaire du Gouvernement Rivet dans l'affaire Grimaud). Mais si, par contre, même dans l'hypothèse de la chute d'une branche, on est en présence d'une situation vraiment anormale « aggravant le risque prévisible », c'est le cas par exemple d'une branche maîtresse présentant des signes évidents de pourriture, alors la responsabilité de l'administration jouera.

Il importe de déterminer contre quelle personne administrative la victime d'accidents causés par la chute des branches ou des arbres devra porter son action. D'après la jurisprudence du Conseil d'État, l'indemnité pour dommages de travaux publics est à la charge de l'administration propriétaire de l'ouvrage, alors même qu'elle n'aurait pas la direction du service de construction ou d'entretien : c'est ainsi que les communes sont responsables des dommages causés par les arbres des chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt public dont elles sont propriétaires, bien que ces voies soient entretenues par le service vicinal qui est un service départemental (Cons. d'État, 7 août 1909, Préfet de la Creuse. 22 juillet 1931, département des Hautes-Alpes). Un tel système qui fait supporter aux communes les fautes d'un service départemental est assez illogique (sur ce point Hauriou, note sous Cons. d'État, 7 août 1909, *précité*. Sirey, 1910-3-81).

§ 2. — ACCIDENTS SURVENUS AU COURS DES OPÉRATIONS
D'ÉLAGAGE OU D'ABATTAGE DES ARBRES CRUS SUR LE
SOL DES VOIES PUBLIQUES

Ces opérations d'élagage ou d'abattage sont effectuées

soit en régie par les agents de la voirie, soit par entreprise à la suite d'adjudication.

A. — *Elagage et abattage effectués par les services de voirie.*

Tout d'abord, les agents de l'administration eux-mêmes, les cantonniers qui sont des fonctionnaires, peuvent être victimes d'accidents lors des opérations d'élagage ou d'abattage des arbres. Mais, à l'égard de l'administration, les fonctionnaires ne sont pas des tiers : investis d'un statut légal, soumis à un régime juridique spécial, ils bénéficient, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions, victimes d'un accident, d'une organisation toute spéciale, celles des pensions civiles. Le fait que l'accident est dû à un travail public n'emporte pas dérogation à cette règle (Cons. d'État, 2 août 1907, ministre de la Guerre).

Quant aux accidents survenus aux tiers pendant l'exécution des travaux d'élagage ou d'abattage, ils sont dus, soit à l'emploi d'un procédé défectueux, soit à une négligence dans les opérations d'élagage ou d'abattage, soit enfin à une imprudence. Et cette maladresse, cette négligence dans l'exécution, cette imprudence constituent précisément la faute de service qui engage la responsabilité de l'administration devant le Conseil de Préfecture (Conflits, 10 nov. 1900, Espitalier, S. 1901-3-33).

Mais la chute des branches ou des arbres, au cours des opérations d'élagage ou d'abattage, outre des dommages aux propriétés voisines, peut causer à d'inoffensifs passants des blessures graves allant même parfois jusqu'à occasionner la mort ; on ne conçoit pas d'autre part, sauf le cas de force majeure, que de tels accidents aient pu se produire sans l'imprudence ou la négligence de quelqu'un.

Les éléments du délit d'homicide ou de blessure par

imprudence seront dans ces cas à peu près toujours réunis et la réaction qu'entraînera l'accident sera assez forte souvent pour que la responsabilité personnelle de l'agent soit recherchée et poursuivie pénalement (à condition naturellement qu'il n'y ait pas de faute anonyme).

L'agent, auteur de l'accident, pourra alors être poursuivi devant les tribunaux correctionnels et à l'action publique ainsi intentée la victime pourra joindre une action civile en dommages-intérêts ; le fait que le délit a été commis à l'occasion de travaux publics n'influe en rien sur cette action fondée sur l'article 1382 et suivants du Code civil et intentée conformément aux articles 2 et 3 du Code d'instruction criminelle. La Chambre criminelle de la Cour de cassation estime en effet que, si l'acte qui a causé l'accident présente les caractères d'un délit pénal, il constitue toujours une faute personnelle (Cass. crim., 15 mars 1923, Ville de Paris, S. 1923-1-187). La Chambre des requêtes et la Chambre civile ont sur ce point une jurisprudence différente, tout au moins en ce qui concerne les accidents survenus au cours des travaux effectués en régie — (pour les travaux effectués par entreprise ou concession, cf. *infra*, Cie des Tramways de Nice, S. 1921-1-353, note Mestre).

Mais la Chambre criminelle de la Cour de cassation va beaucoup plus loin. Elle décide, en effet, avec persistance que, lorsqu'un accident est survenu par suite d'une faute d'un agent constituant une infraction pénale, l'autorité judiciaire est compétente pour connaître de l'action dirigée contre l'administration (Cass. crim., 30 avril 1932, Adm. des P. T. T. D. H. 1932, p. 318). Elle fonde ce système sur cette affirmation que les articles 2 et 3 du Code d'instruction criminelle ayant lié le sort de l'action civile

et de l'action publique, ont par là même donné compétence aux tribunaux judiciaires à l'égard des personnes morales administratives citées comme civilement responsables des fautes de leurs agents. Ce système est complètement dénué de fondement : en effet, « les dispositions de l'article 1384 sur les relations de préposés à commettants sont de droit privé et ne déterminent ni les rapports de l'État avec les fonctionnaires, ni les conséquences juridiques que ces rapports peuvent produire entre les tiers et l'État » (Conflits, 8 fév. 1873, Blanco, S. 1873-2-153). C'est, d'autre part, un principe incontesté que la responsabilité des personnes morales administratives ne peut être examinée par les tribunaux de l'ordre judiciaire.

Le Tribunal des Conflits s'est d'ailleurs prononcé d'une façon catégorique sur cette question et a reconnu encore récemment que la responsabilité de l'administration, même pour délit commis par un de ses agents, ne peut être appréciée que par la juridiction administrative (Conflits, 26 mai 1924, veuve Lemetti, S. 1924-3-49, note Hauriou).

Si donc la victime du dommage estime qu'indépendamment de la faute personnelle de l'agent constituant une infraction pénale, l'administration est responsable de l'accident comme se rattachant directement à la présence de l'ouvrage public, elle pourra agir contre cette administration devant le Conseil de Préfecture. L'existence d'une action civile en réparation jointe à l'action publique déjà intentée contre l'agent devant le tribunal répressif ne peut influencer en quoi que ce soit cette action contre la personne publique portée devant la juridiction administrative (Cons. d'État, 22 mai 1912, veuve Augé-Chiquet, S. 1916-3-14). En effet, le système ancien d'après lequel la responsabilité de la puissance publique cessait en présence

de la responsabilité personnelle de son agent, d'après lequel la faute de service se définissait négativement par la faute personnelle a été abandonné par le Conseil d'État (Cons. d'État, 26 juillet 1918, Lemonnier). Désormais la haute juridiction administrative admet non seulement qu'à côté des faits constituant une faute personnelle peuvent se rencontrer d'autres faits constituant une faute de service (Cons. d'État, 3 fév. 1911, Anguet), mais aussi qu'à propos des mêmes faits peuvent coexister la faute personnelle d'un agent et la faute de service (Cons. d'État, 26 juil. 1918, Lemonnier, *précité*). D'autre part, un arrêt du 16 juillet 1914 (Babouet) a formellement décidé que le système du cumul de responsabilités est applicable à la matière des accidents de travaux publics.

Dans ces conditions, la victime d'un accident se rattachant directement aux opérations d'élagage ou d'abattage des arbres de la voie publique et constituant en même temps un délit de blessure par imprudence pour l'agent de l'administration auteur du dommage, disposera de deux actions tout à fait indépendantes : l'une fondée sur un quasi-délict civil et jointe ou non à une action repressive, l'autre fondée sur une faute de service en matière de travaux publics et de la compétence du Conseil de Préfecture.

La victime pourra exercer à son choix l'une ou l'autre de ces actions, elle pourra même les intenter toutes les deux et chacune des deux juridictions saisies résoudra la question qui lui est posée sans avoir à se préoccuper de la solution donnée par la juridiction de l'autre ordre.

Sur un seul point les décisions des juridictions administrative et judiciaire devront être mises d'accord : celui du montant de l'indemnité : le cumul des responsabilités ne doit pas entraîner le cumul des indemnités ; la victime n'a

droit qu'à une réparation intégrale du préjudice qu'elle a subi, et il appartient au juge administratif de prendre des mesures à cet effet. En pratique, le Conseil d'État n'accorde d'indemnité à la victime pour faute de service qu'à la condition que cette dernière subroge l'administration dans les droits résultant pour elle des condamnations déjà prononcées (Cons. d'État, 26 déc. 1926, Bodson) ou à prononcer ultérieurement (Cons. d'État, 9 nov. 1928, Rapin) par le tribunal correctionnel ou même par le tribunal civil contre l'agent pour faute personnelle.

B. — *Elagages et abattages effectués par un entrepreneur de travaux publics.*

La plupart du temps l'administration se décharge sur des entrepreneurs du soin d'effectuer les travaux d'élagage ou d'abattage de ses plantations des voies publiques.

Dans ce cas, comment sera engagée la responsabilité de l'entrepreneur ?

Vis-à-vis de ses ouvriers, ce dernier, au cas d'accidents survenus lors des travaux effectués sur les arbres sera responsable devant les tribunaux judiciaires dans les termes de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Vis-à-vis des tiers, il sera responsable des dommages causés dans les mêmes conditions que l'administration lorsqu'elle effectue elle-même les travaux. C'est ainsi que si l'accident est dû à une faute dans l'exécution du travail public, la victime demandera réparation des dommages à l'entrepreneur devant le Conseil de Préfecture, compétant en vertu de la loi du 28 Pluviôse, an VIII (Cons. d'État, 11 déc. 1929, Hotchkiss). Si, au contraire, l'accident est dû à une faute personnelle, soit de l'entrepreneur, soit d'un de ses ouvriers, la victime du dommage portera

son action devant les tribunaux judiciaires ; dans cette hypothèse, en effet, il n'y a plus accident de travaux publics puisque, par définition, la faute se détache nettement de l'exécution du travail. Par exemple, un ouvrier de l'entrepreneur d'élagage, en état d'ébriété, interpelle un particulier passant sur la route où sont effectués les travaux, le bouscule et le blesse : il est évident que dans cette hypothèse il ne peut s'agir d'accident de travail public.

Il faut cependant remarquer que pour les travaux publics exécutés par entreprise, la Cour de cassation, sans qu'il y ait lieu en ce cas de distinguer la jurisprudence de la Chambre criminelle de celle de la Chambre civile et de la Chambre des requêtes comme pour les travaux exécutés en régie, décide que la faute qui a causé l'accident entraîne automatiquement compétence des tribunaux judiciaires si elle présente les caractères d'un délit pénal, sans qu'il y ait lieu d'ailleurs de considérer si ce délit a donné lieu ou non à des poursuites (Cass. circ., 27 nov. 1918, Cie des Tramways de Nice, S. 1921-1-353, note de M. Mestre). Or, en fait, les éléments du délit de blessure par imprudence seront à peu près toujours réunis dans les cas d'accidents atteignant des personnes, ainsi qu'on l'a déjà expliqué.

Une telle jurisprudence est irrationnelle : il est excessif de profiter de ce qu'il y a un délit pénal à l'origine de l'accident pour affirmer que l'action en réparation dirigée contre l'entrepreneur de travaux publics relève de la compétence judiciaire, car, ou bien le travail ou l'ouvrage public n'est pas en jeu, et la compétence judiciaire n'est pas contestée, ou bien le travail ou l'ouvrage public est en jeu et l'affirmation contredit formellement la loi de Pluviôse, an VIII.

Mais même lorsqu'elle procède ainsi, la Cour de cassa-

tion ne porte pas directement atteinte à la compétence des tribunaux administratifs.

En effet, d'une part, si le plaideur a porté son action devant le Conseil de Préfecture, celui-ci statuera sans qu'aucune procédure puisse lui enlever la connaissance du litige, d'autre part, si le conflit est élevé, la juridiction administrative interviendra seule pour trancher le litige.

La conséquence est que l'existence et l'exercice d'une action devant les tribunaux judiciaires n'enlèvent pas à la victime, ainsi qu'on l'a vu *supra*, la possibilité d'agir aussi devant le Conseil de Préfecture, lorsqu'elle estime que le préjudice qui lui a été causé est également imputable à l'entretien de l'ouvrage public.

C'est d'ailleurs, au cas de faute personnelle de l'entrepreneur présentant également les caractères d'une faute de service, devant le Conseil de Préfecture que la victime de l'accident aura tout intérêt à porter son action. En effet, le Conseil d'État décide aujourd'hui que la circonstance que l'entrepreneur travaille pour le compte de l'administration et sous sa direction suffit pour que la victime puisse s'adresser soit à l'administration, soit à l'entrepreneur. Il n'en est pas de même devant les tribunaux judiciaires où seule peut être engagée la responsabilité de l'entrepreneur. Peu importe même pour le Conseil d'État que les dispositions du cahier des charges mettent à la charge de l'entrepreneur seul la réparation des dommages dus à l'exécution et à l'entretien de l'ouvrage : « Ces dispositions ne sont pas opposables à des tiers, étrangers au contrat, et ne peuvent faire obstacle à ce que, victimes d'un accident, ils réclament directement à l'administration la réparation du préjudice subi par eux » (Cons. d'État, 18 janvier 1911, ville de Denain). Et si la victime

a poursuivi l'entrepreneur, elle peut obtenir que l'administration soit condamnée solidairement avec lui au paiement des condamnations prononcées contre lui. L'insolvabilité même non déclarée de l'entrepreneur est ainsi, dans tous les cas, à la charge de l'administration. Cette solution est éminemment favorable à la victime.

La question de savoir qui, en définitive, supportera la charge de la réparation est résolue par les dispositions du contrat. Les cahiers des clauses et conditions générales mettent, en général, à la charge de l'entrepreneur « tous les faux frais de l'entreprise » (art. 18 du C. C. G. des marchés de travaux publics des Ponts et Chaussées) parmi lesquels ils faut comprendre notamment la réparation des dommages causés aux tiers.

SECTION III

Les dommages permanents causés par les arbres plantés sur le sol des routes et chemins.

La question des dommages permanents semble aujourd'hui parfaitement élucidée ; de bonne heure, la doctrine s'est attachée à l'étude des dépréciations durables causées aux propriétés par le voisinage de l'ouvrage public : si elles résultent d'un dommage matériel, excédant les inconvénients habituels du voisinage et imputables directement à l'ouvrage public, elles donnent lieu à réparation, indépendamment de toute faute de l'administration : en effet, le travail public est exécuté dans l'intérêt général, les inconvénients de voisinage qu'il entraîne profitent à la collectivité toute entière et la victime en supporte seule la charge : il importe de rétablir l'égalité des individus devant les charges publiques et c'est ce qu'on fait en allouant à

certains d'entre eux qui subissent un préjudice, une indemnité répartie entre tous.

Dans ces cas de dommages permanents, la jurisprudence administrative adopte donc le système du risque : elle y a été conduite par cette raison qu'aucun autre système de responsabilité n'eût permis d'indemniser les victimes.

« Il est inévitable que la présence d'un ouvrage public
« sacrifie les intérêts de certains propriétaires voisins ;
« causés par des particuliers, ces dommages seraient illi-
« cites, et la théorie de la faute en assurerait la répara-
« tion ; causés par l'administration, ils deviennent licites
« parce que l'administration poursuit un but d'intérêt
« général. La collectivité qui profite de l'ouvrage public
« prendra à sa charge la réparation de ces dommages
« dont souffrent inévitablement les voisins. Il est néces-
« saire que l'État impose à certains des sacrifices plus
« étendus qu'à d'autres, mais qu'alors il les indemnise :
« qu'il fasse, mais qu'il paie ¹. »

Cela ne veut pas dire que tout inconvénient de voisinage dû à la présence d'un ouvrage public sera réparé ; la jurisprudence du Conseil d'État a déterminé les caractères qu'il devra présenter pour que l'équité exige que la collectivité le prenne à sa charge.

1^o Il faudra tout d'abord qu'il s'agisse d'un *objet de propriété immobilière durablement déprécié* : par définition, en effet, le dommage permanent étant un préjudice tenant à la contiguïté d'un fonds avec un autre ne saurait affecter qu'un immeuble. La notion d'inconvénients de voisinage est sans application aux meubles (Cons. d'État, 12 janv. 1894, Dufourcq). D'autre part, cette dépréciation doit

1. Mathiot. *Les accidents causés par les travaux publics*. Thèse, Paris, 1934, p. 139.

être permanente, c'est-à-dire durable. Cela écarte les cas de gênes légères et temporaires qu'entraîne l'exécution de certains travaux de voirie (Cons. d'État, 12 janv. 1900, Société Parisienne).

2° Il faut qu'il s'agisse d'un *dommage matériel directement imputable au voisinage de l'ouvrage public*, c'est-à-dire qu'il est nécessaire qu'il y ait diminution de valeur de l'immeuble ou privation d'une jouissance facilement appréciable.

3° Le préjudice doit enfin présenter le caractère d'un *inconvenient anormal, exceptionnel*, par rapport au droit commun des relations de voisinage. C'est là le trait essentiel de la théorie des dommages permanents. Les tribunaux judiciaires utilisent cette idée d'anormalité pour trancher les difficultés relatives à l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec le voisinage (Ripert, *Thèse Aix*, 1902. De l'exercice du droit de propriété dans ses rapports avec les propriétés voisines). Il est naturel que les ouvrages publics ne soient pas traités plus sévèrement que les immeubles privés. Par suite, tant que l'ouvrage public n'a causé qu'un dommage qui ne dépasse pas le volume de celui que les particuliers peuvent légitimement porter à leurs voisins, la personne publique propriétaire de l'ouvrage n'est pas obligée d'indemniser ; si au contraire ce volume est dépassé, elle indemnise. Toutefois, la théorie du Conseil d'État présente un caractère spécial par rapport au droit privé : alors qu'en droit privé l'anormalité peut conduire à la suppression de l'ouvrage, ici, elle n'aboutit jamais qu'à l'octroi d'une indemnité.

En résumé, il faudra, pour que soit accordée une indemnité, qu'il y ait un préjudice excédant les inconvénients habituels de voisinage et se rattachant directement à l'ou-

vrage public sans qu'il y ait lieu de rechercher l'existence d'une faute ou d'une négligence de l'administration, puisque la responsabilité est ici fondée sur l'idée d'égalité de tous devant les charges publiques et non pas sur l'idée de faute.

Cette indemnité pourra d'ailleurs être demandée par le locataire de l'immeuble déprécié aussi bien que par le propriétaire, pour privation de jouissance, devant le Conseil de Préfecture (Cons. d'État, 27 mars 1912, Truchot). Mais, comme le bailleur est tenu de faire jouir paisiblement le locataire de la chose louée (art. 1719 du Code civil) et que ce dernier, ordinairement, ne voudra pas courir les risques d'un procès contre l'administration, il s'adressera de préférence et pour plus de sûreté, directement au propriétaire pour obtenir une indemnité ou la résiliation de son bail par application de l'article 1722 du Code civil. Dans ce cas, le propriétaire aura tout intérêt à attendre la fin du procès civil pour se retourner ensuite contre l'administration devant le Conseil de Préfecture. Ce tribunal, ayant à statuer sur la demande en garantie du propriétaire, pourra alors utiliser les éléments d'appréciation du préjudice fournis par le jugement du tribunal civil. Toutefois, il n'est aucunement lié par cette décision, étant en effet le seul juge compétent pour apprécier en vertu de la loi de Pluviôse, an VIII les dommages permanents résultant de la présence de l'ouvrage public, d'autant qu'il est possible que l'indemnité accordée au locataire par la juridiction civile contienne d'autres éléments de préjudice que ceux visés par la loi de Pluviôse, an VIII.

Il convient d'étudier les applications qui ont été faites de cette théorie des dommages permanents par la jurisprudence administrative aux dommages résultant pour les

propriétés riveraines des voies publiques de la présence d'arbres sur le sol des routes et chemins.

Le Conseil d'État a eu à connaître des dommages de cette sorte dans un arrêt Lacassagne du 28 décembre 1923 (*Recueil*, p. 907). Il s'agissait en l'espèce de dommages causés par les racines de platanes plantés à Montauban sur le boulevard Garisson qui en envahissant le sous-sol de l'immeuble, dont le sieur Lacassagne était propriétaire, en bordure de cette voie, avaient provoqué des dégradations dans le dit immeuble. Un arrêt du Conseil de Préfecture du Tarn-et-Garonne avait rejeté la demande en indemnité du propriétaire pour le motif qu'aucune négligence ou imprudence ne pouvait être reprochée à la ville de Montauban, qui ne s'était pas écartée des prescriptions établies par les lois et règlements relatifs à la plantation des voies urbaines.

Le Conseil d'État, faisant application de la théorie des dommages permanents, a annulé l'arrêté et a reconnu le droit à indemnité du propriétaire riverain pour dommages résultant de la seule présence des arbres en dehors de toute faute. Sans doute l'arrêt est très nuancé, cela tient à la difficulté de déterminer la part de dommage due au vice de la construction, à la négligence de l'intéressé qui avait omis d'aviser l'administration ; mais ce sont là des circonstances de fait susceptibles de réduire le montant de l'indemnité, non de réagir sur son principe. Il est à remarquer que l'arrêt du Conseil d'État n'invoque pas l'article 673 du Code civil qui permet au propriétaire de couper les racines qui avancent sur son héritage. En effet, les articles 671 et suivants du Code civil ne sont pas applicables aux arbres des voies publiques qui sont régis par des textes spéciaux ; d'autre part, il n'existe pas d'exécution forcée contre l'ad-

ministration, or, le fait de couper les racines des arbres de la route qui pénètrent sur un fonds privé semble bien constituer une voie d'exécution contre l'administration. L'arrêt se borne à reconnaître au propriétaire riverain le droit de signaler à la personne publique l'action dommageable de ses plantations et à obtenir une indemnité au cas où le dommage excède les inconvénients habituels de voisinage, comme c'est le cas en l'espèce.

Il est curieux de constater qu'une décision émanée d'une juridiction de l'ordre judiciaire s'est montrée infiniment moins libérale dans une hypothèse identique (décision de la Cour suprême de Montréal du 26 nov. 1924. *Revue trim. de Droit civil*, 1925, p. 437). Une ville est propriétaire d'un arbre planté sur la voie publique, ses racines pénètrent dans un égout privé et en provoquent l'éclatement. La ville est-elle responsable ? Non, déclare la Cour de Montréal, faisant application aux arbres crus sur le sol de la voie publique des dispositions du Code civil de Québec identiques sur ce point à l'article 673 du Code civil français, car le requérant pouvant couper les racines, avait là un moyen de protection dont il n'avait pas seulement le droit, mais le devoir d'user. Ce n'est pas au propriétaire de l'arbre, en l'espèce la ville, à couper les racines à sa place. Sans doute l'arrêt émane d'une juridiction étrangère, la comparaison de la décision de la Cour de Montréal et de l'arrêt Lacassagne n'en demeure pas moins très suggestive, le rapprochement démontre que la jurisprudence administrative peut dans certains cas représenter pour les droits privés une garantie supérieure à celle des tribunaux judiciaires.

Le Conseil d'État a eu encore à connaître dans un arrêt assez récent du 24 juillet 1931 (Commune de Vic-

Fezensac, *Recueil*, p. 860) de dommages permanents du fait des arbres crus sur les voies publiques; il a fait à ce sujet une application intéressante de la théorie de l'anormalité de l'inconvénient de voisinage donnant droit à indemnité. Il s'agissait, en l'espèce, de dommages causés par la chute, sur les toitures des maisons riveraines, des feuilles des platanes de la place de Vic-Fezensac. Poussées par le vent, ces feuilles s'accumulaient chaque année sur les toitures, obligeant les propriétaires à des nettoyages coûteux. Un propriétaire demanda alors à la commune le remboursement des frais de nettoyage et la réparation des dégâts causés aux toitures. La commune objectait que les platanes étaient plantés à plus de 6 mètres des façades, que les branches n'avançaient pas au-dessus des toitures et qu'ainsi elle n'avait méconnu ni les prescriptions administratives concernant la distance à observer pour les plantations en bordure des voies publiques, ni les articles 671 et 673 du Code civil. Au surplus, ajoutait-elle, si le vent entraîne les feuilles mortes sur les maisons voisines, c'est là un cas de force majeure. Sur le terrain des rapports normaux de voisinage, ces moyens de défense de la commune n'auraient pas eu grande valeur. Il suffit de citer une décision rendue dans des circonstances analogues par un tribunal judiciaire qui admet comme fondement de l'action du voisin lésé l'article 1384 du Code civil (Limoges, 20 juin 1921. D. 1922 2-49, note de M. Lalou).

Ici, au contraire, le Conseil d'État a rejeté la demande d'indemnité pour le motif que le préjudice causé n'excède pas les sujétions normales résultant du voisinage de la voie publique, qui sont compensées d'ailleurs par les avantages de ce voisinage. En effet, les riverains de la voie publique bénéficient d'avantages incontestables : de vue, d'accès,

d'air ; ils peuvent construire à l'alignement et non pas en retrait comme en bordure d'un héritage privé. Ces avantages ont une contre-partie : l'obligation de supporter sans indemnité la gêne que peut occasionner la présence même de la voie et de ses dépendances, à la condition que cette gêne n'excède pas les sujétions normales résultant de la riveraineté. Il n'y a pas de critérium de droit permettant une distinction entre les inconvénients qui doivent être supportés sans indemnité et ceux qui ouvrent droit à réparation. C'est une question d'appréciation des faits par le juge. Dans l'espèce rapportée le Conseil d'État avait à rechercher si les inconvénients résultant pour le propriétaire riverain de la place de Vic-Fezensac de la chute, sur la toiture de sa maison, des feuilles des platanes de la place, excédaient ou non, et, en cas d'affirmative, dans quelle mesure, les sujétions découlant normalement du voisinage de la place, compensées par les avantages que procurait ce voisinage. Il y avait certes, en l'espèce, un dommage assez important résultant de l'accumulation des feuilles sur le toit, causant des infiltrations d'eaux de pluie et des dégâts à l'intérieur de l'immeuble et obligeant à un nettoyage annuel du toit. Le Conseil d'État n'en a pas moins estimé que le propriétaire trouvait dans le voisinage de la place publique la compensation de tels dommages. En effet, les avantages que les commerçants tirent d'une terrasse ombragée, et par suite fréquentée par une nombreuse clientèle, sont appréciables et fournissent une large compensation aux inconvénients résultant de la chute des feuilles. La décision rapportée, fondée sur les circonstances de l'espèce, n'exclut pas toutefois une appréciation différente des faits dans d'autres circonstances.

Ce qu'il est important de souligner dans les deux arrêts

rapportés du Conseil d'État (arrêt Lacassagne, arrêt commune de Vic-Fezensac), c'est le caractère propre des solutions du droit administratif. Dans la première affaire, alors que dans des circonstances analogues un tribunal judiciaire (Cour de Montréal) avait refusé l'indemnité, le Conseil d'État l'a accordée ; dans la deuxième affaire, c'est exactement l'inverse qui s'est produit, le Conseil d'État a refusé l'indemnité estimant que l'avantage retiré du voisinage d'une place publique compensait largement les dommages subis du fait des arbres de cette place, alors que dans des circonstances semblables, mais où il ne s'agissait que de rapports de voisinage de deux fonds privés, un tribunal judiciaire, en l'espèce la Cour de Limoges, a accordé l'indemnité.

APPENDICE I

Responsabilité du fait des arbres plantés sur le sol des routes et chemins et appartenant aux riverains.

Il n'existe sur les routes et chemins que fort peu d'arbres appartenant à des particuliers. Aussi la jurisprudence n'a-t-elle point eu l'occasion de fixer les règles de responsabilité au sujet des dommages causés par ces arbres ; d'autre part, les textes officiels : lois, décrets, arrêtés préfectoraux sont muets sur ce point. Dans ces conditions, il est difficile de poser des règles absolues de responsabilité.

En ce qui concerne les grandes routes, si, d'une part, des arrêtés préfectoraux peuvent prescrire aux particuliers de procéder à l'élitage des arbres leur appartenant sur les routes, d'autre part, ces particuliers peuvent prendre l'initiative de l'opération après avoir toutefois obtenu l'agrément de l'administration (loi du 12 mai 1825, art. 1^{er}).

Si donc le propriétaire des arbres peut prendre l'initiative des opérations d'élagements et aussi d'abattage, sous réserve d'approbation de l'administration, il doit être considéré comme le gardien de ses plantations et être responsable des dommages dont elles pourraient être la cause¹.

1. Au propriétaire il convient d'assimiler le possesseur en train de prescrire la propriété des arbres plantés sur la voie publique ; en effet, ce dernier qui élague les arbres sans autorisation de l'administration et en perçoit les fruits, se comporte en propriétaire et doit être considéré comme le gardien des arbres puisqu'il en tire profit.

Toutefois, si à la suite de demandes réitérées d'autorisation d'élaguer ou d'abattre adressées par le propriétaire à l'administration et restées sans réponse, des dommages se produisent du fait de la chute des branches ou des arbres, la responsabilité du propriétaire sera, semble-t-il, dans ce cas complètement dégagée. La victime des dommages devra alors demander réparation à l'administration coupable de négligence dans l'accomplissement des fonctions de police qui lui incombent, bien que la jurisprudence du Conseil d'État n'admette que difficilement la responsabilité de la puissance publique pour négligence dans les fonctions de police. Cette action devra d'ailleurs être portée, pour une route nationale, directement devant le Conseil d'État, et non devant le Conseil de Préfecture, il ne s'agit pas, en effet, de dommages causés par l'inexécution des travaux publics, mais de dommages causés par une négligence dans une fonction de police ; pour une route départementale, au contraire, l'action devra être portée devant le Conseil de Préfecture compétent, en vertu du décret-loi du 5 mai 1934, sauf appel devant le Conseil d'État.

En ce qui concerne les chemins, les propriétaires sont libres d'abattre les arbres leur appartenant sur ces chemins sans aucune autorisation, ils doivent donc être sans aucun doute, considérés comme les gardiens de leurs arbres et être responsables des dommages causés par eux. Toutefois, dans la plupart des départements, les préfets ont pris, en vertu de l'article 21 de la loi du 21 mai 1836 des arrêtés réglementant l'élagage des arbres plantés le long des chemins vicinaux : les propriétaires ne peuvent plus alors élaguer leurs arbres sans approbation de l'administration. Dans ce cas, les propriétaires doivent encore être considérés comme les gardiens de leurs arbres et être respon-

sables des dommages causés comme cela semble devoir être, dans les mêmes conditions, pour les propriétaires d'arbres sur les grandes routes.

C'est devant le tribunal judiciaire que les victimes des dommages causés par la chute des branches ou des arbres devront porter leurs actions en responsabilité contre les propriétaires et non devant le Conseil de Préfecture. Il ne s'agit pas, en effet, de dommages causés par l'inexécution des travaux publics, puisque les travaux qui ne sont pas exécutés pour le compte de personnes administratives n'ont pas le caractère de travaux publics, même s'ils sont d'intérêt public, comme les travaux d'exploitation des mines ou des sources minérales privées; il doit en être de même pour les travaux d'élagage ou d'abattage exécutés pour le compte des particuliers propriétaires d'arbres plantés sur le sol même des voies publiques.

APPENDICE II

Les arbres plantés sur les propriétés riveraines des voies publiques et la police des édifices menaçant ruine.

Après avoir étudié la responsabilité des propriétaires d'arbres le long des routes, à raison des dommages causés par ces arbres, il importe d'exposer les mesures préventives dont peut user l'administration pour empêcher, dans certains cas, ces dommages de se produire. Il s'agit de savoir si la loi du 21 juin 1898, sur la police des édifices menaçant ruine, s'applique aux arbres plantés le long des voies publiques dans les propriétés riveraines.

L'article 3 de cette loi détermine les constructions pour lesquelles les maires peuvent prendre des arrêtés de péril. Ce sont « les murs, bâtiments, édifices quelconques longeant la voie ou la place publique ». Le législateur a ainsi tranché un certain nombre de questions qui avaient autrefois embarrassé la pratique.

Les mots « murs, bâtiments et édifices quelconques » sont très généraux et désignent toutes les constructions, quelles qu'elles soient, élevées par la main de l'homme. Ainsi un porche, une poutre, une colonne, placés isolément sur le bord d'une voie publique seraient certainement des édifices dans le sens de la disposition de la loi de 1898. Peu importerait aussi la nature des matériaux employés : un mur en torchis, une façade en bois, une cloison en planches rentreraient également dans les prévisions de la loi.

Mais un édifice suppose nécessairement une construction élevée par la main de l'homme, ce terme ne saurait donc viser un arbre planté sur le bord de la voie publique et menaçant d'être déraciné par le vent.

Est-ce à dire que l'autorité administrative sera démunie de tout pouvoir de contrainte vis-à-vis d'un particulier propriétaire d'un tel arbre qui néglige de l'abattre ? Une telle solution serait absurde. Aussi bien un arbre qui borde une route et qui menace d'être déraciné met également en péril la sécurité de la voie. L'autorité administrative qui a le pouvoir d'ordonner la réparation ou la démolition de bâtiments menaçant ruine, doit *a fortiori* avoir le même pouvoir lorsqu'il s'agit d'arbres menaçant de s'abattre. Mais alors que la loi a établi en ce qui concerne les bâtiments présentant un danger pour la sécurité publique une procédure spéciale protectrice de la propriété privée vue l'importance de l'atteinte portée à cette propriété, la démolition forcée d'une maison étant une mesure très grave, dans les autres cas, au contraire (arbre menaçant de s'abattre ou rocher menaçant de s'écrouler sur la route) l'autorité chargée de la sécurité de la voie publique agit en vertu de ses pouvoirs généraux de police selon la procédure administrative ordinaire (articles 97-98 de la loi du 5 avril 1884 ¹).

C'est-à-dire que le maire, à l'intérieur des agglomérations et pour les chemins ruraux et les chemins vicinaux ordinaires, le préfet pour les autres voies publiques, pourront prendre des arrêtés individuels prescrivant aux pro-

1. *Contra* un jugement du tribunal de simple police de Louviers du 23 février 1926 qui étend à l'abattage des arbres menaçant de tomber sur la voie publique la procédure prévue par les articles 4 et 5 de la loi du 21 juin 1898 (D. P., 1927-2-66).

priétaires d'abattre les arbres dans un délai donné sous peine de contravention. Si à l'expiration du délai, le propriétaire ne s'est pas exécuté, la juridiction répressive sera saisie d'une poursuite pour contravention à l'arrêté. Le juge de simple police, outre la condamnation du propriétaire à l'amende prévue par l'article 471, n° 15 du Code pénal, autorisera alors le maire ou le préfet, suivant le cas, à faire procéder eux-mêmes à l'abattage, aux frais du contrevenant, à défaut par celui-ci d'exécuter le jugement dans un délai déterminé (Cass., 16 mars 1867. Sirey, 67-1-416).

Toutefois, le juge du tribunal de simple police saisi de la contravention pourra aux termes même de l'article 417 du Code pénal apprécier la légalité de l'arrêté pris par le maire ou le préfet. Si, par exemple, il estime non justifiée la mesure prescrite, il pourra nommer un expert pour apprécier la nécessité de l'abattage de l'arbre et sur vue des conclusions de cet expert, se refuser à ordonner l'exécution d'office de l'abattage et à sanctionner de l'amende la contravention à l'arrêté illégal comme constituant une atteinte au droit de propriété et un excès de pouvoir (Cass., 25 juil. 1885. Dalloz, 86-1-275).

Au cas de péril imminent, le Conseil d'État reconnaît aux préfets et au maire le droit de faire procéder d'office, sans excès de pouvoir, à l'abattage des arbres après mise en demeure du propriétaire restée sans effet. (Cons. d'État, 5 juil. 1851, Viet).

TITRE IV

LES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES
ET LES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES
INSTALLÉS SUR CES VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

LES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES ET LES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

Le service des Postes, Télégraphes et Téléphones est un monopole d'État, exploité en régie ; la construction des lignes elles-mêmes est effectuée par le procédé de la régie. C'est une loi du 28 juillet 1885, qui dans la suite a servi de modèle à la loi sur les distributions d'énergie électrique, qui détermine les droits de la puissance publique quant à l'établissement, l'entretien et le fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques.

SECTION I

Les arbres crus sur le sol de la voie et les fils télégraphiques.

§ 1. — DROITS DE L'ADMINISTRATION DES P. T. T. SUR LES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DES LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

Arbres des routes nationales.

Aux termes de la loi du 28 juillet 1885, « l'État a le droit d'exécuter sur le sol ou le sous-sol des chemins publics et de leurs dépendances tous les travaux nécessaires à la

construction et à l'exécution des lignes téléphoniques et télégraphiques ». La loi ne subordonne pas l'exercice du droit de l'administration des P. T. T. à la réalisation d'un accord préalable avec le service des Ponts et Chaussées. Mais, en fait, une indépendance absolue de deux services ayant des droits de jouissance concomitants sur le domaine public serait désastreux : l'intérêt général commande au contraire une entente en vue de la réalisation harmonieuse de ces droits. Aussi, la pratique a-t-elle corrigé ce que le texte de la loi avait de trop catégorique : une circulaire du ministre des P. T. T. du 27 janvier 1931 recommande aux ingénieurs de cette administration, lors de la construction des lignes télégraphiques et téléphoniques devant occuper le domaine public, de discuter les conditions dans lesquelles les travaux pourront être effectués dans des conférences tenues avec les représentants du service des Ponts et Chaussées.

En application des prescriptions de cette circulaire, l'administration des P. T. T., lorsqu'elle estime nécessaire pour l'établissement de ses lignes l'abattage de certains arbres de la route, doit désormais informer pour avis le service des Ponts et Chaussées avant de procéder à toute mesure d'exécution ; ce n'est d'ailleurs là qu'une précaution utile, les ingénieurs des P. T. T. ayant une propension trop grande à faire disparaître tous les obstacles rencontrés devant eux, et en particulier les arbres, magnifiques et utiles ornements de nos routes. Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'élagage, simple mesure d'entretien nullement visée par la circulaire du 27 janvier 1931, l'administration des P. T. T. recouvre toute son indépendance et n'est nullement tenue de consulter au préalable le représentant des Ponts et Chaussées.

Routes départementales et chemins.

Aux difficultés qui naissent de la présence sur les routes nationales de deux services de gestion ayant des droits de jouissance concomitants, viennent s'ajouter sur les routes départementales, les chemins et les rues de nouvelles difficultés du fait que les lignes télégraphiques et téléphoniques qui dépendent du domaine public national sont installées sur des voies dépendant du domaine public départemental ou communal. La loi de 1885 a prévu cette dualité ; les larges pouvoirs accordés par l'article 2 de cette loi à l'administration des T. P. T. sont, dans ce cas, singulièrement limités par l'article 4 suivant, qui refuse formellement à cette administration tout droit de dépossession tant vis-à-vis des particuliers que vis-à-vis des départements et des communes (avis du Conseil d'État du 18 avril 1888). Si l'administration des P. T. T. a le droit indéniable de se servir des voies départementales et communales, elle doit les laisser dans l'état où elles sont et telles qu'elles se comportent d'après leur destination. En particulier, l'administration des P. T. T. a sans aucun doute le droit d'élaguer en vue de la bonne marche du service télégraphique, les arbres plantés sur ces voies, mais il lui est, au contraire, interdit de supprimer d'office, sans formalités, et le cas échéant, sans indemnité, les plantations faites par le département ou la commune. Si donc l'abattage d'un arbre s'impose pour l'établissement de la ligne, l'administration des P. T. T. doit traiter avec la personne publique propriétaire de l'arbre avant de procéder à l'opération.

§ 2. — DOMMAGES CAUSÉS AUX LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET
TÉLÉPHONIQUES PAR LA CHUTE DES ARBRES CRUS SUR LES
VOIES PUBLIQUES OU PAR LA CHUTE DE LEURS BRANCHES.

Il est assez fréquent que des branches se détachant des arbres crus sur le sol des voies publiques tombent sur les lignes télégraphiques, provoquant des perturbations dans la transmission des messages et coupant même parfois les fils. Plus rarement, ce sont les arbres eux-mêmes qui s'abattent, soit par vétusté, soit sous l'effet de la violence du vent, entraînant dans leur chute les fils placés auprès d'eux. Dans ces différents cas, l'administration des P. T. T. ne pourra, semble-t-il, demander réparation des dommages ainsi subis à la personne publique propriétaire des arbres. En effet, l'administration des P. T. T. assure la police de ses lignes, pour ce, elle a sur les arbres de la voie publique placés aux abords des fils, un droit de garde se traduisant par la possibilité d'élaguer et même d'abattre, après avis préalable au préfet ou au maire pour les routes départementales et les chemins, les arbres menaçant la sécurité de ses réseaux. C'est donc à elle de supporter les conséquences de sa propre négligence au cas de dommages causés à ses installations par les arbres de la voie publique.

SECTION II

**Les arbres plantés sur les propriétés riveraines
des voies publiques et les lignes télégraphiques
et téléphoniques.**

§ 1. — DROITS DE L'ADMINISTRATION DES P. T. T. POUR
L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DE SES LIGNES

L'article 192 du règlement général sur les chemins vicinaux dispose que « les branches, les haies ou les racines

qui avanceraient sur le sol des chemins seront coupées à l'aplomb des limites de ces chemins, à la diligence des propriétaires ou des fermiers. Si le propriétaire ou le fermier refusait de se conformer aux prescriptions qui précèdent, il en serait dressé procès-verbal pour être statué par l'autorité compétente ». De ce texte, il résulte que les services de voirie ne peuvent procéder d'office aux opérations d'élagage et que leur droit se borne, au cas de mauvaise volonté des propriétaires riverains, à traduire ces derniers devant le tribunal de simple police pour contravention à l'arrêté préfectoral prescrivant l'élagage (Cons. d'État., 5 juil. 1851, Viet. 10 déc. 1910, Merot). En est-il de même pour le Service des P. T. T. ? Aucune disposition de la loi de 1885 ne vise expressément l'élagage des arbres plantés en bordure de la voie publique dans les propriétés privées. De ce silence de la loi, il ne faut point conclure que l'administration des P. T. T. n'a pas le droit d'effectuer par elle-même les opérations d'élagage que comportent l'établissement et l'entretien des lignes ; en effet, la loi du 28 juillet 1885 dans son article 2 en accordant à l'administration des P. T. T. le droit d'exécuter sur le sol ou le sous-sol des chemins publics ou dépendances tous travaux nécessaires à la construction ou à l'entretien des lignes, lui accorde implicitement celui d'élaguer d'office les arbres des riverains de la voie, droit dont l'importance ne saurait échapper puisque les branches voisines d'une ligne peuvent briser les fils, ou tout au moins occasionner des déperditions de courant. L'arrêté type annexe à l'instruction du 25 septembre 1885 prise en exécution de la loi du 28 juillet 1885, a fait application de cette interprétation : cet arrêté stipule en effet qu'il sera procédé d'office, par les soins de l'administration des Ponts et Chaussées, et aux frais de l'admi-

nistration des P. T. T., à l'élagage des plantations susceptibles de nuire au bon fonctionnement des lignes électriques

L'application de cet arrêté a soulevé à maintes reprises des critiques. Il est, en effet, illogique de mettre à la charge de l'administration des P. T. T. les frais d'élagage puisque les services des Ponts et Chaussées, agissant pour le compte de l'administration des P. T. T., sont en réalité simplement substitués dans ce cas aux propriétaires riverains de la voie publique qui sont normalement obligés, aux termes des règlements de voirie, de procéder à leurs frais aux opérations d'élagage ; c'est donc à ces propriétaires et non à l'administration des P. T. T. que l'administration des Ponts et Chaussées doit logiquement demander le remboursement des frais occasionnés par les travaux. D'autre part, si d'après l'article 2 de la loi du 28 juillet 1885, l'administration des P. T. T. a le droit d'exécuter sur le sol des chemins publics tous les travaux nécessaires à la construction et à l'entretien des lignes et, par conséquent, d'élaguer d'office les arbres dont les branches surplomberaient la voie publique, l'administration des Ponts et Chaussées, lorsqu'elle agit pour son compte, ne possède point un tel pouvoir d'action d'office et doit faire appel à l'autorité judiciaire, au cas de mauvaise volonté des propriétaires riverains, pour être autorisée à procéder à l'exécution forcée des opérations d'élagage prescrites par le préfet ou par le maire (Cons. d'État, 5 juil. 1851, Viet. Cass., Civ., 5 août 1901. Estrabayat. Sirey, 1903-1-274). L'arrêté type du 25 septembre 1885, en chargeant les services des Ponts et Chaussées d'élaguer pour le compte des Postes et Télégraphes les plantations susceptibles de nuire au bon fonctionnement des lignes électriques, arrivait à ce résultat paradoxal que les agents des Ponts et Chaussées, qui

ne peuvent élaguer d'office lorsqu'ils agissent au nom de leur administration, allaient au contraire pouvoir le faire lorsqu'ils agiraient pour le compte d'une autre administration. Aussi l'application des dispositions de cet arrêté a-t-elle soulevé des protestations de la part des fonctionnaires des Ponts et Chaussées qui tenaient à se soustraire aux risques essentiels d'actes dont la légalité ne leur apparaissait pas certaine et qui, si elle venait à être contestée, pouvait les entraîner dans des poursuites civiles ou pénales. Consulté à ce sujet par le sous-secrétaire d'État aux P. T. T., le ministre des Travaux publics a fait remarquer que ses agents ne pouvaient agir qu'en vertu des lois et règlements sur les routes et chemins et sur le service de voirie, et que leur intervention dans l'exécution des élagages d'office présentait de sérieux inconvénients. Dans ces conditions, les dispositions de l'arrêté type du 25 septembre 1885, relatives à l'élagage, ont été modifiées, par une circulaire ministérielle en date du 12 mai 1902 (circulaire n° 104, bulletin des P. T. T. de 1902, p. 257).

Désormais, les frais d'élagage par l'administration, des arbres dont les branches surplombent la route empruntée par la ligne télégraphique, sont à la charge des propriétaires riverains. D'autre part, c'est l'administration des P. T. T., et non plus le service des Ponts et Chaussées, qui est chargée du soin de faire procéder, soit par les ouvriers de ses équipes, soit par des élagueurs de profession, à l'élagage des plantations susceptibles de gêner les fils.

Voici la procédure de l'opération, telle qu'elle résulte de la circulaire du 12 mai 1902 qui a modifié l'arrêté type de 1885 : les propriétaires riverains sont mis en demeure, par lettre recommandée, d'élaguer leurs arbres susceptibles de toucher aux fils à l'aplomb des limites de la route.

Dix jours après cette mise en demeure, si celle-ci reste sans effet, il est procédé d'office, par les soins de l'Administration des P. T. T., et aux frais des propriétaires, à l'élagage des plantations. En pratique, les propriétaires se déchargent toujours sur l'administration des P. T. T. du soin de procéder à l'élagage.

Lorsque l'abattage d'un arbre situé le long de la voie s'impose pour le bon fonctionnement du service des transmissions télégraphiques, l'administration des P. T. T. devra traiter avec le propriétaire en vue de son acquisition amiable, soit même recourir à l'expropriation que l'article 13 de la loi de 1885 met à sa disposition.

Le droit d'élagage de l'administration des P. T. T. sur les arbres situés en bordure de la voie est parfois la source de conflits : en effet, les agents des P. T. T. se livrent quelquefois à des élagages abusifs, mutilant gravement les arbres et causant au propriétaire un dommage qui aurait dû lui être évité.

De tels agissements constituent à la charge de leur auteur : ingénieur qui a ordonné l'élagage abusif ou agent technique qui y a procédé de sa propre autorité, des fautes personnelles qui engagent leur responsabilité devant les tribunaux judiciaires, ainsi que l'a, à plusieurs reprises, décidé la jurisprudence en matière d'élagage d'arbres ou de haies (Dijon, 15 déc. 1876, Chamoy. Sirey, 77-2-53. Conflits, 7 juillet 1883, Pouzault. Sirey, 1885-3-42. Conflits, 13 mars 1886, Mathieu et Dazin. S. 87-3-60. Cass. civ., 5 août 1901, Estrabayat. S. 1903-1-274).

Outre cette action en dommages-intérêts, le propriétaire peut aussi porter plainte au parquet pour mutilation d'arbres et obtenir contre les coupables une condamnation pénale s'il est à même d'établir le délit, cas assez rare en

pratique, l'intention de nuire faisant la plupart du temps défaut (tribunal correctionnel d'Étampes, Béchu et Gobion, 20 sept. 1893).

Mais habituellement ce sera à l'administration que le propriétaire demandera réparation du dommage subi et ce, soit devant les tribunaux judiciaires, soit devant les Conseils de Préfecture.

Tout d'abord, le propriétaire peut porter son action en dommages-intérêts contre l'administration des P. T. T. devant les tribunaux judiciaires, en l'espèce le juge de paix compétent du moment qu'il s'agit d'arbres, quelle que soit la valeur de l'action en dommages-intérêts (art. 6, loi du 12 juil. 1905). Pour invoquer la compétence de ce dernier, le propriétaire contestera la légalité de l'opération et soutiendra que l'élagage abusif a porté atteinte à son droit de propriété. Il en tirera cette conséquence : c'est que l'acte attaqué n'a pas le caractère d'acte administratif entrant dans les causes d'indemnité prévues par l'article 10 de la loi de 1885 et comportant compétence du Conseil de Préfecture, puisqu'il n'a pas été fait régulièrement en application de cette loi, mais qu'il constitue une simple voie de fait par emprise sur la propriété privée, relevant de l'appréciation des tribunaux judiciaires et entraînant la responsabilité de l'administration des P. T. T., la responsabilité de l'agent pour fait personnel ne faisant pas obstacle à ce que l'intéressé poursuivre directement à l'encontre de l'administration le redressement de son droit (Conflits, 25 mars 1889, Dufeuille, R. p. 412).

Mais les propriétaires pourront aussi, et c'est en fait ce qu'ils font la plupart du temps, porter leur action contre l'administration devant les Conseils de Préfecture qui, négligeant le caractère d'atteinte à la propriété privée des

élagages abusifs, se déclarent compétents pour allouer des indemnités aux propriétaires lésés (Cons. Préf., Côte-d'Or, 21 nov. 1884, Châlon. Cons. Préf., Marne, 30 mai 1903, Brissot. Cons. Préf., Indre, 29 déc. 1916, veuve Dufour, toutes décisions portant condamnation de l'administration des P. T. T. à raison des dommages causés aux arbres). En droit une telle solution est peut-être critiquable, mais elle offre au point de vue pratique de grands avantages. En effet, aux termes de la loi de 1885 les Conseils de Préfecture sont compétents pour allouer des indemnités pour le préjudice matériel résultant des travaux effectués par l'administration des P. T. T. sur les propriétés privées en vertu des servitudes d'utilité publique créées par cette loi. Tout naturellement les propriétaires porteront encore leur demande en indemnité devant les Conseils de Préfecture lorsque des dommages de peu d'importance, à côté des charges et des gênes diverses qu'ils peuvent avoir à supporter du fait des servitudes de la loi de 1885, auront été portés illégalement à leur propriété lors de l'installation des lignes. D'autre part, l'atteinte à la propriété privée dans les cas envisagés étant de minime importance, elle peut, semble-t-il, s'effacer sans inconvénients devant la notion de dommages causés par l'exécution des travaux publics ; c'est ce dernier aspect de la question que les Conseils de Préfecture prennent en considération lorsqu'ils se déclarent compétents pour allouer des indemnités dans les cas d'élagage abusif.

Il faut d'ailleurs reconnaître, qu'en fait, les opérations relatives à l'élagage des arbres en bordure des voies publiques n'ont suscité qu'assez rarement des difficultés à l'administration des P. T. T., les dites opérations accomplies avec soin n'occasionnant généralement pas aux pro-

priétaires de préjudice matériel appréciable et les inconvénients en résultant étant ordinairement de minime importance par rapport aux servitudes que la loi de 1885 impose expressément à la propriété privée.

§ 2. — DOMMAGES CAUSÉS AUX LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES
ET TÉLÉPHONIQUES PAR LES ARBRES PLANTÉS DANS LES
PROPRIÉTÉS PRIVÉES EN BORDURE DE LA VOIE OU PAR
LA CHUTE DES BRANCHES.

C'est le système de la responsabilité du fait des choses déjà exposé au sujet des dommages causés par les arbres qui s'appliquera ici. En principe, le propriétaire sera présumé responsable des dommages causés aux lignes télégraphiques et téléphoniques par la chute de ses arbres ou de leurs branches.

Toutefois, il pourra dégager sa responsabilité en invoquant *la force majeure*, c'est-à-dire les événements naturels tempête, cyclone, chute de la foudre, etc... Le propriétaire pourra également, semble-t-il, invoquer, pour atténuer sa responsabilité, *la faute de l'administration*, faute qui, précisément, consisterait de sa part, à n'avoir pas fait, en vue d'éviter les accidents et les dommages résultant du voisinage des arbres, un usage normal des droits d'élagage qui sont mis à sa disposition par la loi. Il est, en effet certain que la faute de la victime est susceptible de diminuer la responsabilité du gardien de la chose, cause du dommage, au point parfois de la faire complètement disparaître. D'autre part, il semble que l'administration, qui n'use pas du droit d'élagage mis à sa disposition par l'arrêté type du 25 septembre 1885, peut être considérée comme ayant commis une négligence et par suite une faute.

La question présente, toutefois, certaines difficultés : les tribunaux judiciaires sont, en effet, incompétents pour apprécier la responsabilité des personnes publiques et, d'autre part, dans les cas envisagés il sera impossible de déterminer d'une façon exacte, automatique en quelque sorte, la proportion dans laquelle chacun, du propriétaire et de l'administration des P. T. T., ont par leur négligence commune concouru à produire le dommage. Dans ces conditions, quelle sera l'attitude du tribunal judiciaire saisi par l'administration des P. T. T. d'une action en dommages-intérêts contre le propriétaire de l'arbre ?

Il est de jurisprudence constante que dans de telles circonstances le tribunal judiciaire saisi doit tenir compte de la faute de l'administration pour doser la responsabilité du particulier. Une telle solution n'est nullement en droit, contraire au principe de la séparation des pouvoirs : ce n'est, en effet, que d'une façon tout à fait indirecte que le tribunal judiciaire a ici à connaître de la faute de l'administration. Saisi par elle d'une action en responsabilité contre un particulier, il doit tenir compte dans son jugement, sous peine d'aboutir à une décision d'une injustice flagrante, de tous les éléments susceptibles de modifier cette responsabilité et en particulier de la faute de l'administration qui, en intentant une action devant les juges de l'ordre judiciaire s'est, semble-t-il, soumise en tous points à leur juridiction. D'ailleurs, soucieux de ne pas dépasser les limites de leur compétence, les tribunaux judiciaires ne prennent en considération dans ces cas que les fautes graves de l'administration, prouvées par le particulier responsable en premier lieu du dommage, par suite de la présomption de responsabilité que l'article 1384 fait peser sur lui. Ce sera donc des questions de fait que les tribunaux

auront à résoudre dans chacune de ces affaires, en examinant avec une attention toute particulière les circonstances qui caractérisent chaque procès et en renvoyant au besoin les parties devant le juge administratif pour l'interprétation des actes dont le sens leur paraîtrait douteux.

Dans les cas qui nous intéressent de dommages causés au réseau téléphonique par la chute des branches, les tribunaux judiciaires se montrent assez difficiles pour prendre en considération la faute de l'administration des P. T. T. consistant, non en un fait actif, mais en une simple abstention : une négligence dans l'exercice du droit d'élagage. Il n'en sera pas de même lorsqu'il s'agira de compagnies de distribution d'électricité : les tribunaux judiciaires se montreront alors beaucoup plus sévères dans l'appréciation des fautes des compagnies pour atténuer la responsabilité des propriétaires d'arbres. C'est que, en effet, ce ne seront plus alors des personnes publiques, mais des personnes privées chargées de la gestion d'un service public qui seront en cause et les tribunaux ne s'estimeront plus alors tenus à la même prudence quant à l'appréciation de la faute ; d'autre part, la mission de surveillance des compagnies de distribution sur les arbres est beaucoup plus importante que celle de l'administration des P. T. T. du fait des graves dangers présentés par les courants de grande intensité utilisés par les entreprises de lumière.

CHAPITRE II

LES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES ET LES LIGNES DE DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

La question des arbres est une de celles qui donnent lieu à de très fréquentes difficultés dans le contentieux des distributions d'énergie électrique. Les litiges soulevés sont aussi embrouillés que variés car si ce sont toujours des arbres qui sont à l'origine du dommage, les responsabilités peuvent être bien différentes et le contentieux aussi.

Il faut d'abord remarquer qu'il existe en matière de distribution d'énergie électrique deux sortes de droit d'élagage ¹ :

1° Tout distributeur, quel que soit le mode d'exploitation de son entreprise (concession ou simple permission de voirie) a le droit d'élaguer les arbres plantés sur les voies publiques empruntées par ses lignes ainsi que les arbres appartenant à des particuliers situés sur les fonds riverains de ces voies publiques et dont les branches avancent sur les dites voies.

2° Le concessionnaire déclaré d'utilité publique a le droit de couper les branches d'arbres situés à proximité de ses lignes dans les fonds traversés par son réseau (art. 12 de la loi du 15 juin 1906). Ce droit, conféré uniquement

1. André Mathiot. L'arbre et les lignes électriques dans *Bulletin trimestriel du Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique*, septembre 1935.

au concessionnaire reconnu d'utilité publique à l'intérieur même des propriétés privées traversées par les canalisations, est donc distinct de celui qui appartient à tout entrepreneur d'élaguer les arbres en bordure des voies publiques.

Ce droit appartenant au distributeur qui a obtenu le bénéfice de la déclaration d'utilité publique ne rentre pas dans le cadre de notre étude qui vise seulement les arbres plantés sur les voies publiques ou sur les fonds privés en bordure des voies publiques. Le droit d'élagage sur ces derniers arbres, le seul qui nous intéresse, qui appartient à tout distributeur, se rapproche d'ailleurs de celui que possède l'administration des P. T. T. pour l'établissement de ses lignes le long des voies publiques et que nous avons déjà étudié. Toutefois, des différences sensibles subsistent.

Tout d'abord, il existe en la matière une réglementation beaucoup plus abondante, beaucoup plus précise que pour les lignes télégraphiques, réglementation qui s'impose du fait de l'extension prise de nos jours par les réseaux de distribution d'électricité, du fait aussi de l'importance de leurs installations : quelle différence entre le modeste poteau télégraphique et le gigantesque pylône servant de support à une ligne de transport à haute tension.

D'autre part, il s'agit d'entreprises privées sur les agissements desquelles s'impose une surveillance étroite de l'administration.

Enfin, les dommages qui naissent du contact des fils de distribution d'énergie électrique avec les arbres, sont totalement différents de ceux qui sont causés par la chute des branches ou des arbres sur les fils télégraphiques du fait de l'intensité des courants distribués par les compa-

gnies d'électricité ; aussi des précautions supplémentaires sont-elles nécessaires.

Nous étudierons en premier lieu les droits des distributeurs sur les arbres plantés sur le sol même des voies publiques, nous étudierons ensuite la situation des arbres plantés sur les fonds riverains de ces voies.

SECTION I

Les arbres plantés sur le sol des voies publiques et les lignes de distribution d'énergie électrique.

§ 1. — DROITS DES COMPAGNIES DE DISTRIBUTION SUR LES ARBRES POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DE LEURS LIGNES.

A. — Elagage.

La loi du 15 juin 1906, dans son article 10, a confié à tout concessionnaire de distribution d'énergie électrique « le droit d'exécuter sur les voies publiques et leurs dépendances tous travaux nécessaires à l'établissement et à l'entretien des ouvrages en se conformant aux conditions des règlements de voirie ». De ce texte, il résulte que le concessionnaire est investi du droit d'exécuter par lui-même, relativement aux arbres, les travaux d'aménagement nécessaires ; il se trouve en quelque sorte substitué à l'administration et possède les mêmes droits que cette dernière. Et ces droits, c'est une remarque essentielle à faire, appartiennent à tous les distributeurs concessionnaires, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les concessionnaires simples et les concessionnaires d'utilité publique.

La situation des réseaux installés sur les voies publiques en vertu des permissions de voirie est juridiquement moins

nette que celle des concessionnaires, car ils ne bénéficient pas de la disposition édictée par l'article 10 de la loi de 1906. Mais dans tous les départements, les préfets ont pris des règlements conformes à un arrêté type qui leur a été adressé le 1^{er} septembre 1909 par le ministre de l'Intérieur ; il s'agit là de mesures de police générale relatives à la sécurité des voies publiques et au bon ordre dans le régime de la distribution, aux termes desquelles : « Sur les voies publiques empruntées par les distributions d'énergie électrique (sans distinction entre les réseaux établis par permissions ou concessions) il sera procédé par l'entrepreneur de chaque distribution à l'élagage des arbres plantés en bordure de ces voies publiques, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, aussi souvent que la nécessité en sera reconnue par cet entrepreneur, ou toutes les fois qu'il en sera requis par l'ingénieur en chef du contrôle des distributions d'énergie électrique. » Cette disposition reconnaît en fait au permissionnaire les mêmes prérogatives qu'au concessionnaire.

L'arrêté type du 1^{er} septembre 1909 fixe également la procédure de l'opération d'élagage : huit jours au moins avant d'entreprendre les travaux l'entrepreneur doit informer les services de voirie intéressés.

Au cas où ces services feraient opposition à l'élagage, l'ingénieur en chef du Contrôle peut passer outre et ordonner qu'il y soit procédé, étant entendu d'ailleurs que, par application de l'article 73 du décret du 29 juillet 1927, l'entrepreneur de la distribution reste responsable tant envers l'État, les départements et les communes qu'envers les tiers de tous les dommages qui pourraient être causés par l'exécution de l'élagage. Le service de la voirie doit veiller à ce que l'opération soit opérée avec grand soin de

manière à ne pas nuire au bon état des plantations.

Toute infraction aux conditions fixées par l'arrêté type du 1^{er} septembre 1909 pour l'élagage des arbres des routes constitue, aux termes de l'article 24 de la loi du 15 juin 1906, une contravention de voirie. Dès lors, le fait pour une société de distribution d'énergie électrique de procéder à l'élagage des arbres d'une route nationale sans avoir, contrairement aux prescriptions du préfet, et en dehors de tout cas d'urgence, préalablement averti les services de voirie constitue une contravention de voirie punie d'amende, sans préjudice de la réparation du dommage causé aux arbres de la route par la défectuosité de l'élagage (Cons. d'État, 5 août 1920, min. des T. P. contre Société Centrale d'Électricité d'Épernay, *Recueil*, p. 824).

Réciproquement, lorsque les services de voirie jugent nécessaire, pour le bon entretien d'une plantation, l'élagage des arbres plantés sur une voie publique empruntée par une distribution d'énergie électrique, ils ne doivent entreprendre le travail qu'après avoir avisé le service du contrôle des distributions d'énergie électrique et avoir fixé par son intermédiaire, avec l'exploitant de la ligne, les mesures de sécurité que peut exiger l'opération (Arrêté du ministre des Travaux publics du 30 avril 1927). Le même arrêté ajoute qu'il importe avant tout de faciliter le plus possible l'exécution des élagages en raison des nombreuses interruptions de service dont la cause est uniquement attribuable à des branches d'arbres.

B. — *Abattage.*

Il est bien évident que les sociétés de distribution d'énergie électrique ne peuvent se prévaloir de l'autorisation d'occupation du domaine qui leur a été accordée,

pour réclamer à l'administration des Ponts et Chaussées la modification ou la suppression des plantations et encore moins pour procéder elle-même à l'abattage des arbres. En effet, dans le cas de concession aussi bien que dans celui de simple permission, l'administration n'entend point, par le fait de l'autorisation d'installer des lignes de transport sur l'accotement des routes et chemins, aliéner ou même restreindre son droit d'affecter la voie publique à tous usages présentant un caractère d'intérêt général. Or, au nombre de ces usages, il faut classer, à n'en pas douter, l'établissement des plantations dont le développement a été souvent demandé par les populations et recommandé par l'administration et pour lequel l'État, les départements et les communes s'imposent des sacrifices relativement considérables.

C'est donc aux compagnies de distribution qu'il appartient de prendre les dispositions nécessaires pour que celles de leurs lignes placées sur les accotements des routes et chemins n'aient à souffrir, ni de l'existence, ni même du développement normal des plantations sur ces routes et chemins¹.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'une circulaire du ministre des Travaux publics du 5 octobre 1923, analogue à celle qui existe pour les élagages entrepris par les services de voirie, prescrit aux entrepreneurs d'abattage d'arbres des routes et chemins situés à proximité d'une ligne électrique, de se mettre en rapport avec l'entrepreneur exploitant la ligne de distribution d'énergie avant de commencer

1. Une circulaire du ministre des Travaux publics du 15 avril 1920, précise même qu'il est désirable d'éviter l'établissement des lignes électriques le long des routes nationales plantées d'arbres et que toutes les fois que la chose est pratiquement possible, cet emplacement doit être recherché en dehors de la route.

les travaux, en vue des mesures à prendre pour sauvegarder la sécurité des personnes pendant la durée des dits travaux.

Il arrive parfois que les entrepreneurs, outrepassant les droits qui leur sont accordés, mutilent gravement, et même abattent, pour la commodité de leurs installations, les arbres plantés sur les routes et chemins. De tels agissements sont cependant assez rares, car si les compagnies de distribution n'ont souvent cure des arbres des particuliers, elles prennent, au contraire, généralement grand soin des plantations établies sur le sol des voies publiques. Quoi qu'il en soit, le distributeur sera, dans ces cas d'abattage ou de mutilation grave des arbres, responsable civilement et pénalement devant les tribunaux judiciaires. Une question délicate se pose cependant : l'abattage d'un arbre crû sur une voie publique est un délit. Mais la société qui l'a commis peut-elle être poursuivie et frappée de peine ? En principe, toute peine étant personnelle ne peut être prononcée contre une société, laquelle ne peut encourir qu'une responsabilité civile, toutefois, les contraventions de voirie ont ceci de particulier qu'elles sont imputables même aux personnes morales : c'est un des cas exceptionnels où la jurisprudence admet la responsabilité pénale des êtres fictifs, c'est ainsi qu'il est fréquent de voir des sociétés de transport par autocar condamnées pénalement à l'amende pour avoir commis des contraventions de voirie. En ce qui nous intéresse, il est bien évident qu'il ne peut s'agir d'appliquer aux compagnies de distribution, personnes morales, les peines privatives de liberté prévues par l'article 448 du Code pénal. Toutefois, aux termes de l'article 463 du même Code, le juge correctionnel peut toujours substituer l'amende à l'emprisonnement ; c'est là le moyen qu'em-

ploient les tribunaux pour frapper de sanctions pénales les compagnies de distribution.

D'autre part, à défaut de la compagnie de distribution, la personne publique ainsi lésée peut fort bien assigner devant le tribunal correctionnel l'agent auteur direct du dommage.

Bien que les compagnies de distribution n'aient nullement qualité pour demander à l'administration la suppression des plantations existant sur les routes, il faut cependant signaler qu'une circulaire du ministre des Travaux publics du 15 avril 1920 envisage le remplacement, à la demande des compagnies d'électricité, des plantations d'arbres à haute ramure par des plantations d'arbres à basse ramure sur les routes où la présence de canalisations électriques rendrait ces dernières absolument indispensables. Il ne s'agit d'ailleurs là que de mesures de simple complaisance, possibles seulement dans certains cas exceptionnels : une indemnité calculée d'après l'âge et la valeur des plantations est alors exigée préalablement des intéressés.

§ 2. — DOMMAGES RÉSULTANT DE LA PRÉSENCE DES FILS ÉLECTRIQUES AUPRÈS DES ARBRES PLANTÉS SUR LE SOL DES ROUTES ET CHEMINS.

La présence des fils électriques auprès des arbres plantés sur le sol des routes et chemins est la source de nombreux dommages causés par la chute ou le contact des arbres ou de leurs branches. Parmi les dommages ainsi produits, il convient de distinguer les *dommages aux distributeurs* se traduisant par des avaries aux ouvrages, des frais de remise en place et de réfection, des interruptions de fourniture à l'égard de la clientèle et les *dommages aux tiers*

qui sont des dommages causés par le courant et qui se traduisent par des incendies d'immeubles, des électrocutions d'animaux passant sur les routes et même parfois des électrocutions de personnes. En outre, une autre distinction s'impose entre *les dommages se produisant au cours des opérations d'élagage ou d'abattage* des arbres placés auprès des fils et *les dommages se produisant en dehors de tout travail effectué sur les arbres*.

1. — *Dommages résultant de la seule présence des fils auprès des arbres en dehors de toute opération d'élagage ou d'abattage.*

A. — *Dommages aux distributeurs d'énergie électrique : (détérioration des installations due à la chute ou au contact des branches ou des arbres).*

C'est le distributeur qui doit supporter les dommages ainsi causés à ses installations sans qu'il lui soit possible d'intenter une action en dommages-intérêts contre la personne publique propriétaire des arbres devant le Conseil de Préfecture. En effet, aux termes de l'article 72 alinéa 3 du décret du 29 juillet 1927 pour application de la loi de 1906 sur les distributions d'énergie électrique, « aucun recours ne peut être exercé contre l'État, les départements ou les communes par le permissionnaire ou concessionnaire d'une distribution... à raison de l'état de la chaussée, des accotements, des trottoirs ou des ouvrages et des conséquences de toute nature qui pourraient en résulter ». Or, il ne fait aucun doute que les arbres plantés sur les voies publiques sont compris dans le terme d'ouvrages.

B. — *Dommages aux tiers* (dommages dus au courant et résultant du contact des branches avec les fils).

Il ne s'agit pas ici de dommages causés directement par les arbres, mais de dommages dus au courant électrique, se traduisant par des incendies d'immeubles, des électrocutions de personnes ou d'animaux et provoqués par le contact des arbres avec les fils chargés d'électricité. Les dispositions de l'article 72 du décret du 29 juillet 1927 ne doivent pas être étendues aux dommages ainsi causés aux tiers. En effet, cet article qui apporte une exception aux principes généraux en stipulant une clause d'irresponsabilité en faveur de l'administration, doit être entendu dans un sens restrictif : or, il ne vise expressément que les recours exercés contre les personnes publiques par les distributeurs à raison des dommages occasionnés à leurs installations : le droit pour les tiers, victimes de dommages causés par le courant d'intenter une action devant le Conseil de Préfecture contre la personne publique propriétaire des arbres, s'ils estiment celle-ci responsable, reste donc entier (Cons. d'État, 23 déc. 1931, Boudaliez. S. 1932-3-23).

Mais alors, au cas de dommages ainsi causés aux tiers, il importe de déterminer quelle sera la personne responsable des dommages, sera-ce l'entrepreneur de distribution ou la personne publique propriétaire des arbres ? Ce seront la plupart du temps des questions de fait que les tribunaux auront à résoudre en examinant avec une attention toute particulière les circonstances qui caractérisent chaque affaire ; dans ces conditions il est assez difficile de poser des règles générales. Toutefois, en pratique, *ce n'est que dans*

des cas tout à fait exceptionnels que la responsabilité de la personne publique propriétaire des arbres sera reconnue, presque toujours ce sera l'entrepreneur de distribution qui sera seul responsable des dommages aux tiers.

Il est, en effet, gardien du courant et doit, en principe, être déclaré responsable des dommages causés par ce courant ; c'est en vain que la plupart du temps, il alléguera, pour s'exonérer, le cas de force majeure ou le fait d'autrui, c'est-à-dire la chute de l'arbre ou de la branche.

D'une part, en effet, le distributeur est investi d'une certaine mission de surveillance sur les arbres voisins de la ligne puisqu'il a le droit de les élaguer et il doit au moins prévenir les services de voirie lorsque ces arbres menacent de s'abattre sur ses fils.

D'autre part surtout, la chute d'un arbre sur la ligne électrique doit être considérée par le distributeur comme un événement prévisible du fait des suites très graves que peut entraîner un tel accident. Il appartient donc à ce dernier de prendre toutes dispositions utiles pour prévenir les conséquences dommageables d'une telle chute. Le fait, pour le distributeur, de s'être conformé aux règlements techniques ne suffit point d'ailleurs à écarter sa responsabilité ; ces règlements n'ont pour but que d'indiquer le minimum de précautions à prendre d'une façon générale, mais ne sauraient prévoir tous les cas particuliers et c'est à l'entrepreneur de distribution de prendre toutes les précautions qui sont de nature à diminuer, dans la somme compatible avec un fonctionnement normal de son exploitation, sinon à les supprimer entièrement, les dangers inhérents à la nature de son entreprise, par exemple en établissant jusqu'au sol des conducteurs en vue d'éviter tout accident pouvant résulter de la rupture des fils, faute de quoi sa

responsabilité ne saurait être dégagée. L'article 73 du décret du 29 juillet 1927, pour application de la loi du 15 juin 1906, dispose en effet que le permissionnaire reste responsable de toutes les conséquences dommageables de son entreprise, tant envers l'État, les départements et les communes qu'envers les tiers.

Mais si la responsabilité de l'entrepreneur est seule engagée la plupart du temps du fait des accidents dus au courant et résultant du contact des arbres avec les fils, devant quelle juridiction la victime des dommages devra-t-elle porter son action ?

Au cas de dommages causés par un permissionnaire, les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour en connaître. Au cas de dommages causés par un concessionnaire, celui-ci étant considéré comme entrepreneur de travaux publics, l'action en responsabilité devra être poursuivie devant le Conseil de Préfecture, s'il s'agit d'un dommage causé par l'établissement ou l'entretien de l'ouvrage public (loi du 28 Pluviôse, an VIII), devant les tribunaux judiciaires, s'il s'agit de dommages causés dans l'exploitation de la concession.

Si le critérium qui établit le départ entre la compétence administrative et la compétence judiciaire est facile, il est d'une application délicate, surtout en matière d'électricité (Cons. d'État, 30 juillet 1909, Compagnie Électrique de la Loire. *R. p.* 796. Cour de Montpellier, 24 juin 1924, Escoffier. *Gaz. Palais*, 1924-2-p. 246).

En fait, les tribunaux judiciaires, lorsque l'action en responsabilité contre le concessionnaire est portée devant eux, ont tendance à se déclarer toujours compétents en considérant les dommages comme provenant du fonctionnement du service public de distribution, ces dommages

n'ayant pu se produire que parce qu'il y avait circulation du courant (Tribunal civil du Havre. *Gaz. Palais*, 1927-2-230. Cour de Montpellier 24 juin 1924. *Gaz. Palais*, 1924-2-246). La responsabilité de l'entrepreneur est alors engagée par application même de l'article 1384 du Code civil : il est présumé responsable des ravages causés par le courant qu'il a sous son contrôle.

Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'État admet la compétence des Conseils de Préfecture en considérant l'accident comme dû à la présence de l'ouvrage public installé par la compagnie concessionnaire et à son affectation au transport d'énergie auquel il est destiné (Cf. arrêt du Cons. d'État, du 29 nov. 1922 ; ministre des P. T. T., *R. p.* 883, annulant l'arrêté d'un Conseil de Préfecture qui, pour décliner sa compétence s'était fondé sur ce que l'accident ayant pour cause la mise en charge des canalisations électriques se rattachait non à l'exécution du travail public, mais à son exploitation par le concessionnaire).

Si la victime des dommages porte son action devant le Conseil de Préfecture, elle ne devra d'ailleurs pas nécessairement invoquer une faute du concessionnaire de distribution pour obtenir réparation. En effet, la jurisprudence administrative qui reste, en principe, fidèle au système de la faute de service, admet cependant dans certains cas exceptionnels la responsabilité sans faute, en particulier pour les travaux publics comportant des dangers spéciaux et des risques anormaux : or, un arrêt du Conseil d'État du 25 janvier 1929 (S.- secrétaire d'État aux P. T. T. Sirey 1929-3-381, note Bonnard) considère le courant électrique comme une de ces « forces dangereuses que l'homme a déchaînées avant de les avoir complètement asservies »

(conclusions de M. Latournerie) et pour les dommages duquel la victime n'a pas nécessairement à prouver une faute pour obtenir réparation¹. Le Conseil d'État a été manifestement ici préoccupé de donner une solution en harmonie avec les solutions de la jurisprudence civile : il s'agit, en effet, de la responsabilité d'un concessionnaire, c'est-à-dire d'un particulier, or, les tribunaux judiciaires mettent à la charge du gardien la présomption de responsabilité de l'article 1384. Si la compétence administrative est admise, il n'en résulte pas que la responsabilité du concessionnaire doive être appréciée avec plus d'indulgence parce qu'elle a sa source dans un ouvrage public.

Ces principes dégagés, il convient d'étudier en détail les différents cas de dommages aux tiers résultant de la présence des arbres auprès des fils chargés de courant.

C. — *Dommages* résultant du simple contact des branches avec les fils ou de la chute des branches sur les fils.

Dans ces hypothèses de dommages aux tiers causés par le courant (incendies, électrocutions) et résultant soit du contact des branches avec les fils par défaut d'élagage ou par fléchissement des fils, soit de la chute des branches, c'est l'entrepreneur qui sera responsable. Il est, en effet, à la fois le gardien du courant et le gardien des branches d'arbres. Cette dernière fonction résulte de l'arrête type du ministre de l'Intérieur du 1^{er} septembre 1909 qui donne à tout entrepreneur de distribution le droit d'élaguer les arbres des voies publiques. Cette mission de garde de l'entrepreneur de distribution sur le courant et sur les branches

1. Adde. Conseil d'État, 12 janvier 1934. Forces motrices du Haut-Rhin. Société Sud-Lumière, 17 mai 1934, S., 1934-3-81, note Mathiot.

annule celle de la personne publique propriétaire des arbres du fait de l'importance primordiale de cette garde de l'entrepreneur à raison des graves dangers inhérents à son exploitation. Donc, il n'y a pas, en principe, dans ce cas, de recours en garantie possible contre la personne publique propriétaire des arbres de l'entrepreneur de distribution condamné à des dommages-intérêts envers la victime : ce dernier reste seul responsable des dommages causés (Cf. art. 73 du décret du 29 juillet 1927).

C'est en vain que, la plupart du temps, l'entrepreneur de distribution, pour dégager sa responsabilité, alléguera la force majeure, c'est-à-dire une tempête d'une violence exceptionnelle. En effet, si une telle tempête constitue en elle-même un événement imprévisible, par contre le contact des fils avec les branches constitue en lui-même un événement prévisible et il appartient au distributeur de prendre toutes précautions utiles en vue d'éviter les suites parfois terribles que peut avoir un tel fait (Trib. Seine, 12 juin 1925, Sirey, 1926-2-37).

D'autre part, si par suite d'un court-circuit provoqué par le contact des fils avec les branches, un incendie se déclare dans un immeuble, l'entrepreneur de distribution ne peut invoquer en sa faveur la loi du 7 novembre 1922 qui, en matière d'incendie, met la victime des dommages dans l'obligation, pour obtenir réparation, de prouver la faute de celui qui détient, à un titre quelconque, l'immeuble ou les biens mobiliers dans lesquels l'incendie a pris naissance. En effet, cette loi de 1922 qui contient une exception au principe général posé par l'article 1384, ne peut être appliquée que restrictivement et strictement dans les limites de son texte : il est indispensable qu'il s'agisse d'un immeuble ou d'objets mobiliers dans lesquels le feu a pris

naissance. En conséquence, lorsque l'incendie a pour cause le contact des fils avec les branches des arbres de la voie, contact qui a provoqué un court-circuit, il est bien évident que l'incendie ne s'est pas allumé dans les fils de lumière, mais bien dans l'immeuble incendié ; la loi du 7 novembre 1922 ne peut donc recevoir application et le distributeur d'énergie électrique est présumé responsable selon les termes de l'article 1384 du Code civil (Trib. de la Seine, 12 juin 1925, précité).

D. — *Dommages* causés par le courant électrique et résultant de la chute sur les fils, des arbres crus sur le sol des voies publiques.

Si le distributeur d'énergie électrique doit être considéré comme le gardien des branches des arbres des voies publiques empruntées par son réseau en tant qu'ayant le pouvoir de les élaguer, on peut aussi le considérer en quelque sorte comme investi d'une certaine mission de surveillance sur les arbres eux-mêmes, bien que n'ayant pas le droit de les abattre : il doit en particulier aviser les services de la voirie lorsqu'il estime qu'un arbre ne présente pas les conditions de solidité normales et menace la sécurité de son réseau. Mais de ce vague droit de surveillance sur les arbres sans sanction pratique, puisque le distributeur n'a pas le droit de les abattre, il ne semble pas que l'on puisse faire découler la responsabilité de ce dernier, au cas d'incendie ou d'électrocution provoqués par la chute des arbres de la voie publique sur les fils électriques. Pourtant, même dans cette hypothèse, le distributeur sera encore la plupart du temps reconnu seul responsable des dommages et ce, en tant que gardien du courant qui a été la cause immédiate du dommage. En effet, la chute d'un arbre

elle-même constitue pour l'entrepreneur de distribution un événement prévisible contre lequel il doit se prémunir, en particulier en recouvrant les fils d'un isolant et en munissant le réseau de dispositifs automatiques de rupture, ainsi d'ailleurs qu'il est prescrit par l'article 15 de l'arrêté ministériel du 30 avril 1927. Dans ces conditions, la lourde responsabilité de l'entrepreneur de distribution éclipse complètement celle de la personne publique propriétaire des arbres. (Cons. Préf. Gironde, 23 janv. 1923. *Recueil Bordeaux*, 1923-2-37. Cons. d'État. 12 janv. 1934. *Forces Motrices du Haut-Rhin*. S. 1934-3-81, note Mathiot; dans le même sens : Cour de Bordeaux, 1^{er} déc. 1919. *Recueil Bordeaux*, 1920-1-35. Tribunal civil d'Issoudun, 24 fév. 1933. *Gaz. Tribunaux*, 1933-2-318).

II. — *Dommages survenus au cours des opérations d'élagage et d'abattage des arbres des voies publiques effectuées par l'administration, du fait de la présence dans le voisinage de ces arbres de fils de distribution d'énergie électrique.*

Il est évident que lorsque l'entrepreneur de distribution procède à l'élagage des arbres crus sur la voie publique, il est responsable de toutes les conséquences dommageables d'une telle opération.

Mais si l'administration a concédé aux compagnies d'électricité le droit d'élaguer les arbres des voies publiques, elle n'a pas, par cela même, renoncé à exercer cette faculté si elle le juge bon ; d'autre part, seule elle a le droit d'abattre les arbres dont la suppression s'impose dans l'intérêt de la voirie ou de la sécurité publique.

Mais de telles opérations effectuées dans le voisinage des lignes électriques offrent des dangers : aussi les arrêtés préfectoraux prescrivent-ils aux ingénieurs des Ponts et

Chaussées et aux entrepreneurs chargés de l'élagage ou de l'abattage pour le compte de l'administration, d'aviser en temps opportun des travaux entrepris les exploitants des réseaux de distribution afin que ceux-ci puissent prendre toutes précautions utiles (arrêtés types du ministre des Travaux publics du 5 octobre 1923 et du 30 avril 1927). Malgré tout, des accidents sont assez fréquemment à déplorer, causant des dommages aux installations du distributeur, aux personnes chargées de l'élagage ou de l'abattage et aux tiers.

A. — *Dommages aux installations.*

En ce qui concerne les dommages à ses installations causés par les opérations d'élagage ou d'abattage entreprises par l'administration, l'entrepreneur de distribution n'a aucun recours en indemnité. En effet, aux termes de l'article 72, alinéa 4 du décret du 29 juillet 1927 pour application de la loi de 1906 sur les distributions d'énergie électrique, « aucun recours ne peut être exercé contre l'État, les départements ou les communes par le permissionnaire ou le concessionnaire d'une distribution... à raison des travaux exécutés sur la voie publique dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la voirie ». Le décret ne vise expressément que l'État, les départements et les communes, mais il faut aussi entendre par là les entrepreneurs de travaux publics qui agissent pour le compte de ces personnes publiques ; en effet, le droit à réparation du distributeur pour dommages causés à ses installations ne saurait dépendre du procédé d'exécution des travaux d'élagage ou d'abattage : entreprise ou régie. D'ailleurs, cette renonciation imposée au distributeur d'énergie électrique du droit de se pourvoir contre l'administration ou contre

l'entrepreneur agissant pour son compte, ne doit pas être étendue aux hypothèses dans lesquelles on trouve une faute personnelle d'un agent du service de la voirie ou de l'entrepreneur.

B. — *Dommages aux agents chargés des opérations d'élagage ou d'abattage, dus à la présence des fils électriques.*

Les travaux d'élagage et d'abattage peuvent être exécutés par les agents des services de voirie, c'est-à-dire par les cantonniers qui sont des fonctionnaires. Comme tous les fonctionnaires, ils bénéficient, lorsqu'ils sont dans leur travail victimes d'un accident, du régime spécial des pensions civiles.

Mais si l'administration obligée de payer pension à ses agents estime que la responsabilité de la compagnie de distribution est engagée, parce que celle-ci avisée du travail entrepris dans le voisinage de ses lignes, n'a pas pris, par exemple, les précautions d'usage, elle pourra demander au Conseil de Préfecture de condamner la compagnie de distribution à lui rembourser, en totalité ou en partie, le montant de la pension à verser aux agents (Cons. d'État, 29 nov. 1922, ministre des P. T. T.).

Les mêmes principes s'appliquent lorsque les opérations d'élagage ou d'abattage des arbres sont effectuées par des entrepreneurs de travaux publics. Ces derniers responsables envers leurs ouvriers, dans les conditions de la loi de 1898 sur les accidents du travail, pourront demander aux compagnies de distribution le remboursement total ou partiel, suivant le cas, des indemnités qu'ils ont dû payer à leurs ouvriers par application de la loi de 1898, s'ils estiment celles-ci responsables des accidents survenus.

C. — *Dommages aux tiers* (électrocutions, incendies).

Ici encore, c'est le distributeur qui est, en principe, responsable des dommages ainsi causés comme gardien de ses installations et du courant puisqu'il s'agit d'accidents causés par le courant à l'occasion des travaux entrepris sur les arbres de la voie publique voisins des lignes. Toutefois, dans ce cas, il pourra y avoir lieu à partage de responsabilité entre le distributeur et l'entrepreneur chargé de l'élagage et de l'abattage, du fait du rôle actif joué par ce dernier. La question de savoir si la responsabilité de l'administration ou de l'entrepreneur d'élagage est engagée à côté de celle du distributeur, malgré la lourde mission de surveillance qui pèse sur ce dernier, et jusqu'à quel point elle l'est, constitue d'ailleurs une question de fait que les tribunaux administratifs auront à résoudre en tenant compte des circonstances de chaque affaire.

Dans ces conditions, les tiers victimes d'accidents ainsi causés par le courant durant les travaux d'élagage ou d'abattage, pourront poursuivre la compagnie de distribution responsable en premier lieu pour dommages dus à l'exploitation du service de distribution, sauf à la dite compagnie à intenter telle action en garantie qu'elle jugerait utile d'exercer devant le Conseil de Préfecture contre le service de la voirie ou contre l'entrepreneur d'élagage pour imprudence grave dans la conduite des travaux entrepris (en ce sens Cons. d'État, 8 juil. 1914, Société anonyme Gaz et Eaux, *Recueil*, p. 848). Ces tiers pourront aussi, à leur choix, s'il s'agit d'une compagnie concessionnaire, poursuivre à la fois cette compagnie et le service de la voirie ou l'entrepreneur d'élagage devant le Conseil de Préfecture ; il pourra alors y avoir responsabilité partagée

(Cons. d'État, 14 janv. 1910, Compagnie des tramways électriques d'Angers, p. 32).

SECTION II

Les arbres appartenant aux particuliers et situés en bordure des voies publiques et les réseaux de distribution d'énergie électrique installés sur ces voies.

§ 1. — DROITS DES COMPAGNIES DE DISTRIBUTION SUR LES ARBRES DES PROPRIÉTÉS RIVERAINES DES VOIES PUBLIQUES POUR L'ÉTABLISSEMENT ET L'ENTRETIEN DE LEURS LIGNES ¹.

Les compagnies de distribution possèdent sur les arbres en bordure des voies publiques et appartenant aux particuliers un droit d'élagage analogue à celui qu'elles possèdent sur les arbres crus sur le sol même de ces voies. En effet, l'arrêté type, en date du 1^{er} septembre 1909 adressé aux préfets par le ministre de l'Intérieur, porte « qu'il sera procédé par l'entrepreneur de chaque distribution (sans distinction entre les réseaux établis par permission ou concession), à l'élagage des arbres plantés en bordure de la voie publique, soit sur le sol de ces voies, soit sur les propriétés particulières, aussi souvent que la nécessité en sera reconnue par cet entrepreneur ».

Le distributeur d'énergie électrique ainsi investi du droit d'exécuter par lui-même, relativement aux arbres des riverains, les travaux d'aménagement nécessaires, est d'ailleurs tenu de se conformer aux prescriptions administratives des règlements de voirie (art. 10 de la loi de 1906. Cons. d'État, 5 avril 1920, ministre des Travaux publics

1. Mestre, art. précité, p. 415. Mathiot, art. précité, p. 116.

contre Société Centrale d'électricité d'Épernay), il ne peut, en particulier, couper les branches qu'à l'aplomb des limites des routes et chemins. D'autre part, il n'a pas le droit d'abattre directement les arbres plantés sur les terrains riverains des voies publiques. Lorsque l'abattage d'un de ces arbres sera utile, le distributeur devra donc traiter avec le propriétaire en vue de son acquisition amiable, soit même user de l'expropriation s'il s'agit d'une compagnie concessionnaire (art. 12 de la loi de 1906).

L'arrêté type du 1^{er} septembre 1909 fixe la procédure de l'opération d'élagage : 8 jours au moins avant d'y procéder l'entrepreneur de distribution doit aviser le propriétaire par lettre recommandée. Si une opposition est manifestée par ce dernier, l'entrepreneur doit en référer au service de la voirie qui prendra les mesures de police édictées par les circonstances.

En cas d'urgence, l'entrepreneur peut procéder immédiatement à l'élagage, mais il doit alors aviser aussitôt le propriétaire et le service de voirie intéressé. L'entrepreneur ne doit pas pénétrer, pour ses travaux, dans les propriétés privées à moins que le propriétaire ne l'y autorise. D'autre part, il est tenu de laisser au propriétaire les dépouilles des arbres élagués.

Il est à remarquer que le droit d'élagage ainsi attribué aux distributeurs d'énergie électrique par l'arrêté type du ministre de l'Intérieur de 1909, diffère sur quelques points du droit d'élagage que possède l'administration des P. T. T. pour l'établissement de ses lignes :

1^o Alors que l'entrepreneur de distribution peut procéder directement à l'élagage des arbres plantés en bordure de la voie publique huit jours après avoir avisé les propriétaires des arbres, l'administration des P. T. T. doit, au contraire,

mettre ces propriétaires en demeure d'élaguer leurs plantations dans un délai de dix jours avant de procéder d'office à l'élagage, faute d'exécution par les propriétaires.

Une telle différence de procédure s'explique par les dangers qu'offrent les courants des lignes de distribution d'énergie électrique : laisser les propriétaires procéder eux-mêmes à l'élagage de leurs arbres placés dans le voisinage des fils de distribution serait une solution dangereuse. Au point de vue des précautions techniques, les opérations d'élagage seront bien mieux conduites par le distributeur que par le propriétaire des arbres.

2° Lorsque l'administration des P. T. T. procède, soit d'office au cas de mauvaise volonté des propriétaires, soit sur leur demande à la suite d'une mise en demeure, à l'élagage des arbres dont les branches surplombent la voie publique, les frais de l'opération sont à la charge des propriétaires riverains comme conséquence logique de l'article 192 du règlement général sur les chemins vicinaux, qui impose « à la diligence des propriétaires riverains ou des fermiers, la coupe, à l'aplomb des limites des chemins, des branches qui avanceraient sur le sol de ces chemins ».

Au contraire, en matière d'électricité, l'arrêté type du 1^{er} septembre 1909 qui oblige les propriétaires riverains de la route ou du chemin à subir l'élagage de leurs plantations, ne met pas à leur charge les frais de l'opération. En effet, vue la fréquence des élagages qu'impose la présence d'arbres dans le voisinage des fils de distribution du fait des dangers présentés par le courant, il eût été injuste d'imposer de tels sacrifices pécuniers aux propriétaires riverains de la voie publique.

Malheureusement, à l'inverse de l'administration des P. T. T. qui se montre en général très respectueuse de la

propriété privée dans l'établissement de ses lignes, les puissantes sociétés financières qui exploitent les réseaux de distribution d'énergie électrique, se soucient, en général, fort peu de tenir scrupuleusement compte des droits qui leur ont été octroyés par la loi. Elles agissent souvent vis-à-vis des propriétaires avec un sans-gêne intolérable.

C'est ainsi, en particulier, qu'elles mutilent parfois gravement et même abattent les arbres des particuliers bordant la voie publique sans aucun souci de la légalité. De tels agissements se rencontrent hélas trop souvent en pratique. Il y a là de véritables atteintes au droit de propriété des riverains se traduisant par des voies de fait et relevant de l'appréciation des tribunaux judiciaires, quel que soit le mode d'exploitation de la distribution, concession ou permission. C'est devant le juge de paix, compétent du moment qu'il s'agit d'arbres quelle que soit la valeur de l'action d'après la loi du 12 juillet 1905, article 6, que le propriétaire lésé devra porter son action. D'ailleurs, la loi de 1906 elle-même sur les distributions d'énergie électrique, dans son article 12, a entendu confier à la compétence du juge de paix tous les litiges qui naissent entre les propriétaires et les compagnies de distribution pour dommages aux arbres.

Donc, même si le propriétaire, au cas d'entreprise exploitée sous forme de concession, se place sur le terrain des dommages causés par l'exécution des travaux publics, il doit encore porter son action devant le juge de paix.

Mais ce qu'il y a d'important dans cette matière c'est que, non seulement le distributeur sera responsable civilement, mais encore pénalement. En effet, l'abattage et la mutilation grave des arbres des particuliers constituent des faits délictueux sanctionnés par le Code pénal, articles 445

et 446. Ces délits exposent leur auteur à des poursuites devant le tribunal correctionnel. Mais il est évident que la société qui a commis ces délits ne peut être poursuivie et frappée d'une amende, car toute peine est individuelle et une Société n'est pas un être réel (Cass. crim., 8 mars 1883, Cie Parisienne des vidanges, D. 1884-1-428). La compagnie de distribution ne pourra donc pas être poursuivie pénalement devant le tribunal correctionnel¹. Elle sera seulement responsable civilement.

Il est à remarquer que c'est la société de distribution prise comme telle, comme un être collectif qui ne peut être poursuivie pénalement. Mais si certains de ses représentants, administrateur délégué par exemple, peuvent être rendus personnellement responsables, le propriétaire pourra alors fort bien assigner ces individus devant le tribunal correctionnel (en ce sens, Cass. Crim., 30 déc. 1892. D. 1894. 1-364).

La plupart du temps, le propriétaire poursuivra en correctionnelle l'agent de la compagnie de distribution, auteur direct du dommage, et, de plus, la compagnie restera responsable civilement.

Des difficultés surgissent encore au sujet des divers recours en garantie possibles. Il se peut que la compagnie ait confié l'élagage à un entrepreneur de taille d'arbres. Ce dernier cause un dommage et abat un arbre. Le propriétaire pourra-t-il réclamer des dommages-intérêts à la compagnie de distribution elle-même, en se basant, non

1. Il en est différemment lorsqu'il s'agit d'abattage d'arbres crus sur le sol de la voie publique : ainsi qu'il a été dit *supra* (cf. Droits des compagnies de distribution sur les arbres des voies publiques) l'abattage constitue alors une contravention de voirie pour laquelle la jurisprudence admet exceptionnellement la responsabilité pénale des personnes morales.

pas sur la responsabilité du commettant de l'article 1384 du Code civil, car l'entrepreneur n'est pas le préposé de la compagnie puisqu'il garde son indépendance, mais sur l'article 73 du décret du 29 juillet 1927, qui met à la charge du distributeur les indemnités pour dommage résultant de l'exploitation du réseau ? Il semble que oui, car cet article 73 permet le recours direct ou sans cela il ne signifierait rien. La compagnie en sera quitte pour appeler l'entrepreneur en garantie. C'est peut-être un peu compliqué et cela expose, en pratique, la compagnie à des risques d'insolvabilité ; mais il n'y a pas d'autre solution à envisager.

§ 2. — DOMMAGES RÉSULTANT DE LA PRÉSENCE DES FILS ÉLECTRIQUES AUPRÈS DES ARBRES PLANTÉS DANS LES FONDS RIVERAINS DES VOIES PUBLIQUES

Ce sont les règles déjà exposées au sujet des arbres crus sur le sol des routes et chemins qui s'appliquent ici sauf une différence essentielle en ce qui concerne les dommages causés aux installations des distributeurs par la chute des arbres.

A. — *Dommages aux installations du distributeur.*

Il n'existe en faveur des propriétaires d'arbres le long des routes pour les dommages causés aux installations de distribution d'énergie électrique aucune clause d'exonération de responsabilité analogue à celle posée par l'article 73 alinéa 3 du décret du 29 juillet 1927, en ce qui concerne les personnes publiques. Les propriétaires d'arbres le long des routes sont donc responsables vis-à-vis des compagnies de distribution dans les termes du droit commun, c'est-à-dire de l'article 1384 du Code civil.

Toutefois, la responsabilité du gardien de l'arbre disparaîtra ou sera atténuée dans toutes les hypothèses où la présomption de responsabilité qui pèse sur lui sera contredite ou neutralisée par un cas de force majeure ou par une faute ou une négligence de la compagnie de distribution.

La responsabilité du propriétaire des arbres vis-à-vis du distributeur disparaîtra tout d'abord si ce dernier peut invoquer un cas de force majeure.

Mais c'est au propriétaire qu'il appartient de faire la preuve du cas de force majeure sur lequel il prétend se fonder pour dégager sa responsabilité. Par exemple, en cas de bourrasque, il devra établir que la violence du vent présentait une intensité insolite dans la région considérée. Cette preuve pourra être souvent difficile et prêter à des controverses. Mais si le propriétaire n'arrive pas à la fournir, sa responsabilité demeurera engagée, aux termes de l'article 1384.

La responsabilité du propriétaire disparaîtra également ou sera tout au moins atténuée, si celui-ci peut invoquer une faute ou une négligence de la compagnie de distribution. Cette faute ou cette négligence de la compagnie consistera le plus souvent en ce qu'elle n'aura pas fait, en vue d'éviter les accidents et dommages résultant du voisinage des arbres, un usage normal du droit d'élaguer qui est mis à sa disposition. « La question de savoir si la compagnie a usé normalement de son droit est d'ailleurs une « question de fait que les tribunaux judiciaires auront à « résoudre en examinant avec une attention toute particulière les circonstances qui caractérisent chaque affaire. « De même les tribunaux auront à doser et à compenser le « cas échéant, les conséquences de la double faute commise par le distributeur et le propriétaire, mais il est

« important de souligner que ces deux fautes ne sont pas
« sur un même plan ; c'est le propriétaire d'arbres, gardien
« de sa chose, qui est responsable en première ligne, du
« dommage, par suite de la présomption de faute que
« l'article 1384 fait peser sur lui et il n'obtiendra décharge
« partielle ou totale des suites de l'accident qu'à la con-
« dition de prouver la faute de la compagnie. Dans le
« doute, par conséquent, c'est le propriétaire d'arbres qui
« sera le seul responsable du dommage pour la totalité ¹. »
(Tribunal civil de Grenoble, 28 mars 1918. *Bulletin de
la Chambre Syndicale des Forces hydrauliques* de sep-
tembre 1922, n° 417. Cour de Paris, 10 décembre 1921.
Gazette Tribunaux des 4-5 janvier 1922.)

B. — *Dommages aux tiers.*

Il s'agit ici des dommages causés par le courant élec-
trique (électrocutions-incendies par court-circuit) et
résultant de la chute des branches et des arbres sur les
fils. Ainsi qu'il a déjà été expliqué, le distributeur sera
dans ce cas, en principe, seul responsable des dommages
ainsi causés du fait de l'importance primordiale de la mis-
sion de surveillance qu'il assure sur ses installations. C'est
cette idée qu'exprime l'article 73 du décret du 29 juil-
let 1927 pour exécution de la loi de 1906 qui met entière-
ment à la charge du distributeur toutes les conséquences
dommageables de son exploitation. A diverses reprises, la
jurisprudence a fait application d'une telle interprétation
(Cour de Bordeaux 1^{er} déc. 1919. *Recueil Bordeaux*, 1920-1-
35. Tribunal civil d'Issoudun, 24 février 1933. *Gaz. Tri-*

1. Mestre, *art. précité*, p. 418. Mathiot, *art. précité*, p. 117.

bunaux, 1933-2-318¹⁾). Dans ce dernier jugement, il s'agissait de l'électrocution sur une route d'un cheval attelé, par le fait de la rupture d'un fil électrique, rupture occasionnée par la chute d'un arbre situé dans une propriété riveraine de la route. Pour établir la responsabilité de la compagnie de distribution et exonérer le propriétaire de l'arbre, le tribunal s'est d'abord fondé sur la fonction de garde des arbres qui pèse sur le distributeur : « L'obligation mise à la charge de la compagnie par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1909, dit le jugement susvisé, de surveiller l'élagage des arbres qui bordent la ligne électrique semblerait indiquer qu'elle a également la surveillance des arbres. » En effet, si le distributeur n'a pas le droit d'abattre, il doit cependant, semble-t-il, avertir le propriétaire des arbres lorsque ces derniers, par leur manque de solidité, menacent la sécurité du réseau électrique. Mais le tribunal s'est surtout appuyé sur la mission de surveillance du distributeur sur ses propres installations pour établir sa responsabilité, par application de l'article 73 du décret du 29 juillet 1927. Le distributeur avait en effet, omis de prendre les précautions de sécurité essentielles, en particulier, il n'avait pas muni ses installations d'un dispositif coupe-circuit. C'est en réalité dans cette fonction de garde de ses installations et du courant, que se trouve la vraie source de responsabilité du distributeur pour dommages causés aux tiers par ce courant et résultant de la chute d'arbres ou de branches sur les fils.

En résumé, la responsabilité des propriétaires d'arbres

1. Adde : Conseil de Préfecture de la Gironde, 23 janvier 1923. *Recueil Bordeaux*, 1923-2-37. Conseil d'Etat, 12 janvier 1934,²⁾ *Forces motrices du Haut-Rhin*, précité Sirey, 1934-3-81.

le long des routes et des compagnies de distribution s'établit ainsi :

1° Le propriétaire des arbres situés en bordure des voies publiques doit être en principe considéré comme responsable des dommages causés par ses arbres aux installations du distributeur d'énergie électrique, sauf cas de force majeure ou négligence de ce dernier ;

2° C'est, au contraire, le distributeur d'énergie électrique qui sera la plupart du temps seul responsable des accidents que le courant électrique dont il a la garde pourrait causer aux tiers, par suite de la chute des branches ou des arbres sur les fils de lumière.

VU :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

VU :

Le Président de thèse,

ACHILLE MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

- APPLETON. — *Traité élémentaire du contentieux administratif.*
AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, t. II et VI.
AUCOC. — *Conférences sur le droit administratif*, t. II et III.
BATBIE. — *Traité théorique et pratique de droit administratif*, t. V et VIII.
BEQUET. — *Répertoire du droit administratif*. V. à Concessions. Domaine. Dommages. Travaux publics.
BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif.*
COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français.*
DALLOZ. — *Répertoire pratique de législation et suppléments*. V. Responsabilité. Travaux publics. Transport d'énergie. Voirie terrestre.
DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, t. V.
DUEZ. — *Responsabilité de la puissance publique en dehors des contrats.*
FUZIER-HERMAN. — *Répertoire du droit français.*
HAURIU. — *Précis de droit administratif et de droit public.*
JOSSEMERAND. — *Traité de droit civil*, t. II.
LAFERRIÈRE. — *Traité de la juridiction administrative*, t. II.
LALOU. — *La responsabilité civile.*
MAZEAUD. — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile.*
PLANIOL, RIPERT et ESMEIN. — *Traité pratique de droit civil*, t. VI, les obligations.
PROUDHON. — *Du domaine public.*
DE RECY et TISSERANT. — *Traité du domaine.*
ROUAST. — *Du fondement de la responsabilité des dommages causés aux personnes par les travaux publics.*

II. — OUVRAGES SPÉCIAUX

- BLAEVOET. — *Recueil des lois, décrets, arrêtés, circulaires et cahiers des charges relatifs à la production et à la distribution de l'énergie électrique.*
COURCELLE. — *Traité de la voirie.*
DES GILLEULS. — *Traité de la voirie urbaine.*
DIDIER-MOUGEOT. — *Notions sur la clôture et la plantation des arbres.*

- FERAUD-GIRAUD. — *Traité des voies rurales.*
GEORGIN. — *Législation des routes, chemins et rues.*
HENRY. — *Traité pratique des chemins vicinaux.*
JOLLY. — *Le nouveau régime légal des distributions d'énergie électrique.*
MARTIN DE NEUVILLE. — *Droit rural : les clôtures et les plantations.*
MESTRE. — *Propriétaires et compagnies de distribution d'énergie électrique*, Paris, 1925.
MONTSARRAT. — *Les chemins vicinaux.*
— *Les chemins ruraux.*
— *Les voies urbaines.*
RABANY et MONTSARRAT. — *Traité pratique de la voirie.*
RICARD. — *Droit et jurisprudence en matière de postes, télégraphes et téléphones.*

III. — THÈSES

- COLOMBET. — *Des droits du distributeur d'énergie électrique vis-à-vis des propriétaires.* Thèse Paris, 1925.
LACOMBRADÉ. — *Construction et exploitation des lignes téléphoniques en France.* Thèse Paris, 1903.
MATHIOT. — *Les accidents causés par les travaux publics.* Thèse Paris, 1934.
PELLOUX. — *Le problème du domaine public.* Thèse, 1932.
POGGIOLI. — *Des routes nationales.* Thèse Paris, 1897.
ROCHEX. — *De la condition des propriétés riveraines des grandes routes.* Thèse Lyon, 1891.
TROCHON. — *Les distributions d'énergie électrique.* Thèse Paris, 1912.

IV. — NOTES D'ARRÊTS

- HAURIQU. — Note sous T. Conflits, 10 novembre 1900, Espitalier. Sirey, 1901-3-33.
LALOU. — Note sous Limoges, 20 juin 1921. Dalloz, 1922-2-49.
MATHIOT. — Note sous Conseil d'Etat, 12 janvier 1934. Forces motrices du Haut-Rhin. S. 1934-3-81.
MESTRE. — Note sous Douai, 4 mai 1925. Sirey, 1925-2-113.
ROUSSEAU. — Note sous Conseil d'Etat, 16 mai 1930, Lussagnet. Sirey, 1930-3-73.
Note sous Conseil d'Etat, 20 mars 1926, Grimaud, dans *Revue de droit public*, 1926, p. 201.
Note sous Conseil d'Etat, 24 juillet 1931, Commune de Vic-Fezensac. Dalloz, 1931-3-51.
Note sous Conseil d'Etat, 5 mai 1933, Levy-Sirey, 1934-3-38.

V. — ARTICLES DE REVUES

- DEMOGUE. — *Responsabilité pour la chute d'un arbre.* *Revue trimestrielle de droit civil*, avril-juin 1936, p. 345.

- MATHIOT. — *L'arbre et les lignes électriques. Bulletin trimestriel de doctrine et de jurisprudence du Syndicat des producteurs et distributeurs d'énergie électrique*, septembre 1935, p. 111.
- MESTRE. — *Responsabilité des propriétaires d'arbres à raison des dommages causés aux réseaux de distribution d'électricité. Revue critique*, 1925, p. 392.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — Problèmes soulevés par l'existence d'arbres en bordure des voies publiques	1
--	---

TITRE PREMIER

DE LA PROPRIÉTÉ DES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux du régime de la propriété des arbres des voies publiques	5
---	---

CHAPITRE II

Propriété des plantations établies sur le sol des grandes routes et sur les fonds riverains.	14
--	----

SECTION I. — <i>Propriété des plantations établies sur le sol des grandes routes</i>	14
--	----

SECTION II. — <i>Plantations effectuées sur le bord des routes en vertu d'une servitude administrative</i>	18
--	----

CHAPITRE III

Propriété des plantations des chemins vicinaux.	21
---	----

CHAPITRE IV

Propriété des plantations des voies rurales	25
---	----

CHAPITRE V

Propriété des plantations des voies urbaines	26
--	----

CHAPITRE VI

De la compétence.	27
---------------------------	----

SECTION III. — <i>Les dommages permanents causés par les arbres plantés sur le sol des routes et chemins.</i>	118
Appendice I. — Responsabilité du fait des arbres plantés sur le sol des routes et chemins et appartenant aux riverains	127
Appendice II. — Les arbres plantés sur les propriétés riveraines des voies publiques et la police des édifices menaçant ruine.	130

TITRE IV

LES ARBRES DES VOIES PUBLIQUES ET LES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES INSTALLÉS SUR CES VOIES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

Les arbres des voies publiques et les lignes télégraphiques et téléphoniques	135
SECTION I. — <i>Les arbres crus sur le sol de la voie et les fils télégraphiques</i>	135
§ 1. L'établissement et l'entretien des lignes et les arbres	135
§ 2. Dommages causés aux lignes par les arbres crus sur les voies publiques.	138
SECTION II. — <i>Les arbres plantés sur les propriétés riveraines des voies publiques et les lignes télégraphiques et téléphoniques.</i>	138
§ 1. Droits de l'administration des P. T. T. pour l'établissement et l'entretien de ses lignes.	138
§ 2. Dommages causés aux lignes par les arbres plantés dans les propriétés privées en bordure de la voie publique.	145

CHAPITRE II

Les arbres des voies publiques et les lignes de distribution d'énergie électrique	148
SECTION I. — <i>Les arbres plantés sur le sol des voies publiques et les lignes de distribution d'énergie électrique</i>	150
§ 1. Droits des compagnies pour l'établissement et l'entretien de leurs lignes	150
§ 2. Dommages résultant de la présence des fils auprès des arbres.	155
A. Dommages causés en dehors des opérations d'élague ou d'abattage (dommages aux installations du distributeur d'énergie, dommages aux tiers).	156

B. Dommages survenus au cours des opérations d'élagage ou d'abattage (dommages aux installations du distributeur, dommages aux agents chargés des opérations d'élagage ou d'abattage, dommages aux tiers).	164
SECTION II. — <i>Les arbres appartenant aux particuliers et situés en bordure des voies publiques et les réseaux de distribution d'énergie électrique installés sur ces voies.</i>	168
§ 1. Droits des compagnies pour l'établissement et l'entretien de leurs lignes	168
§ 2. Dommages résultant de la présence des fils électriques auprès des arbres plantés dans les fonds riverains des voies publiques (dommages aux installations du distributeur, dommages aux tiers).	173
BIBLIOGRAPHIE	179

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :